C'est sur cette base de la domination matérielle et psychique et de la réaction matérielle et psychique à la domination, que Fanon élabore sa conception de la culture, qui est par excellence une culture des luttes qui ont lieu. Presque une phénoménologie culturelle de ces luttes. « C'est la lutte qui, en faisant exploser l'ancienne réalité coloniale révèle des facettes inconnues, fait surgir des significations nouvelles et met le doigt sur les contradictions camouflées par cette réalité. Le peuple qui lutte, le peuple qui, grâce à la lutte, dispose cette nouvelle réalité et la connaît, avance, libéré du colonialisme. » Ces luttes ont besoin, pour se développer, puis gagner, de devenir globales. Parmi les éléments unificateurs, leur propre culture en élaboration. Elle est nouvelle, parce qu'elle s'exprime au cours de luttes nouvelles et vivantes, mais elle est loin de n'être que spontanée. Elle est aussi un acte conscient, voulu. Le fruit aussi de la volonté d'unification qui surgit du mouvement général des luttes comme sa nécessité historique. Elle est donc une culture avant tout politique et révolutionnaire. Un acte de rationalité consciente. Nouvelle, parce qu'elle veut donner du sens à l'homme nouveau en train de se faire; et parce que, ce faisant, elle ne peut pas ne pas s'opposer à toute l'ancienne culture; et qu'en s'y opposant, elle la résume et la dépasse. « La lutte elle-même, dans son déroulement, dans son processus interne développe les différentes directions de la culture et en esquisse de nouvelles. [...] Cette lutte qui vise à une redistribution fondamentale des rapports entre les hommes, ne peut laisser intacts ni les formes ni les contenus culturels de ce peuple. Après la lutte il n'y a pas seulement disparition du colonialisme mais aussi disparition du colonisé. Cette nouvelle humanité, pour soi et pour les autres, ne peut pas ne pas définir un nouvel humanisme. »

Mais il ne saurait être question, de ce point de vue, d'une nouvelle « aventure spirituelle » de l'homme, d'une nouvelle « idéologie humaniste » à l'exemple de celle affirmée par la bourgeoisie démocratique occidentale, « à prétention universalisante », et finalement conforme à sa domination sur le monde.

« La bourgeoisie occidentale, quoique fondamentalement raciste, parvient le plus souvent à masquer ce racisme en multipliant les nuances, ce qui lui permet de conserver intacte sa proclamation de l'éminente dignité humaine. [...] Le racisme bourgeois occidental à l'égard du nègre et du "bicot" est un racisme de mépris; c'est un racisme qui minimise. Mais l'idéologie bourgeoise qui est proclamation d'une égalité d'essence entre les hommes, se débrouille pour rester logique avec elle-même en invitant les sous-hommes à s'humaniser à travers le type d'humanité occidental qu'elle incarne. »

Il ne peut donc s'agir, dans la conception culturelle de Fanon, de porter et exporter, de quelque manière que ce soit, la « civilisation » ailleurs dans le monde ; il s'agit de créer, de donner corps à une force de libération des hommes. Une culture différente et nouvelle dans son fondement, puisque, se formant au cours des luttes mêmes d'émancipation des damnés de la terre, son but ne peut être que d'« élever la conscience du combattant », que de lui « ouvrir l'horizon », que de « réapprendre [au] peuple et d'abord réapprendre à soi-même la dimension de l'homme » : de « l'homme [qui] revendique et affirme en même temps son humanité illimitée ».

C'est pourquoi elle ne peut pas ne pas « reprendre la question de l'homme » dans son entier – d'une manière radicale. Ce dont il s'agit, c'est, en définitive, « pour le Tiers-monde de recommencer une histoire de l'homme », et, à partir de là, pour toute l'humanité, y compris celle d'Occident, de « faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf ».

Les migrants sans-papiers sont aujourd'hui, dans les pays développés d'Occident, les avant-coureurs des nouveaux damnés de la terre (des damnés de la civilisation capitaliste), masse mondiale humaine mouvante, lame de fond déferlant par-dessus les frontières, et, à la fois, les précurseurs de cette nouvelle dimension de l'homme, de ce devoir-être en puissance de l'humanité entière.

Mais il manque aujourd'hui une pensée, une culture, une vision d'ensemble du mouvement et des luttes des sans-papiers: de ces hommes qui, dans leurs luttes, revendiquent et affirment, d'une manière implicite, inexprimée, d'une manière que la plupart d'entre nous, que la plupart d'entre eux ne voient pas, leur humanité illimitée.

La leçon de Fanon c'est qu'il faut réapprendre à l'homme à voir. Il faut que l'homme se dépasse pour être homme. Pour que le nouveau cesse d'être vieux.

Son livre nous apprend, à la condition de le lire en profondeur, sous l'écorce, il nous fait voir combien nous sommes vieux, nous les « soutiens » des sans-papiers. Nous ne cherchons que des remèdes pour eux, alors que ce sont eux le remède pour nous, eux le remède contre notre humanité vacillante et déçue. Alors qu'il y a tout un monde à changer et à gagner. Nous ne sommes que la bonne conscience de la vieille Europe, sa fausse conscience et sa conscience malheureuse.

Mais il peut apprendre, ce livre, une grande leçon aussi aux sans-papiers. Et là il ne faut pas qu'ils se trompent.

Pour lutter contre la vieille Europe, et contre nous, il leur faut d'abord lutter contre eux-mêmes. Aiment-ils vraiment leurs amis européens ? Alors ils doivent vouloir les libérer. Ils doivent, pour ce faire, se libérer eux aussi en même temps, se libérer de l'ennemi qui est en eux et cesser d'être les hommes colonisés qu'ils sont encore trop souvent.

Le Quotidien des Sans-Papiers continue son petit bonhomme de chemin... À l'heure où l'on craquait – après une vingtaine de numéros –, est arrivé le jeune Fred, à qui on doit, par exemple, les 40 pages de ce QSP 22. Rappelons ici que pour suivre les actualités au jour le jour, vous pouvez également vous connecter sur le site sanspapiers.info, devenu un excellent outil de contre-information, grâce au travail de Bruno. L'impression des quelques exemplaires que nous diffusons est due à Claudio – maintenant avec le renfort de Mahjoub. Et tous les mardis à 19 heures, sur rueleon.net, ne manquez pas la Télé des Sans-Papiers (dont les émissions sont rediffusées en boucle tous les matins de 9h à 13h).

le quotidien des sans-papiers

bulletin d'information et d'alerte

n°22 • lundi 17 mars 2008 • 1 euro

Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Déclaration universelle des Droits de l'Homme

SPÉCIAL Camps de rétention

ANALYSES

• « Nous assistons à l'avènement d'une xénophobie d'État » page 3

• Violences expérimentales à l'abri des regards ? page 4

HISTORIQUE

• La rétention en dates et l'évolution de la législation sur les étrangers et sur l'asile en France page 7

TÉMOIGNAGES

• Aux camps de Bordeaux, Metz, Vincennes, les visiteurs et les retenus parlent : l'horreur continue ! pages 5, 9 & 12

COMMUNIQUÉS

• Au Mesnil-Amelot, intervention des gendarmes mobiles : des blessés page 10

• « Midnight express » à Vincennes ? page 15

• La police confirme l'usage du Taser à Vincennes page 15

PROPAGANDE

• Envoyé très spécial sur France 2 page 13

BELGIQUE

• Des camps, des morts, des révoltes et des grèves de la faim : en Belgique aussi c'est la politique de l'horreur

GRÈCE

Un immigré frappé à mort par des policiers grecs page 24

FOYER TERRES AUX CURÉS

Qu'en est-il des résidents raflés au foyer ? page 25

• Khadija relaxée : résister n'est pas un délit !

• Blâme contre un médecin voulant soigner des Sans-Papiers ! page 33

ESPAGNE

Les immigrés paient 900 000 retraites page 18

La droite impose l'immigration dans la campagne législative page 17

L'art fin de faire du chiffre : jusqu'où iront-ils pour satisfaire les « quotas » ? page 20

ALSACE

Un fils arraché à ses parents, un père arraché à son enfant page 20

METZ

Un couple avec leur petite fille de trois mois en camp de rétention page 22

ROYAUME-UNI

Stop à l'acharnement du gouvernement britannique contre Helen Laolu-Balogun et ses six enfants page 23

MAYOTTE

Remise en cause du droit du sol page 27

Pour la suppression du fichier Base-Élèves page 32

Le site du Quotidien des Sans-Papiers : <http://sanspapiers.info>

Alors que la « patrie française » n'a jamais autant revendiqué ses « valeurs » d'humanisme, de générosité, de partage, d'amour de tous et de toutes, quelles que soient leurs origines, et bien sûr d'accueil, elle n'a jamais autant travaillé à détruire ce mythe, qu'elle avait pourtant mis si longtemps à construire.

L'humanisme c'est bien, mais n'oublions pas la "préférence nationale". Ce concept consiste à attacher les bras et les jambes des sans-papiers afin de les faire monter de force dans un avion à destination de "leur" pays, à construire des camps de rétention... "administrative", à rafler à tour de bras dans les rues, cafés, toilettes et salles d'opération, et bien sûr, à nier tout cela, par des effets multiples de propagande [voir l'article p. 13], comme l'on a toujours nié toutes les horreurs et tous les crimes de "son" pays. Pourquoi tout cela ? Exciter un fantasme xénophobe ou (et) raciste ? C'est l'hypothèse la plus probable, car outre les « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » (que l'on crée et que l'on entretient...), les économistes et les chasseurs d'étrangers savent bien que, au delà de l'enrichissement intellectuel et culturel qu'ils nous apportent, les sans-papiers sont irremplaçables sur le plan économique. En Espagne, ils paient 900 000 retraites [voir l'article p. 18], cela comme dans toute l'Europe. Et ces pays coloniaux au racisme latent construisent des camps pour étrangers afin de mieux les humilier avant de les expulser. Humilier, le mot est faible, voire vide de sens quand on est enfermé pour ce que l'on est. Mais, bien sûr, surtout pas de comparaisons hâtives. Quoique, quand on voit des bébés (ou des nourissons) et des enfants, le cartable sur le dos, parce qu'ils « veulent retourner à l'école » [voir l'article p. 13], être enfermés, encore une fois pour ce qu'ils sont, notre Mémoire fait inévitablement un bond en arrière de soixante-cinq ans.

« Rien n'est plus émouvant pour un enfant que l'histoire d'un enfant de son âge, qui avait les mêmes jeux, les mêmes joies et les mêmes espérances que lui ».

Certes monsieur Sarkozy, et il faut voir dans quelles conditions sont enfermés ces enfants, et bien sûr ces adultes. Nourriture périmée, réveils brutaux en pleine nuit pour le « comptage », surpopulation, brimades, insultes et tabassage administratif (jusqu'à nouvel ordre, pas pour les enfants).

À l'ombre de tout regard, des êtres humains sont humiliés, insultés, tabassés par de (souvent) jeunes flics. Si on les rencontre près d'un camp, montant la garde, en surnombre et suréquipés, comme au camp de Vincennes, il n'est pas rare d'entendre des discours racistes, pour les plus modérés « seulement » d'ultra droite. On peut alors se demander s'ils les tiennent parce qu'ils sont trop jeunes pour comprendre les choses de la vie, ou si cette violence verbale et physique est structurelle, pensée et calculée, voire commandée... Le but ne serait-il pas d'instituer une véritable peur des camps, et donc une peur de vivre en France, chez le sans-papiers que l'on va expulser ?

En attendant que pierre par pierre se démantellent les camps pour étrangers, dans toute l'Europe, battons-nous pour rétablir la dignité et la liberté des habitants de la terre France, avec ou sans papiers. Car nous sommes tous des sans-papiers.

ces intellectuels. (Fussent-ils non seulement français, européens, mais également des anciens sans-papiers encore actifs dans les collectifs, ou des sans-papiers tout court.) Ils secrètent leurs « spécialités » (leur culture) par tous les pores; ils colportent partout des formes de pensée et de pratique correspondantes, et celles-ci suffisent pour instiller dans la tête des demandeurs de papiers l'idée que le salut ne peut venir en définitive que des fondements de la culture dominante.

La pratique même des régularisations partielles et individuelles – pourtant objectivement, pragmatiquement si indispensables pour soutenir le mouvement d'ensemble – est à elle seule, dans les formes dont elle est menée normalement, en tant que mission et action exclusives des collectifs, un a priori d'échec global, fixé d'avance, irréversible. De fait, elle représente souvent une fonction conforme d'assouplissement des politiques sociales étatiques, un espace social homogène sinon nécessaire à leur réussite globale. Un no man's land fictif interposé « entre l'exploité et le pouvoir » ; une zone franche intermédiaire peuplée d'une « multitude de désorientateurs », dont le propre est d'être le lieu final de l'exercice de cette « violence pacifique », si typique des politiques intérieures des pays capitalistes développés, dont parle Fanon.

Cette pratique inculque en tant que telle aux demandeurs de papiers certaines « idoles » propres à la culture capitaliste occidentale.

« Et d'abord l'individualisme. [...] La bourgeoisie colonialiste avait enfoncé à coups de pilon dans l'esprit du colonisé l'idée d'une société d'individus » ; alors que, « dans les formes d'organisation de la lutte », quand « l'affaire de chacun ne cesse plus désormais d'être l'affaire de tous [...], le "démerdage", cette forme athée du salut, est, dans ce contexte, prohibé » ; alors que, spontanément, dans une telle lutte, « ce que le peuple demande, c'est qu'on mette tout en commun ».

«Ce contexte», est celui de la lutte globale: le contraire, dans notre cas, de la pratique des régularisations partielles comme mission ; le « que faire » pour avoir des papiers pour tous. Et tout ce qui, dans le mouvement multiforme de la lutte, renvoie par contre, en définitive, à la société d'individus (renvoie les individus engagés dans la lutte à eux-mêmes, à leur situation particulière), participe finalement de la « culture de l'opresseur ». De la culture dominante, parmi nous – celle, entre autres, des couches moyennes et intellectuelles. Et ceux qui s'en font les vecteurs participent, eux, à l'oppression globale, fût-elle, dans ses formes, la plus « pacifique » et non violente.

Fanon consacre toute une partie de sa réflexion à contrecarrer l'influence de cette culture avant tout chez les intellectuels; et notamment sa réflexion sur la notion d'une culture différente – différente et nouvelle dans son fondement.

Il convient d'insister sur cette notion parce que, comme on ne peut comprendre son livre si on le réduit à l'œuvre mythique (et donc désormais inoffensive) du « tiers-mondisme », ainsi on ne peut le comprendre si on fait de l'auteur une sorte d'apôtre d'un « culturalisme », d'une quelconque idéologie de la culture, même si non européenne ou anti-européenne.

C'est là surtout que, pour comprendre Fanon, il faut le lire sans ceillères. Car sa conception s'oppose à tout atavisme, à tout indigénisme (considéré comme une aliénation de l'homme), à toute tentative ou rêve réactionnaire de faire tourner à contresens la roue de l'histoire culturelle dans les pays du Tiers-monde. (Quelques brefs extraits: « Vouloir coller à la tradition ou réactualiser les traditions délaissées c'est non seulement aller contre l'histoire mais contre son peuple. [...] La culture négro-africaine, c'est autour de la lutte des peuples qu'elle se densifie et non autour des chants, des poèmes ou du folklore. [...] Ce sont les colonialistes qui se font les défenseurs du style indigène. »)

Il y a plus. Ainsi qu'il faut le débarrasser, pour en apprécier encore de nos jours la vigueur, des références ordinaires au tiers-mondisme, de même il faut le dépouiller, lui et sa conception de la culture, de cette écorce nationaliste (le nationalisme des nations décolonisées comme base de l'internationalisme socialiste) qui est parmi ses aspects les plus caducs.

(Notons que ce que Fanon appelle « culture nationale », et « conscience nationale », est, à vrai dire, loin de toute référence nationaliste. Chez lui « national » vaut global: en tant qu'il s'oppose à tout localisme, à tout ethnocentrisme, à tout indigénisme; en tant que premier élément unificateur, dans les conditions de la lutte anticolonialiste et de la décolonisation, des luttes locales – leur dépassement dans un mouvement d'ensemble. Le cas algérien qu'il cite largement est là-dessus exemplaire. « Se battre pour la culture nationale, c'est d'abord se battre pour la libération de la nation, matrice matérielle à partir de laquelle la culture devient possible. Il n'y a pas un combat culturel qui se développerait latéralement au combat populaire. Par exemple, tous ces hommes et toutes ces femmes qui se battent poings nus contre le colonialisme français en Algérie ne sont pas étrangers à la culture nationale algérienne. La culture nationale algérienne prend corps et consistance au cours de ces combats, en prison, devant la guillotine, dans les postes militaires français investis et détruits. » Que le national soit fonction d'une phase de la lutte, que son dépassement soit, après cette phase, nécessaire, cela est nettement formulé: une fois la victoire emportée, « il faut rapidement passer de la conscience nationale à la conscience politique et sociale ».)

L'actualité de Fanon, il faut la chercher sous cette écorce, dans l'analyse des comportements sociaux, de la psychologie des classes et des couches sociales, dans son exploration de leur base matérielle dans les conditions de domination sociale et politique, avant pendant et après les luttes anticolonialistes. Sous cette écorce coule aussi la sève de ce qu'il entend par une culture radicalement nouvelle.

En simplifiant à l'extrême, disons ceci. La domination sociale et politique (en l'espèce la colonisation) provoque des réactions chez les dominés (les hommes colonisés). Quand elle s'exerce d'une manière particulièrement manichéenne et qu'elle fait apparaître le monde social nettement divisé en deux, elle pousse les dominés à sortir de leur isolement, puisqu'ils voient leur condition commune et qu'ils se reconnaissent comme frères, sœurs, camarades; ainsi sont semés les grains de la lutte commune, sociale et politique.

de radicalité : d'un côté leurs droits, leur dignité, de l'autre les lois et l'État.

Ce qui fait en revanche cruellement défaut, ce sont l'unité et la radicalisation réelle, historique, des luttes. L'une ne va pas sans l'autre.

Les luttes des migrants sans papiers en France sont à ce propos emblématiques, pour l'ampleur aussi bien que pour la longueur temporelle du mouvement. Leur revendication première est pourtant en soi unificatrice, elle dit d'emblée une position globale. Des papiers pour tous. Ce mot d'ordre qui retentit régulièrement, depuis bientôt deux décennies, scandé dans les rues et les places de France, n'est pas seulement en soi unifiant, n'exprime pas seulement, en un éclair, leur être commun, leur détermination commune à être des hommes et des femmes égaux aux autres hommes et aux autres femmes, il s'oppose aussi, immédiatement et directement, à l'État: puisque l'État français veut et voudra tout, sauf des papiers pour tous. (Sauf une telle égalité des droits.) Quand il arrive que le global soit, somme toute, fort simple (qu'il en soit ainsi réduit à une simplicité telle qu'il peut paraître limité et, pour ainsi dire, buté), c'est qu'il lui faut nier la complexité parce que seule l'extrême simplicité est devenue essentielle: la juste réponse à un univers manichéen et buté. Celui du rapport dominants-dominés, répression-réprimés, réduit à sa plus simple expression.

S'agissant d'hommes et de femmes venant la plupart du Tiers-monde, des pays jadis colonisés, puis décolonisés et néocolonisés, qui pourra douter qu'il n'y ait là continuité ? Continuité et transposition du rapport colonisé-colonisateur (néocolonisé-néocolonisateur) et même continuité de ses formes, mutatis mutandis; mais surtout transposition de sa substance. Les migrants d'Afrique savent promptement et pertinemment de quoi on parle, dès que quelqu'un le dit.

Et c'est là précisément qu'apparaît aussi, avec force, l'actualité du livre que nous avons cité au début de notre essai. Un livre qui offre l'analyse la plus fine des conséquences de ce rapport sur les consciences sociales et sur les hommes. Nous venons d'ailleurs de nous livrer à une transposition de l'une de ses thèses centrales – transférée à la lutte actuelle des sans-papiers et à la position globale de leur revendication. Lisons ce qu'écrivait Fanon:

« *Le peuple, par contre [à la différence des intellectuels engagés dans la lutte], adopte dès le départ des positions globales. La terre et le pain: que faire pour avoir la terre et le pain ? Et cet aspect buté, apparemment limité, rétréci, du peuple, est en définitive le modèle opératoire le plus enrichissant et le plus efficace. [...] Le manichéisme premier qui régissait la société coloniale est conservé intact dans la période de décolonisation.* »

Précisément, pour ce qui nous concerne: des papiers pour tous: que faire, en définitive, pour avoir des papiers pour tous ? C'est toute la question.

Qui a suivi les luttes des sans-papiers, fréquenté les réunions des collectifs, les comités et les associations de soutien, sait quelles pratiques partielles, morcelées, il y a derrière ce mot d'ordre en apparence si unificateur et si global. Mais il ne s'agit pas de reprocher, d'imputer quoi que ce soit à la mauvaise volonté des personnes. La mauvaise volonté est celle des faits, elle se trouve entièrement du côté de l'ordre sociologique.

C'est que personne ne pose réellement la question : que faire pour avoir des papiers pour tous ? pour que ce « que faire » devienne le véritable modèle opératoire et le pivot de toute l'action efficace ?

Au lieu de cette question essentielle, en rupture avec les politiques sociales étatiques, ces procédés fragmentaires, rituels, sans cesse répétés. Ces flottements et attermoissements continus (qui ne peuvent plus être pris pour des erreurs de jeunesse). Ces pratiques à échelle infime, tiraillées entre des régularisations avariées et la venue de toujours nouveaux contingents, où les laissés pour compte font partie au préalable du compte et du jeu (de tout accord de régularisation éventuel). Cet énorme rocher de Sisyphe sans cesse poussé vers le haut, et qui sans cesse retombe. Et, en contrebas, ces localismes spatiaux et ces localismes idéologiques, marqués par des décennies de gauchisme et (dans une moindre mesure, mais avec une semblable incapacité de se faire inessentiels en face de l'essentiel) d'ultra-gauchisme. Bref, toute cette activité de base et de soutien coordonnée en substance par la partie adverse; cette activité dont l'action efficace peut se résumer, dans nombre de cas, en deux mots: mobiliser pour immobiliser.

Nul ne devrait s'en étonner, s'il considère la situation et la conscience sociales du « personnel » de ces collectifs, comités et associations de soutien. En effet, aussitôt posée d'une façon matérielle, opératoire, cette question si simple et si limitée est du genre qui bouleverse: elle bouscule les équilibres, les habitudes sociales et mentales, les idées reçues. Elle a une seule manière d'être efficace : elle force à aller au-delà de soi, à se mettre en question, à se surpasser, enfin, à penser et à agir d'une manière foncièrement différente. Là encore, l'analyse que fait Fanon du rapport colonisé-colonisateur se répand et s'absorbe dans notre contemporanéité. En voici les effets sur cette variété très spéciale de l'homme colonisé qu'est « *l'intellectuel colonisé* » (nous abrégeons fortement) :

« *Pour assimiler la culture de l'opresseur et s'y aventurer [...] il a dû faire siennes les formes de pensée de la bourgeoisie coloniale. Cela, on le constate dans l'inaptitude de l'intellectuel colonisé à dialoguer. Car il ne sait pas se faire inessentiel en face de l'objet ou de l'idée. [...] Emporté dans le mouvement multiforme de la lutte, il a tendance à se fixer sur des tâches locales, poursuivies avec ardeur mais presque toujours trop solennisées. Il ne voit pas tout le temps le tout. Il introduit la notion de disciplines, de spécialités, de domaines [...]. Engagé sur des points précis du front, il lui arrive de perdre de vue l'unité du mouvement et, en cas d'échec local, de se laisser aller au doute, voire au désespoir.* »

Combien de ces « *intellectuels colonisés* » compte-t-on parmi les « soutiens » des collectifs des sans-papiers ?

Cette question, venant après la citation de Fanon, est claire et nette, et pourrait donc se suffire, elle est question et réponse. Mais pour qu'aucun doute ne subsiste, il faut poser deux autres questions, tout aussi claires et suffisantes en elles-mêmes.

Qu'est-ce, ici transposée, que la « *culture de l'opresseur* » ?

Qu'est-ce, ici, que la « *bourgeoisie coloniale* » ?

Le péché capital des collectifs est d'être, à de rares exceptions près, dirigés de fait par des personnes au nombre de

INTERVIEW

« Nous assistons à l'avènement d'une xénophobie d'État »

Olivier Le Cour Grandmaison, enseignant en sciences politiques à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne a parlé pour Libé.fr. Le Contre-journal-papier l'a repris. Et ses mots auront circulé dans tous les sens – y compris dans le QSP – tant ça fait plaisir d'entendre un universitaire parler clair. Il répondait à une question simple : Pour qualifier les “centres de rétention administratives”, peut-on parler de “camps” ?

« Ce type de camp n'a bien sûr rien à voir avec les camps de concentration, où le propre de l'interné n'est pas seulement d'être privé de sa liberté, mais également d'être massivement exposé à des tortures et à une mort de masse permanente. Il est pourtant tout à fait adéquat de parler de camp pour désigner les structures dans lesquelles sont aujourd'hui internés en masse des étrangers en situation irrégulière et destinés à être – selon la formule consacrée – renvoyés dans leur pays d'origine. »

« Ça ne me paraît pas excessif. Le camp ne se reconnaît pas à l'image qu'on en a coutumièrement, c'est-à-dire les barbelés, miradors et une lumière blafarde et sinistre. Des lieux très hétérogènes peuvent être effectivement transformés en camp, s'il est possible rapidement d'y parquer un nombre relativement important d'individus en exerçant sur eux un contrôle très strict. Dernièrement à Roissy, des hôtels, des salles d'attentes pour voyageurs normalement, des gares... sont devenus des camps. Le point commun de tous ces lieux, c'est la technique répressive utilisée : l'internement administratif. Il s'agit de priver quelqu'un de sa liberté non sur la base d'un jugement prononcé par un tribunal, mais en vertu d'une décision prise par une autorité administrative. »

« Désormais, nous, et c'est un « nous » collectif, considérons comme normal le fait d'interner des étrangers en situation irrégulière, en oubliant complètement que lorsque cette technique a été utilisée dans l'Algérie coloniale par exemple, les contemporains la considéraient comme un procédé extraordinaire au regard du droit commun. Nous assistons aujourd'hui à une extraordinaire banalisation. À droite comme à gauche (pour ce qui est de la gauche parlementaire), l'enfermement des étrangers apparaît comme la solution adéquate. Il existe évidemment plusieurs désaccords concernant les modalités d'application et le traitement infligé, mais il existe un consensus sur la technique. Mais pourquoi estimer normal que, pour le simple fait d'entrer irrégulièrement sur le territoire national, des hommes et des femmes puissent être privés de leur liberté ? »

« Ces camps nient assurément un principe de base : il ne devrait pas être possible de priver quelqu'un de sa liberté en dehors d'un crime et d'un délit d'ampleur jugé par un tribunal compétent ! Cela ne signifie pas que les internés sont privés de tout droit, mais les garanties sont notoirement insuffisantes. Un état d'exception permanent est mis en place, à l'intérieur même de l'État de droit, conçu par l'État de droit ! Et qui fonctionne fondamentalement contre les étrangers en situation irrégulière, ce qu'une juriste appelle un “état de siège” contre les étrangers. »

« D'un côté il existe un droit qui institue une sécurité juridique, pour les nationaux, et de l'autre un droit qui institutionnalise l'insécurité pour les étrangers en situation irrégulière. Même les étrangers en situation régulière, en concubinage voire mariés avec des Français(es), et avec des enfants en France, sont menacés. Ils ne sont plus sûrs de pouvoir demeurer sur le territoire français avec la politique initiée par Nicolas Sarkozy. C'est une insécurité qui porte atteinte à un droit fondamental reconnu par le Conseil d'État : le droit à mener une vie familiale normale. »

• Que dire de la répression de la révolte de Vincennes ?
« Vincennes n'est que le dernier exemple sinistre en date. Ces violences ne sont pas des faits divers, ces violences ne sont pas des bavures, ces violences sont structurelles ! Elles sont induites par la nature même du camp, et par la stigmatisation des étrangers perçus comme dangereux, et qui même s'ils ne sont pas totalement dépourvus de droits, ne disposent que de prérogatives minimales. »

« Ajoutez à cela des forces de police qui savent qu'elles opèrent dans des lieux globalement soustraits aux contrôles, la violence devient un phénomène banal et courant dans ces centres de rétention. Les événements de Vincennes n'ont donc rien d'exceptionnel concernant la violence, la nouveauté, on la trouve dans les mouvements de protestation qui ont suivis, ainsi qu'une petite opération policière tendant à faire croire que la police et le gouvernement menaient une politique de transparence en la matière. »

« Il faut rappeler qu'une seule association peut pénétrer dans les centres : la CIMADE (Comité intermouvements auprès des évacués). Si le gouvernement veut aller jusqu'au bout, il faudrait commencer par autoriser toutes les associations qui défendent les droits de l'homme à entrer dans ces camps. »

« Aujourd'hui, les camps de rétention concernent des hommes et des femmes qui antérieurement, pour diverses raisons et notamment parce qu'ils avaient des attaches fortes en France, n'étaient pas arrêtés auparavant. Sont ainsi enfermées et expulsées des personnes qui peuvent résider en France depuis dix, quinze ans ou plus longtemps encore, qui peuvent vivre en concubinage avec des Français(es), et qui dans certains cas mêmes ont des enfants en France. »

« Les mêmes qui font grand cas de la préservation de l'unité familiale quand il s'agit de nationaux, ou d'étrangers vivant régulièrement en France, n'ont aucun scrupule à séparer les parents de leurs enfants, voire à expulser des enfants en violant pour cela une convention internationale ratifiée par la France et certaines dispositions expresses du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. »

« Le nombre de personnes placées en rétention et expulsées a ainsi considérablement augmenté dès l'entrée de Sarkozy au ministère de l'Intérieur mais nous assistons à un phénomène encore plus grave : l'avènement d'une xénophobie d'État ! Désormais il est assumé au plus haut niveau de l'État que l'étranger en situation irrégulière est une source de troubles et de maux. »

« La traque, l'arrestation et l'expulsion deviennent donc une priorité nationale. Des moyens matériels et humains considérables sont engagés à cette fin. Le ministère abracadabrantesque de Brice Hortefeux en est l'incarnation : ministère de l'immi-

gration, de l'identité nationale de co-développement et de l'intégration. Sur son site officiel, une seule activité est d'ailleurs mise en avant : la traque, l'arrestation et l'expulsion. Les objectifs sont très élevés: pour 2008, le quota est fixé à 28 000 expulsions ! Et cela doit augmenter chaque année ! »

« Avec l'élection de Nicolas Sarkozy, la lutte contre les clandestins est pensée comme un élément essentiel de la préservation de la sécurité des nationaux et de l'unité nationale. Nous assistons à un retour d'une forme très convenue, xénophobe et parfois agressive du nationalisme, avec l'objectif de redonner aux Français une fierté qu'ils seraient supposés ne plus éprouver pour leur patrie. Il s'agit d'articuler une politique ouvertement xénophobe et la réactivation de grands discours sur la France, son passé prestigieux, ses origines chrétiennes, les beautés de sa colonisation réputée avoir été synonyme de civilisation... »

« Les camps se multiplient en effet en Europe, principalement sur la "ligne de front" (Grèce, Malte, et les derniers entrants). L'externalisation se développe en parallèle pour redoubler et sanctuariser les frontières de l'Union Européenne. Il s'agit d'exporter les camps d'internement d'étrangers hors de l'UE, notamment dans les pays du Maghreb, considérés comme essentiel pour contrôler les "flux migratoires" en provenance d'Afrique. À charge pour ces États, que l'on sait peu scrupuleux quant au respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, d'interner les étrangers sur leur sol. »

« La présence en Europe d'un nombre relativement important de camps d'internement au regard de son passé génocidaire, est très difficile à assumer. Selon le bon principe qui veut que l'on cache ce que l'on ne peut véritablement tolérer, on procède donc à l'externalisation de ces camps dans des États dont les diplomates disent pudiquement qu'ils sont soumis à des "standards" juridiques différents. »

« Très cyniquement, cela signifie qu'il sera possible d'expulser plus facilement les étrangers arrêtés. Un ministre italien reconnaissait ainsi que ce qu'il advient dans les camps libyens n'est pas de son ressort. Sous-entendu, on s'en lave les mains ! L'Europe ne cesse de sous-entendre ou même d'affirmer explicitement qu'elle est en guerre contre les "clandestins". Tous les moyens (ou presque) sont bons pour mener cette bataille ! »

« La directive (en projet) va dans ce sens : la rétention administrative pourrait atteindre dix-huit mois ! Ce projet permettrait aussi de prononcer contre les étrangers en situation irrégulière et expulsés dans leur pays d'origine une peine d'interdiction de séjour de cinq ans sur le territoire des États membres de l'UE. L'avènement d'une xénophobie d'État n'est donc pas propre à la France, il s'agit d'une véritable "xénophobie d'institution" au niveau européen. »

« Frontex, l'agence européenne qui se charge des frontières, dispose même de moyens militaires : les drones sont désormais utilisés pour le contrôle des frontières. Là encore on assiste à une extraordinaire banalisation de techniques originellement militaires désormais tournées vers le contrôle de populations civiles. Soit dit en passant après que le gouvernement français ait envisagé d'utiliser les mêmes drones pour les banlieues... »

• N'y a-t-il pas une certaine indifférence ou une trop faible mobilisation de l'opinion publique sur ces conditions de rétention ?

« Effectivement. Et cela s'explique tout d'abord par l'extraordinaire démission des partis de l'opposition parlementaire, pour des raisons électorales. Les députés ont en effet un droit d'accès permanent aux camps de rétention, dont ils n'usent visiblement pas ! Ensuite, Ces centres sont des "hors lieux" : ils sont quasiment invisibles ! Qui sait lorsqu'il se rend à Roissy-CDG qu'à quelques mètres seulement de lui se trouvent des étrangers placés en zones d'attente et dans certains cas en cours d'expulsion ? Il s'agit d'une invisibilité organisée. Cependant, entre le moment où Le Retour des camps ? a été écrit en 2007 et aujourd'hui, les réactions se multiplient car la situation s'est aggravée, les quotas d'expulsions se sont durcis, et aussi grâce aux mobilisations de masse organisées par le Réseau éducation sans frontières. Ces derniers ont fortement contribué à sortir ce sujet de la marginalité. »

[Source : Libération]

RÉACTION

Violences expérimentales à l'abri des regards ?

Nous avons appris par la presse et par Internet [en fait par un communiqué de la LDH, "Midnight express à Vincennes", voir page...] que des tirs au fusil Taser auraient été effectués récemment au camp de rétention "administrative" de Vincennes, près de Paris. Ce CRA est actuellement le site d'une résistance ardue et courageuse de la part de personnes de nationalité étrangère en instance d'expulsion, qui affirment être soumises à de mauvais traitements systématiques et à des conditions de détention dégradantes. Débordées par la situation, les forces de police semblent ne plus maîtriser la situation, ce qui se traduit par une sur-enchère d'insultes racistes et d'exactions physiques. Ajoutons que ces lieux sont tenus au secret, ou presque. Un pas en avant a ainsi été franchi dans la nuit du 11 février avec l'apparition du Taser comme moyen de répression.

Du point de vue de leurs fabricants comme de leurs utilisateurs, l'argument en faveur des Taser est que ce sont des armes destinées à neutraliser à distance les personnes dangereuses hors de tout contact physique, sans les tuer ni risquer sa propre vie. Or il se trouve que cette innocuité est contestée et que des sources concordantes imputent à ces instruments la cause de nombreuses morts ou lésions graves et invalidantes. La personne qui a été victime d'un tir de Taser au CRA de Vincennes a été évacuée dans un hôpital, ce qui, dans les conditions de mépris des personnes qui y règnent, démontre que les autorités ont craint une issue fatale.

Allons plus loin. Le Taser est en la circonstance introduit dans des lieux qui, selon la trompeuse formule officielle, ne relèvent pas de l'administration pénitentiaire. C'est-à-dire des zones de non-droit où la justice n'exerce qu'exceptionnellement son droit de regard. Cette arme, encore une fois potentiellement meurtrière, a été utilisée pour mater une rébellion, complètement légitime, de personnes subitement privées des droits fonda-

pose sciemment à la pensée régnante dans l'analyse des classes sociales.

Par sous-prolétaires, on entend, dans le meilleur des cas, quand cela ne désigne qu'une activité de travail, des travailleurs exploités dans des conditions dites «anormales». Mais il ne s'agit pas ici de prolétaires faiblement ou non protégés (quelles qu'en soient les raisons) par les lois. C'est du système des lois en tant que tel qu'il s'agit, en ce qu'il a ou qu'il tend à avoir de plus spécifique: législations conçues pour fabriquer, sur une grande échelle, des armées du travail composées d'une race d'hommes et de femmes inférieurs, nouveaux «nègres» légalement privés des droits et de la dignité d'hommes. Sur-prolétarisation, comme on disait, comme on dit, surexploitation, mais avec, en plus, ce sens spécifique actuel.

La perspective de cet essai serait-elle un songe, une vue de l'esprit ? Encore faudrait-il le démontrer par des arguments aussi quantifiables, observables, par des examens aussi factuels que ceux qui ont été exposés. Mais si ce point de vue a un sens d'ensemble, si cette appréciation du cours mondial des choses n'est pas sans fondement, alors ce qu'il faut apprécier aussi, ce sont les tendances possibles, les cordes qui sous-tendent l'arc des possibilités, le mouvement qui se cherche et cherche son but, les virtualités nouvelles du courant historique, les voies qu'il est dans sa puissance d'emprunter.

S'il est vrai que la sur-prolétarisation des anciennes populations paysannes est, par la démesure même du processus, quelque chose de mondialement si nouveau que la simple quantité est détermination d'une qualité nouvelle, alors il y a là autre chose encore. En puissance, mais qui peut porter loin. La promesse d'une époque, d'une saison nouvelle, le gage de la jeunesse qui se renouvelle.

Les temps récents de l'histoire humaine se sont distingués par deux grandes époques de luttes d'émancipation. Les révolutions du XVIIIe et les révolutions des XIXe et XXe siècles. Les révolutions des droits civils et politiques et les révolutions des droits sociaux. Deux grandes époques de luttes qui se sont souvent chevauchées, imbriquées l'une dans l'autre, de manière plus ou moins inextricable, d'abord en Europe, puis ailleurs dans le monde et notamment dans l'ensemble des mouvements de libération anticolonialistes du siècle dernier.

Les résultats de ces deux grandes saisons de l'émancipation humaine n'ont pas amené, tant s'en faut, le déploiement des possibilités et des richesses qu'elles portaient avec elles. Le recul du temps autorise même à dire qu'elles ont été deux grandes occasions historiques manquées. Ceci est d'autant plus frappant que l'étude des documents fait ressortir à quel point la conscience, voire la doctrine de l'émancipation étaient présentes, de façon parfois très nette et dès le début, dans l'esprit de nombre d'hommes de ces époques.

La première a abouti globalement à ce que la tradition des historiens sociologues (périodisateurs et classificateurs) qualifie de révolutions « bourgeoises ». La deuxième aux réformismes et aux révolutions « socialistes ». Pour ne donner qu'un aperçu à vol d'oiseau et dans un style abstrait, de quasi-philosophie de l'histoire cherchant un prin-

cipe unique et premier, on pourrait avancer que le véritable point faible de cette conscience historique a été, dans les deux cas, le rapport à la forme du politique et de l'État: la croyance dans l'infléchissement ou dans la conquête du pouvoir politique à d'autres fins, la confiance ingénue que les nouveaux droits pouvaient et devaient être garantis essentiellement par les nouvelles lois de l'État. (Que pour cela seul, la lutte devait être menée ; que cela suffirait, aboutirait à affaiblir et même à faire « déperir » la mécanique étatique.)

Ce rapport au politique est spécifiquement manifeste dans la plupart des doctrines et des pratiques qui se réclament de la tradition socialiste. Les droits y ont fini par être assimilés aux lois et règlements d'État (les libertés absorbées dans leur contraire, les obligations) et la sphère du public à l'étatique. C'est l'aspect du socialisme qui a par-dessus tout informé, et continue d'informer, la nature et le fonctionnement de l'État national moderne en Europe, tels que tout un chacun peut en faire quotidiennement l'expérience.

Nous avons avancé que la conséquence directe de la qualité nouvelle des processus sociaux mondiaux est l'avènement d'une humanité conforme à l'ordre matériel et culturel des rapports de la civilisation capitaliste. Il ne faut pas prendre une telle affirmation pour un aveu de pessimisme. Il faut y voir plutôt (si virtualité et puissance ne sont pas de vains mots) une déclaration d'optimisme de la raison. D'une prudence raisonnable, réfléchie, qui cherche à tenir compte, pour ainsi dire, tout à la fois des solidifications successives, des strates accumulées, des illusions et potentialités avortées, et des possibilités et illusions qui naissent des sociétés en transformation. À se rendre compte des portes qui au fur et à mesure se ferment, ou qui peuvent s'ouvrir sur l'avenir.

Avec le recul du temps, force est de constater que la deuxième époque des luttes d'émancipation n'a fait, pour l'essentiel, qu'incorporer, élever, puis dépasser (encore que seulement en partie) la première. Elle en a compris (embrassé et connu) les modifications, elle a été de son temps. Et la nouvelle époque, la saison nouvelle qui s'annonce, devra de même, pour être du sien, le résumer et le dépasser; soit résumer, élever et dépasser aussi ce qui reste en elle des deux époques qui l'ont précédée. Récapituler et aller au-delà. Pour ne pas laisser le passé décider de l'avenir. Mais il y a en plus une différence de taille: c'est sa puissance – ce qui peut lui permettre un plein dépassement.

La condition interne, cette conformité nouvelle de l'humanité entière à l'ordre capitaliste, ne doit pas forcément être pensée comme un handicap pour la nouvelle époque. Pas plus que la moindre conscience apparente des voies de la libération chez les nouveaux prolétaires du monde. Leur place spécifique dans la société, la matérialité palpable, physique, de l'oppression légale-illégale à laquelle continuent, directement ils sont confrontés, leur ôtent vite tout résidu de confiance dans la garantie de leurs droits par les lois ou par les professionnels de l'exercice des lois. C'est avec une conscience aiguë qu'ils se sentent, qu'ils se savent injustement exploités, rabaisés dans leur qualité d'hommes. L'opposition s'établit dans leur esprit avec une sorte

Les Damnés de la civilisation

[Sous ce titre apparaît en même temps, dans la revue Ni patrie ni frontières, un essai de notre collaborateur Claudio, portant sur la formation à l'échelle mondiale de nouvelles classes de travailleurs surexploités et sans droits et sur les luttes des sans-papiers en France. Nous en publions le dernier chapitre avec de légères modifications et sans les notes. Le texte est disponible aussi, dans sa version complète, et téléchargeable sur notre site. Il devrait paraître bientôt comme premier titre d'une nouvelle collection Les cahiers du Quotidien des Sans-papiers...]

Résumons notre thèse.

Au cours du dernier demi-siècle, les rapports sociaux spécifiques de la civilisation et de la production capitalistes se sont étendus à toute la planète, sont devenus proprement universels. Les conséquences les plus globales ont été l'expropriation et la dissolution des sociétés paysannes traditionnelles, la paupérisation et prolétarianisation généralisées des populations concernées. Ces rapports, dans leur spécificité pleine, se sont fait chair, ils sont sortis du ciel du marché mondial des matières et des produits, sphère transcendante, supérieure ou parallèle. Ils ont pénétré dans le marché de la chair et du corps social de populations immenses, se sont fait matière et substance, production immédiate de la vie. Le dieu du capital est descendu sur terre, pour ces vastes populations aussi, est devenu pleinement immanent à l'univers des hommes exploités. Là est la nouveauté des temps actuels, et la notion de «marché mondial» ne peut donc plus globalement les définir.

Depuis un demi-siècle, d'abord d'une manière systématique, planifiée en Chine, et plus confusément, avec incohérence même, dans d'autres pays, puis à l'échelle mondiale, sous forme notamment d'«avis d'experts» et d'ordonnances délivrées par le médecin au chevet de l'enfant malade, se sont développées des politiques sociales étatiques et supra-étatiques de grande envergure (des programmes globaux «de population» au sens le plus concret et le plus large) orientées vers la sur-prolétarianisation de ces populations: c'est-à-dire, de la plus grande partie de l'humanité. Le fait que de telles masses d'hommes soient déracinées, jetées dans la mobilité sociale et spatiale, s'est forcément traduit par ces phénomènes de migrations massives (campagne-ville, ville-ville, internationales), qui sont le signe de notre temps.

Corollaire de ce signe, ou, si l'on veut, second signe des temps: ce balancement, ces flottements institutionnels, flux et reflux des politiques de migration, rigidité et souplesse des lois et des réglementations, rigidité et souplesse de leur application. Ce «flou» n'est pas un produit du hasard, si l'on se place du point de vue de la rationalité d'ensemble; c'est un produit délibéré et nécessaire de l'ensemble du système social, mécanisme conditionné et «âme du monde» (du monde social) agissante, conscience et volonté politiques, car ce flou a une fonction de valorisation précise. Car c'est là le problème qu'il faut sans cesse régler.

Certes, il s'agit de favoriser la mobilité de la force de travail (qui tient néanmoins à la réalité mouvante et à l'immanence des choses), mais de telle manière que l'on puisse, selon les besoins, aux moments et aux endroits voulus, lâcher ou fermer les écluses, régler l'inondation. Retenir, canaliser, ouvrir les vannes, ou bien stopper le flot de la masse liquide tenue en réserve, l'afflux de la main-d'œuvre sur les lieux de production.

Il n'est pas possible de contrôler – gouverner, exploiter – des populations immenses et mouvantes avec les méthodes «classiques» d'antan, adéquates à une époque où, sur les marchés intérieurs et limités des pays d'Europe, les quantités d'hommes déplacés étaient sans commune mesure avec celles d'aujourd'hui. Du fait des grands flux migratoires mondiaux sur les marchés contemporains du travail, en raison des conditions d'existence de ces marchés, et à cause des tensions sociales et politiques aiguës ainsi engendrées, les méthodes adéquates doivent être différentes.

C'est ainsi que, pour nous limiter aux pays civilisés occidentaux et notamment à la France, on voit reparaître au grand jour, derrière la face présentable de l'État démocratique, et au nom même de la civilisation, la face cachée du Janus bifront que beaucoup avaient cru révolue: la hideuse face d'un pouvoir absolu et «despotique», et l'arbitraire des pouvoirs contre lequel la civilisation démocratique européenne s'est précisément d'abord constituée, au cours des révolutions du XVIIIe siècle.

Si l'action dans la continuité des États les plus démocratiques retrouve ouvertement, avec force approbations, politiques et sociales et morales, le principe des États les plus autoritaires, c'est que le cours et la tendance de la civilisation mondiale actuelle exigent ces grandes masses d'hommes déplacés, achetés et vendus au plus bas prix, exigent donc des politiques sociales, des «arithmétiques politiques», globales et totales – «totalitaires», diraient beaucoup.

Sur-prolétarianisation, avons-nous dit, de ces populations et de ces hommes, nouveaux parias du monde et damnés de la civilisation capitaliste mondiale. Que faut-il entendre par là? Ce n'est pas ici le lieu d'aborder la critique des deux notions de prolétariat et de prolétarianisation, le plus souvent défigurées par deux siècles de socialisme abâtardi et par un siècle de communisme ultra-abâtardi et de sociologie universitaire lige.

Dans le cadre de ce texte, il suffira de souligner que nous avons cherché, choisi ce terme en lui donnant un sens proche de celui de réduction à la condition de sous-prolétaires (lumpen-prolétariat), mais pour éviter la connotation traditionnellement péjorative liée à ce dernier mot. Il ne s'agit pas d'un choix d'ordre moral, mais plutôt d'un nom pour exprimer de nouveaux rapports de classes à l'échelle mondiale, pour dire la condition générale dans laquelle les forces économiques et politiques dominantes comptent acculer, acculent en fait dans une grande partie du monde, la majorité des nouvelles classes salariées. Ce choix s'op-

portions gardées, dans une logique où les rapprochements historiques ne manquent pas en matière d'expérimentations dangereuses sur les personnes humaines. On nous objectera que l'intention n'est pas prouvée et que l'erreur sera blâmée. Nous objecterons à notre tour, avec hélas, la certitude de n'être pas démenti par les faits, que le crime de jouer avec un engin de mort contre des détenus sans défense restera, comme toujours, impuni.

Alain Morice, anthropologue et chercheur à l'unité Immigration et Société du CNRS
[Source : Rue 89]

CRIS DU CŒUR

Huis Clos... ou l'enfer des prisons pour étrangers

« Je n'en peux plus », « on se sent des moins que rien », « pour être sommaire, c'est vraiment sommaire. On est comme en prison », « notre place n'est pas ici mais dehors », « on n'est pas des criminels ! ».

Voilà ce qui choque, voilà ce qui reste et raisonne à la lecture de cet article paru dans *Le Monde* d'aujourd'hui [27 février]. Article qui me rappelle un autre papier, paru le 10 février dernier dans le journal *Sud-Ouest*. Même démarche journalistique, même cadre : les CRA, abréviation pour Centre de Retention Administrative. On aurait presque envie de dire « Centre de détention ». À une lettre près... si proches... ainsi que le sont les conditions...

Témoignages sur ces camps fermés

BORDEAUX : AU SOUS-SOL DU COMMISSARIAT DE MÉRIADECK

Il faut prendre l'ascenseur, descendre au premier sous-sol, suivre derrière le policier un couloir aux murs d'un jaune flashy. Une première porte, banale, si ce n'est son fonctionnement sécurisé. Elle ouvre sur un vestibule étroit où le visiteur est invité à se délester de sa carte d'identité et de son téléphone portable. À droite, le local de surveillance et l'infirmerie ; en face, la machine à café et le changeur de monnaie ; à gauche, une lourde grille aux solides barreaux. Cliquetement des clés, grincement de la porte, odeurs de cuisine et de tabac

mêlées. Bienvenue au camp de rétention administrative de Bordeaux. La France compte aujourd'hui vingt-quatre de ces « antichambres de l'expulsion ». D'autres sont prévues pour remplir les objectifs gouvernementaux de 28 000 reconduites à la frontière de sans-papiers en 2008. Mériadeck, c'est peut être ce qu'il y a de plus moche à Bordeaux. Du béton, et encore du béton. Le camp de rétention de Bordeaux se situe au sous-sol de l'hôtel de police de Mériadeck : un bloc de béton qui s'articule en deux secteurs autour d'un puits de jour d'une vingtaine de mètres carrés, seule source de lumière naturelle dans cet espace totalement clos, et d'une cour de « promenade » pour les retenus. Le ciel est par-dessus le grillage qui a été tendu voilà quelques années, après une tentative d'évasion par escalade. Les locaux comportent six chambres, deux salles communes, deux sanitaires, un coin laverie et le bureau de la Cimade.

Le camp de Bordeaux, avec ses vingt-quatre places, fait partie des plus modestes, même si les retenus peuvent recevoir des visites, si de l'autre côté de la grille les portes restent ouvertes, la promiscuité, les chambres de quatorze mètres carrés pour quatre personnes, le dénuement des locaux évoquent plus l'univers pénitentiaire que le club de vacances.

VINCENNES, CAMP 1 ET CAMP 2 : 260 PERSONNES EN TOUT

À première vue, les bâtiments, l'un datant de 2006, l'autre récemment réhabilité, semblent relativement propres. Ils sont dans l'ensemble bien tenus – si ce n'est ce problème de tuyauterie qui a provoqué ces derniers jours une fuite d'eau dans un des sanitaires et une chambre. Mais les lieux sont froids, déshumanisés : murs carrelés, lino gris au sol... seule la peinture des portes s'alignant le long des couloirs apportent une vague touche de couleur. Les chambres, collectives, sont impersonnelles, équipées de deux ou trois lits (pour certains superposés), d'une table jonchée de restes de pain et de gobelets de café, voire d'une petite étagère sommaire où les étrangers déposent leur « trousse de toilette » : un sac en plastique qui leur a été donné à leur arrivée, doté d'un

savon, de papier hygiénique, d'une brosse à dent « non démontable », d'échantillons de dentifrice et de shampoing. Les fenêtres, sans volets, sont souvent occultées par un drap.

Pour toute distraction, dans une salle commune, un poste de télévision, hurlant à tue-tête, juché et protégé d'un Plexiglas, et deux PlayStation, récemment installées, elles-mêmes encastrées dans un coffre en ferraille. Mêmes les stylos sont interdits, « pour des questions de sécurité », explique le commandant Bruno Marey, chef des centres de rétention de Paris. Impossible d'écrire. Une sorte d'oïveté forcée, qui renforce l'insoutenable attente.

BORDEAUX : REPAS BARQUETTES DANS LA SALLE COMMUNE

Ce midi-là, ils sont une dizaine à tromper l'ennui. Tous en situation irrégulière et sous le coup d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Miloud et Omar ne sont pas là. Ils passent au même moment devant le juge des libertés et de la détention qui doit statuer sur la demande de prolongation de la rétention déposée par le préfet. Omar sera libéré, mais pas Miloud. L'administration avait réservé son billet pour le Maroc avant même l'audience. Daoued, lui, est encore occupé à sa toilette. Grasse matinée prolongée ? Non. Une douche seulement et deux WC (dont l'un est hors service) sont à la disposition des retenus. « *Je me suis levé tard parce que je me suis endormi tard*, ajoute le jeune homme. *Depuis trois jours que je suis ici, je ne dors plus. Il y en a qui prennent des cachets, mais moi je n'en veux pas.* »

Il faut tuer le temps. Dans la salle commune où trois néons éclairent d'une lumière crue trois tables en bois scellées dans le sol, Jamel attaque le repas livré par une entreprise privée. Au menu, une barquette de semoule, une barquette de pommes de terre apparemment noisette et une barquette dont le contenu s'apparente à un steak haché passablement carbonisé. Au-dessus de sa tête, une télé branchée sur TMC braille une série américaine que personne ne regarde.

La salle commune, c'est le dernier salon où l'on cause. Il y a là Husseyn, un Kurde de Turquie qui souffre de troubles graves attestés par un psychiatre. Son avocat a demandé qu'un titre de séjour lui soit accordé pour raisons médicales, mais le tribunal administratif ne l'a pas entendu. Expulsion. Il y a aussi Khalil, un Marocain dont la santé n'est pas plus florissante ; Mohammed, marocain également, dont le père et la soeur vivent en France, en situation régulière, mais pas lui. « *On n'a qu'une seule vie*, commente-t-il, fataliste. *Soit elle est bonne, soit elle est mauvaise* ». La sienne ? « *La mienne ? Elle est space*. » Il s'est fait interpeller alors qu'il « *bricolait chez un ami* ». « *En Italie ou en Espagne, t'as le droit de travailler. Mais pas en France. Alors, certains font des conneries parce qu'il faut bien manger. Moi, je ne demandais qu'à pouvoir vivre ma vie sans emmerder personne.* »

Comme beaucoup, il payait sûrement des impôts. Beaucoup ont fui un pays, la misère et les violences d'une communauté, la pauvreté, le désespoir aussi, souvent. Un camp de rétention est une sorte de loft hors de l'espace et du temps où se croisent des destins tous différents et tous dramatiquement semblables. Ils rêvaient d'une vie meilleure et ne comprennent pas la façon dont ils sont traités.

VINCENNES : LA DISCUTE À L'INFIRMERIE...

C'est ici qu'une semaine auparavant, dans la nuit du 11 au 12 février, en repréailles à l'injonction qui leur était faite de quitter brutalement à 23h30 la salle de télévision, des retenus ont mis le feu à des draps, incendiant deux chambres. La veille, encore, plusieurs dizaines ont refusé de se nourrir et ont consigné leurs doléances dans une lettre adressée à la direction de l'établissement et à la préfecture. Ils expliquent leur geste par « *le manque de la moindre des choses, la nourriture, les chambres sans chauffage, pas d'eau chaude, l'hygiène, les provocations des forces de l'ordre et, la chose la plus importante, la privation de notre liberté* ».

Ici, les retenus ont le sentiment d'être réduits à des numéros, badgés, surveillés par des caméras, appelés par interphone. « *On se sent des moins que rien* », souligne Fataki, un Congolais. Ils sont nombreux à piétiner devant le sas qui sépare la zone de rétention proprement dite et la zone administrative, à attendre leur tour pour aller à l'infirmerie, dans le bureau de la Cimade, ou dans celui de l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations. Une attente qui peut se compter en heures. Mais l'infirmerie et la Cimade sont leurs seules échappatoires, havres de paix où ils savent qu'ils seront écoutés. « *Certains demandent à venir pour avoir juste un peu de crème ou un cachet de paracétamol. Mais c'est un prétexte. Ils ont besoin de parler, d'être rassurés* », explique Josiane, l'infirmière du CRA deux.

PARCOURS... LE STRESS, L'ANGOISSE... ET LA PEUR.

« *Je suis en France depuis onze ans. J'ai été arrêté lundi à la gare du Nord, et ils m'ont emmené ici alors que j'attends une réponse à ma demande de régularisation. En décembre, la préfecture m'a demandé d'apporter des attestations, j'ai un emploi, des fiches de payes, de feuilles d'impôts...* », raconte Cissé, un Malien de 31 ans. Les « pensionnaires » n'ont commis d'autres délits que de séjourner de manière irrégulière sur le territoire national. Et, comme Cissé, la majorité vit, travaille, en France depuis trois, cinq, huit ans... voire plus, et y ont même pour certains une famille.

Alors, s'interrogent-ils, que font-ils ici, pourquoi sont-ils privés de liberté ? « *Notre place n'est pas ici mais dehors* », insiste Moustafa, Marocain. « *Un sentiment d'injustice et d'humiliation qui les poussent à bout, nourrit une souffrance qu'ils retournent bien souvent d'abord contre eux-mêmes. Les cas d'automutilation, de scarification et les tentatives de suicide ne sont pas isolés. Fin janvier, en une semaine, il y en a eu une dizaine* », rappelle la journaliste Laetitia Van Eeckhout.

SUICIDE AU CENTRE DE RÉTENTION

À Bordeaux, ils étaient 650 en 2007, moins qu'en 2006 (695), sachant que les contingents de Roumains et de Bulgares ont depuis intégré l'Union européenne. Ce sont donc les Algériens, Turcs et Marocains qui forment le gros des troupes. « *On recense une soixantaine de nationalités différentes, principalement d'Afrique et de l'ancien bloc soviétique* », explique Pierre-Marie Lemaire. Sur deux sans-papiers, l'un est expulsé, l'autre libéré [moyenne nationale... que l'on a du mal à retrouver dans les faits... Car un sans-papiers sur deux est peut-être libéré des camps en France, mais il ne tarde pas à y retourner... QSP].

Soit sur décision de justice parce que les procédures légales

cesse, tout est permis contre le CSP59 et c'est cela que la LDH, le MRAP, la CGT, la FSU, Sud, la CNT, le PCF, les Verts, la LCR, la CC59, etc., ont démasqué avec force en dénonçant « *des attaques convergentes pour démanteler le CSP59, les intimidations, discrimination, répression, calomnie* ».

[Source : CSP59]

CSP59

La marche nationale du CSP59 de Lille à Paris est reportée

DÉPART DE LILLE LE 19 AVRIL

ARRIVÉE À PARIS LE 10 MAI

La Marche nationale du CSP59, dans le cadre de la CNSP, du 1^{er} mars au 22 mars, à l'occasion du 12^{ème} anniversaire de Saint Ambroise est reportée au samedi 19 avril pour le départ de Lille et le samedi 10 mai, jour de commémoration du crime contre l'humanité que furent la traite et l'esclavage des noirs, pour l'arrivée à Paris.

Aujourd'hui 27 février, deux jours avant le départ initialement prévu, ce report s'explique parce que :

- Sur vingt-deux étapes, seules six assurent un accueil (hébergement, repas et activités).
- Sur les vingt-deux étapes, dans une dizaine se sont constitués ou sont en train de se constituer des collectifs d'accueil qui travaillent à réunir toutes les conditions d'accueil de la marche.
- Sur les autres étapes, des contacts sont pris mais n'ont pas encore abouti. Considérant que sans hébergement effectif sur une étape, les marcheurs sans papiers s'exposent à une rafle de la part du gouvernement Sarkozy, Considérant que le travail effectif de mobilisation du soutien à la marche a fait beaucoup de progrès, mais demeure à quarante-huit heures du départ insuffisant et incomplet, Considérant qu'il faut engranger les acquis du travail déjà fait et donner un peu plus de temps pour finaliser l'accueil sur chaque étape,

Ce faisant, la marche sera celle des

« *nègres marrons* » sans papiers commémorant à la fois les douze ans de sortie de l'ombre des sans papiers et le crime contre l'humanité que furent la traite et l'esclavage des noirs.

Pour le travail fourni jusqu'ici et pour le travail à réadapter au report, le CSP59 remercie les mairies d'Arras (droite), de Lens (PS), de Ronchin (PS), du 93 (PCF), PCF- MJS-Ras l'Front de Hénin Beaumont, la FSU nationale et Nord-Pas-de-Calais, le SDEN CGT 59/62, le Collectif Arrageois de soutien aux sans papiers, Midi partage de Valenciennois, la Confédération paysanne, le Collectif Solidarité Migrants de l'Oise (membre du RESF local), l'UD CGT 93, les UL CGT de Douai, d'Arras, la CGT Airbus de Meaulte, la Coordination 91 (sans papiers et soutiens) et le RESF 91 (Evry, Massy, Palaiseau), les RESF locaux des étapes, le CSP d'Amiens, la Paroisse Basilique de Saint Denis, etc., et les dizaines, voire centaine de citoyens qui se sont manifestés pour aider à la réussite de notre marche nationale.

À tous et tous les autres qui vont, nous en sommes sûrs, rejoindre le travail entamé, nous vous demandons de poursuivre la mobilisation pour la réussite de la marche du 19 avril au 10 mai.

L'adresse courriel : lccsp59@gmail.com continue de centraliser toutes les informations préparatoires à la marche.

Le CSP59 appelle les syndicats, associations et forces progressistes antiracistes et antifascistes qui ne se sont pas encore manifestées à le faire parce que la marche des sans papiers, notamment des ex-grévistes de la faim en attente de régularisation, a besoin de la solidarité de tous.

Le thème de la marche du 19 avril au 10 mai reste inchangé : 25.000 NON aux expulsions, OUI à la Régularisation, Régularisez les grévistes de la faim de Lille.

Le CSP59 remercie les maires qui se sont prononcés pour accueillir la marche.

[Source : le blog du CSP59]

CAMPS DE RÉTENTION

Quelques numéros

PALaiseau	VINCENNES	VINCENNES
01.60.12.97.50	N°CRA 1	CRA 2
01.60.14.74.59	01.45.18.12.40	01.48.93.91.12
01.60.14.90.77	01.45.18.02.50	01.48.93.69.47
01.69.21.29.84	01.45.18.59.70	

Il y a officiellement 27 camps de rétention pour étrangers en France. Ainsi qu'on l'aura compris, y sont enfermés des gens dans une grande détresse qui ont le plus grand besoin non seulement de réconfort, mais souvent de soutien pratique, que ce soit pour organiser leur défense ou pour faire savoir l'indignité du traitement qu'on leur fait subir. Ils ont aussi besoin de cartes téléphoniques – et de cigarettes. Pour s'enquérir de leur situation – et de leurs besoins, il est possible d'appeler les cabines téléphoniques des camps. Rappelons que le droit de visite est libre – et qu'il suffit de connaître le nom d'un ou de plusieurs retenus pour les visiter. C'est parfois éprouvant, mais toujours utile. Tous ceux qui l'ont fait l'auront systématiquement vérifié.

T é l é c h a r g e z , d i f f u s e z
le Quotidien des Sans-Papiers
et retrouvez-le sur Internet :
sanspapiers.info

en particulier, une traduction proche de la mienne, et plus conforme à l'éthique de la vocation médicale.

Dans ce conflit, je préfère alors être « blâmé » qu'être du côté des « blâmeurs » qui négligent les droits aux soins et au respect des personnes étrangères malades, et ceci en contradiction avec les devoirs déontologiques des médecins.

Ces enjeux de la condition humaine et du pouvoir sont toujours à travailler. Ils le sont par les luttes sociales, par les travaux des philosophes, des historiens et des psychanalystes. L'esprit de la Résistance en donne une référence.

Dans les années 70, l'Ordre des médecins s'était compromis en soutenant l'Ordre politique réactionnaire de l'obscurantisme, en particulier contre le droit à l'avortement, ce qui avait conduit à de multiples demandes de sa suppression. Il serait dommage que l'histoire se répète.

De façon à maintenir la question humaine de l'inacceptable mépris porté par les autorités de l'État, et de l'indifférence des autorités médicales vis-à-vis des situations des étrangers malades, et avec les soutiens confraternels, individuels et associatifs qui me sont accordés, je décide de faire appel de ce jugement. La lumière doit continuer à éclairer l'éthique de la situation des étrangers, des étrangers malades, du secret médical, et des relations avec les pouvoirs qui demandent la discrimination. L'usage du secret médical mérite d'être reconnu pour être au service du patient et non soumis, comme il l'est de plus en plus aux dérogations de la loi du pouvoir dans un but de contrôle financier, administratif ou répressif.

[Source : Indymedia]

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT DES
AVOCATS DE FRANCE

Promesses d'embauche : le mirage de la régularisation

La modification de l'article L 313-14 du CESEDA introduite par la loi HORTEFEUX permet théoriquement la régularisation des étrangers sans papiers titulaires d'une promesse d'embauche ou d'un contrat de travail, sous la réserve de justifier de « circonstances exceptionnelles ».

Faisant écho au discours sur l'immigration choisie, ce texte a fait naître chez beaucoup d'étrangers de faux espoirs alimentés par des informations erronées diffusées par la presse ou encore par des régularisations d'étrangers effectives mais infinitésimales.

Les circulaires confirmées par l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant la liste des métiers permettant la régularisation auraient dû balayer toute illusion : la liste des métiers est très restrictive pour les étrangers hors Union Européenne et ne vise, à quelques exceptions près, que des professions nécessitant une très haute qualification, que peu de gens ont, avec ou sans-papiers.

Pourtant nombre de sans-papiers prennent le chemin des Préfectures, encouragés par la fausse rumeur qui persiste malgré tout, mais aussi par des associations imprudentes, ou par un mode d'emploi trompeur servi par l'administration.

Il s'agit d'une illustration des effets pervers d'une législation de plus en plus floue dans les critères qu'elle fixe, mettant l'Administration dans une position de toute puissance à l'égard des étrangers, avec tout l'arbitraire et les incertitudes que cela implique.

Dans un tel contexte, le SAF appelle tous les acteurs qui accompagnent et assistent les étrangers à une extrême prudence quant à cette prétendue régularisation par promesses d'embauche, alors que rien ne permet de considérer que l'administration se départira de la liste restrictive des métiers fixée pour les étrangers hors Union Européenne et que par ailleurs, la pression sur les préfectures pour atteindre les quotas d'éloignement s'accroît.

[Source : rezocitoyen.org]

TOULOUSE

Sans voix pour les sans-papiers

Chaque dernier mardi du mois, à 18h30, le cercle s'agrandit. Et le silence n'en est que plus éloquent autour de la lanterne posée par les frères franciscains sur la place du Capitole. Plus de deux cents Toulousains ont participé mardi 26 février à la prière silencieuse « pour

dénoncer l'enfermement des sans-papiers dans les "centres" de rétention ». « Nous invitons simplement les gens, croyants et incroyants, à ne pas perdre leur humanité », explique le frère Alain.

Des cercles du silence se tiennent aussi tous les mercredis à dix-huit heures et dans différentes villes de Belgique où le traitement des sans-papiers est aussi barbare qu'en France, et où les camps pour étrangers offrent un allé simple hors du pays après un mauvais traitement « administratif » [Voir QSP n°20].

[Source : 20 minutes, QSP]

LILLE

Acharnement contre le CSP59

Armand de la commission juridique à nouveau arrêté et mis en garde à vue, l'acharnement policier continue contre le CSP59 !

« Le feuilleton sans fin des Sans-Papiers », c'est le titre de l'article de 20 minutes du 19 février où l'on peut lire : « C'est une procédure judiciaire peu fréquente, reconnaît le ministre de l'intérieur. Des investigations doivent encore être menées pour la faire aboutir ». Et l'article de préciser plus loin : « Une autre procédure pour "trafic d'influence" a connu le même sort en décembre : placé en garde à vue trente-cinq heures, le responsable de la commission juridique du CSP59 n'a depuis plus été inquiété ».

En fait dès le lendemain le mercredi 20 février, le CSP59 apprenait que des sans-papiers étaient auditionnés dans le cadre de cette supposée procédure pour « trafic d'influence sur la préfecture ». À nouveau il s'agit de savoir si « Armand couche avec les femmes, prend de l'argent pour régulariser », sauf que seule la préfecture a le pouvoir de régulariser...

Dans le même journal, le Préfet Daniel Canepa déclare « je n'ai rien contre ce comité ». [Rappelons néanmoins que depuis la grève de la faim de 75 jours entreprise cet été par le CSP59, ce collectif a été formellement exclu des organismes de concertation par ledit Préfet. QSP]

Depuis juin 2007 et cela continue sans

n'ont pas été respectées, soit (le plus souvent) faute pour l'administration d'avoir obtenu des autorités du pays d'origine du retenu le laissez-passer indispensable à son expulsion. Une liberté toute provisoire, puisque le clandestin sort du centre de rétention comme il y était entré : sans papiers. Les plus chanceux obtiennent un titre de séjour provisoire, pour étudier, pour se soigner, ou parce que la préfecture a pris en compte les arguments des associations de soutien aux sans-papiers. Aux clandestins solitaires cueillis au hasard de contrôles de police de plus en plus nombreux s'ajoutent des couples et des familles qui se cachent d'autant moins qu'ils sont là depuis longtemps et parfaitement intégrés.

« Au bout de quarante-huit heures, même les plus costauds changent physiquement et psychologiquement », soupire une bénévole de la Cimade au journaliste. Actuellement, la durée maximale de rétention est de trente-deux jours en France. Si elle devait passer à dix-huit mois comme le propose une directive européenne, je n'ose même pas imaginer les conséquences...

Au pays des droits de l'Homme, amnésie suicidaire...

[Source : bhrumeur.blog.lemonde.fr]

CHRONOLOGIE

Histoire de la rétention en France

1980. La loi Bonnet et Peyreffite permet d'exécuter par la force une mesure d'expulsion du territoire ou de reconduite à la frontière d'un étranger en situation irrégulière et autorise la privation de liberté de ce dernier sur décision administrative.

1981. La loi du 29 octobre légalise et organise la rétention administrative. Malgré cette légalisation, les étrangers retenus sont gardés dans des locaux administratifs qui n'ont pas été prévus à cet effet. La durée maximale pendant laquelle une personne est retenue est fixée à sept jours.

1984. Le gouvernement décide la création de centres dits « de rétention » dans les principales villes du pays. Il confie à la Cimade une mission d'accompagnement social et juridique des étrangers placés dans ces centres.

1993 à 1998. La durée maximale de rétention passe de sept à dix puis douze jours afin de réunir les conditions qui permettront l'éloignement.

2003. La loi dite « Sarkozy » du 26 novembre porte la durée maximale de rétention à trente-deux jours. Le ministère de l'intérieur fixe pour la première fois des objectifs chiffrés de reconduites à la frontière : 2004 : 15000, 2005 : 20000 et 2006 : 25000.

2005. Le décret du 30 mai 2005 consacre l'accueil d'enfants en rétention et prévoit que certains centres seront habilités à cet effet. Il prévoit également que les demandeurs d'asile, qui sont tenus de soumettre leur dossier de demande en français, devront prendre à leur charge les frais de traduction.

2006. Le gouvernement annonce un calendrier d'extension et de construction des centres de rétention : il prévoit que la capacité des centres qui étaient de 1200 places en 2005 passe à 1800 places fin 2006 puis à 2007 places en 2008.

DES LIEUX CHARGÉS D'HISTOIRE

- Le camp de rétention de Rivesaltes jouxte un ancien camp d'internement qui hébergea plus de 21000 personnes entre 1941 et 1942 avant de devenir le « Drancy de la zone libre » à partir duquel neuf convois partirent pour la déportation entre août et octobre 1942.

- En 1975, les médias dénoncèrent le scandale du hangar d'Arenc, « prison clandestine » pour étrangers sans papiers. Depuis 1964 déjà, Arenc servait de centre de tri des Algériens venus travailler en France.

- Le camp de rétention de Vincennes est situé dans les locaux d'une Ecole de police, qui servit de centre de tri dans lequel furent parqués des Algériens arrêtés lors des rafles de 1961.

- Le camp de rétention de Paris dit le dépôt, situé sous le palais de justice de Paris, était initialement une prison construite par Napoléon III dans la deuxième moitié du 19ème siècle.

[Source : Cimade]

RAPPORT DE LA CIMADE

Historique et évolution de la législation sur les étrangers et sur l'asile en France

- Au XIX^{ème} siècle, deux facteurs sont à l'origine de l'apparition du droit moderne de l'étranger, le développement des communications et l'essor économique de l'Europe occidentale. Le régime juridique des étrangers est à cette époque marqué par une double préoccupation : leur présence sur le territoire ne doit pas causer de trouble à l'ordre public et ils ne doivent pas être une charge pour la collectivité nationale.

- Mais la base du droit français contemporain dans ce domaine est constituée par l'ordonnance de novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Les objectifs politiques affichés sont de compenser les pertes dues à la guerre, par un apport de main d'œuvre étrangère. Le régime du séjour se caractérise par un souci de stabiliser la présence des étrangers en France quand ils exercent une activité professionnelle. Cette ordonnance provoque une forte augmentation des acquisitions de la nationalité française pour les étrangers déjà présents mais les procédures d'introduction, trop contraignantes dans un système économique libéral, découragent l'appel à la main d'œuvre étrangère. Celle-ci va toutefois augmenter fortement à partir du moment où les régularisations seront admises par l'administration.

- La loi du 10 janvier 1980, première modification importante de l'ordonnance de 1945 est relative à la prévention de l'immigration clandestine. Elle durcit les conditions d'entrée en France et introduit l'exigence de garanties de rapatriement. Cette loi a pour objet de permettre que les étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement quittent effectivement le territoire français. Le gouvernement décide également de légaliser la « rétention administrative » quand l'étranger, à qui l'autorisation d'entrer sur le territoire est refusée, ne peut déférer immédiatement à ce refus.

- La loi du 29 octobre 1981 marque une rupture avec les mesures prises par les gouvernements précédents. D'un côté, le refus de toute nouvelle immigration conduit à un durcissement des conditions d'entrée sur le territoire. Mais parallèlement le régime de l'expulsion, comme celui de la rétention administrative s'accompagnent de garanties importantes. Ainsi, ne sont plus expulsables les étrangers ayant tissé des liens particuliers avec la France, soit d'ordre familial, soit par la durée de leur séjour. Une procédure dérogatoire ne peut être engagée qu'en cas d'urgence absolue et de nécessité impérieuse pour la sûreté de l'État ou la sécurité publique. La rétention administrative est placée sous le contrôle du juge judiciaire qui intervient au bout de vingt-quatre heures et n'en autorise la prolongation pour six jours au plus qu'à titre exceptionnel, si l'intéressé ne présente pas de garanties de représentation. Elle est strictement réglemantée : information au procureur de la république, assistance d'un interprète, d'un conseil et d'un médecin, communication avec le consulat et une personne au choix de l'intéressé.

- La loi du 26 novembre 2003 abolit partiellement la « double peine » et porte la durée maximale de la rétention à douze jours. En zone d'attente elle donne un effet suspensif à l'appel du parquet, et au juge des libertés et de la détention elle donne la capacité de statuer dans des salles d'audience à proximité du lieu de maintien de l'étranger.

La loi rétablit le certificat d'hébergement et créé de nouveaux fichiers : validation des attestations d'accueil, empreintes digitales et photographies des ressortissants étrangers qui sollicitent la délivrance d'un titre de séjour, ou qui sont en situation irrégulière en France, ou qui font l'objet d'une mesure d'éloignement... Enfin, le bénéfice de la protection temporaire est accordé aux personnes appartenant à un « groupe spécifique » défini par décision du Conseil de l'Union Européenne et pour une durée maximale de trois ans.

- Avec la loi du 24 juillet 2006, l'étranger en situation irrégulière est aujourd'hui destinataire de trois décisions contenues dans une seule et même décision préfectorale :

- la décision de refus, de retrait ou de non renouvellement d'un titre de séjour

- l'obligation de quitter le territoire français

- la décision fixant le pays de destination vers lequel il peut être renvoyé à compter de l'expiration du délai d'un mois. Cette mesure d'éloignement se substitue à l'invitation à quitter le territoire français, ainsi qu'à l'arrêté de reconduite à la frontière notifié par voie postale.

Ces différents éléments sont rassemblés dans le Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile (CESEDA).

Ce rapide survol historique permet de constater que la politique d'immigration de la France est, au delà de la couleur politique des gouvernements qui l'ont mise en œuvre, la résultante d'un équilibre régulièrement remis en cause entre la situation économique du pays et la sensibilité de la population française à la présence des étrangers.

Le rapport complet est disponible sur le site de la Cimade. Les rapports par pays sont également disponibles sur le même site : cimade.org

[Source : Cimade]

LE 9ÈME COLLECTIF EN VISITE AU CAMP DE VINCENNES

La lutte continue !

Vendredi soir, les sans-papiers ont déchiré leurs cartes du camp. Samedi, 120 (sur 140 !) se sont attaqués aux grilles du CRA 2, derrière, du côté de l'autoroute, pour protester contre le fait qu'ils ne pouvaient manger n'ayant plus leurs cartes... Les gendarmes sont arrivés en ont embarqué la moitié. Les autres se sont dispersés dans le centre. La lutte continue !

Nous avons visité trois personnes dont le gréviste de la faim et celui qui a refusé d'embarquer hier.

A.A., 56 ans, est en France depuis plus de dix ans. Dans un premier temps, il cogérait un café restaurant avec un ami. Il a demandé un titre de séjour sur cette base, demande qui a été refusée pour le seul motif qu'il devait retourner dans son pays pour chercher un visa d'installation.

Il a travaillé dans le bâtiment et la restauration pendant toutes ces années pour soutenir sa famille restée au pays.

Il a été suivi médicalement depuis quelques années. Aujourd'hui, il est en grève de la faim depuis 10 jours.

Il a été transporté à l'hôpital pour soins médicaux, mais pas d'examen approfondi, alors que son état de santé le nécessitait. Juste des cachets administrés.

Lors de la visite, nous nous apercevons qu'il est très affaibli et ne comprend pas cet acharnement contre lui par sa détention et vu son état de santé et son âge.

A.D., huit ans de présence en France, a été amené par la force à l'aéroport en vue de son expulsion . Le Commandant de bord est descendu de l'avion et lui a demandé s'il acceptait d'être expulsé. La réponse fût pas dans ces conditions. Il a été amené au poste de police, puis au Centre de rétention.

La troisième personne est en France depuis quinze ans. Il a fait plusieurs demandes, mais en vain. Il est au centre depuis dix jours.

Hier, les détenus ont tous déchirés leurs cartes d'identification du centre. C'est pourquoi, nous avons attendu si longtemps à l'extérieur et une fois dans la salle de visite, le temps qu'ils en établissent d'autres.

En attendant les personnes à visiter, nous avons entendu de l'agitation à l'intérieur. On croyait que c'était un match de foot. Non : il n'y a pas de place pour un terrain. Seulement des play-stations... Et cette agitation était en fait d'une autre nature. Au bout d'un moment on entend des cris – des hurlements, en fait – dans l'escalier.

Comme toutes les semaines depuis mi-décembre, le camp de Vincennes est en ébullition. Lorsque les retenus déchirent leurs cartes, ils mettent le camp en panne. Les cartes servent à tout : manger, aller au Palais de Justice, au Tribunal administratif ou aux consulats, comme pour voir les médecins ou quoi que ce soit. Pour commencer, déchirer les cartes revient à faire la grève de la faim.

Hier, un sans-papiers a réussi à s'enfuir, lors de son transfèrement au Palais de Justice.

[Source : 9ème Collectif des sans-papiers]

financières dont dispose chaque foyer (mais avec la possibilité de tarifs différenciés selon les revenus) ». Art. L214-4 du Code de l'action familiale et des familles

Monsieur Paul Loridant,
Maire des Ulis,

Vos services interdisent l'inscription en maternelle à plusieurs jeunes enfants de familles sans-papiers ou hébergés sur la commune des Ulis.

Quant aux plus grands, inscrits comme la loi l'oblige dans les écoles primaires ou secondaires, vos services exigent, pour les inscrire à la cantine et aux activités péri-scolaires, des cautions élevées et leur appliquent le tarif « extérieur », prohibitif pour des familles à faibles ressources. Cela revient à leur interdire l'accès à ces services.

Les enfants qui vivent aux Ulis n'ont pas choisi d'y naître ou d'y vivre. Ils ne sont pas responsables de la situation administrative de leurs parents et il est profondément injuste qu'ils en subissent les conséquences.

Aussi, nous vous demandons de mettre fin au plus vite à cette politique discriminatoire, injuste et illégale. Nous vous demandons d'autoriser l'inscription en maternelle, et à l'ensemble des activités péri-scolaires, de tous les enfants dont les parents résident sur la commune des Ulis, si ceux-ci en font la demande, conformément à la législation en vigueur.

[Source : RESF]

BOBIGNY

La solidarité n'est pas un délit !

Trois mois de prison avec sursis ont été requis le 15 février, devant le tribunal de Bobigny, contre Khadija Touré, une Française de trente ans assumant s'être « humainement » élevée contre la reconduite à la frontière d'un Malien, en novembre 2006 à Roissy.

« J'ai agi complètement humainement, je ne vois pas ce qu'on peut me reprocher », a expliqué la jeune femme, accusée « d'entrave à la circulation d'un aéronef », un délit passible de cinq ans de prison et d'une amende de 18.000 euros (article 282-1 du code de l'aviation civile). Le jugement a été mis en délibéré au 29 février.

Dans ce dossier où l'enquête se résume à l'audition de la prévenue, le procureur Rémi Chaise a réclamé trois mois de prison avec sursis, déplorant le comportement de nature « à provoquer le scandale » de Mme Touré. « Elle a eu un comportement humain de compassion, de résistance citoyenne » qui est « à l'honneur de notre pays », a estimé son avocate Me Irène Terrel, tout en plaidant la relaxe au vu de la procédure, « squelettique » et entachée de nullité, selon elle.

Le 29 novembre 2006, alors qu'elle embarquait pour le Mali, Mme Touré avait été alertée à l'aéroport par des militants de Sud-étudiants de la présence à bord du vol d'un sans-papiers expulsé. À bord, elle avait demandé à parler au commandant de bord à plusieurs reprises, qui avait menacé de la débarquer. Le sans-papiers avait finalement renoncé à s'opposer à son expulsion et la passagère s'était rassise. Elle avait été interpellée à son retour en France fin décembre.

Et le 29 février, le verdict tombait : Khadija était relaxée. Rappelons que François Auguste, poursuivi également pour « délit de solidarité », a été relaxé de même, à Lyon, le 14 janvier. Le 21 décembre, c'est Florimond Guimard qui était relaxé, à Marseille. La première de ces jurisprudences favorables, déjà à Bobigny, était pour Marie-Françoise Durupt, le 4 septembre. Le parquet avait fait appel. Elle passera le 19 mars, à 9 heures, devant la 11e chambre d'appel du Palais de justice, à Paris.

[Sources : AFP, Le Monde, RESF]

MÉDECINE

Blâme contre un médecin soutenant les réfugiés

Suite à l'action du Dr Francis Remark en faveur des soins et la protection des étrangers réfugiés, la Chambre Disciplinaire du Conseil Régional de l'Ordre des Médecins lui a infligé la peine du blâme. Celui-ci a décidé de faire appel.

La pétition de soutien est toujours en ligne à l'adresse : thepetition.eu. L'argumentation explicative et détaillée de ce conflit est disponible sur le

site LDH-Périgueux (rubrique : étrangers malades), de même que la pétition.

COMMUNIQUÉ DU DOCTEUR

FRANCIS REMARK, LE 23 FÉVRIER

Suite à l'audience du 2 février, la Chambre Disciplinaire du Conseil Régional de l'Ordre des Médecins écrit :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction, que le Dr Remark a [...] adressé à une cinquantaine de ses confrères un courrier qui contenait un certificat nominatif explicite concernant la situation médicale et politique et qui exposait, d'une part, l'échec des différentes démarches accomplies jusqu'alors auprès des services de la préfecture de la Dordogne et, d'autre part, la nécessité de constituer un comité de soutien ; que, dans ces conditions, et alors même que cet envoi n'était destiné qu'à des praticiens également tenus au secret médical qui était d'ailleurs rappelé dans ce courrier et que ledit envoi avait été précédé de l'accord des deux patients étrangers, le Dr Remark a manqué à son obligation de secret professionnel ; qu'il sera fait une juste appréciation des circonstances de l'espèce et notamment de l'objectif humanitaire que poursuit le Docteur Remark, en infligeant à l'intéressé en application de l'article L.4124-6 du code de la santé publique, la peine du blâme. »

Ainsi, la communication d'éléments médicaux confidentiels à des confrères est considérée ici comme violation du secret médical alors que c'était la seule solution médicale pour obtenir les soins et la protection pour des patients réfugiés, profondément affectés et perturbés psychologiquement par les violences subies dans leur pays d'origine. Le blâme serait donc le prix à payer pour cet « objectif humanitaire ». Le secret médical autoriserait donc le renvoi de réfugiés au pays qui les a violentés. Le secret médical autoriserait-il le renvoi d'enfants à des parents qui les ont maltraités, le renvoi de femmes à leurs maris qui les ont abîmées ?

Ce que propose la Chambre Disciplinaire, c'est de choisir, contre l'intérêt du patient et contre le droit au soin, une interprétation non pas rigoureuse, mais réductrice du secret médical. Il serait préférable de suivre les recommandations de l'Association Médicale Mondiale qui a, sur ce sujet

Depuis qu'ils sont en Belgique, et malgré les difficultés qu'ils ont rencontrées, Fourera et Abdoulaye se sont intégrés. Sur les conseils de son avocat, Fourera a introduit une nouvelle demande de régularisation en 2007, toujours en suspens. Une demande d'asile pour Abdoulaye, deux demandes d'asile pour Fourera, une demande de régularisation pour Abdoulaye, deux demandes de régularisation pour Fourera, une demande de régularisation pour la famille. Certaines décisions sont négatives, pour d'autres des recours sont encore en cours. Mais ils ont reçu un Ordre de Quitter le Territoire pour le 15 février 2008.

Fourera, Abdoulaye, Hicham et Ranyya sont en réel danger : s'ils sont expulsés au Niger, c'est l'explosion de leur famille et un très réel risque de mort pour les deux parents.

Selon la tradition islamiste – toujours en vigueur dans la plus grande partie du territoire – l'adultère est un crime : dans un pays où il est fréquent que la famille fasse « disparaître » la femme adultère, Fourera risque la lapidation et sera, de toutes façons, rejetée par sa famille que sa fuite a humiliée. Fourera est terrifiée par cela : « *La lapidation, on dit que ça n'existe pas, que c'était avant, mais on le fait toujours en cachette, dans les familles.* » Et elle a appris par sa tante que son mari la recherche et réclame à sa famille une compensation pour la fuite de son épouse : ce pourrait être une somme financière... ou sa sœur cadette, âgée de dix-sept ans.

Abdoulaye risque l'arrestation, la détention, la torture et la mort et, au minimum, n'aura de toutes façons aucun droit sur ses deux enfants, nés hors mariage, qui seront « confiés » à la famille de Fourera.

Nous, parents d'élèves, enseignants, citoyens, amis et voisins de Fourera et Abdoulaye, refusons que cette famille soit condamnée et éclatée. Nous refusons qu'Hicham et Ranyya soient privés de leurs parents et demandons la régularisation de la famille.

Nous rappelons à l'Office des Étrangers que, contrairement à ses assertions, le mariage forcé est une réalité au Niger, que la polygamie y est largement pratiquée, que les maltraitances faites aux femmes y sont endémiques, comme en témoignent nombre de déclarations et de rapports d'agences onusiennes, dont ceux de l'UNICEF. Nous rappelons également que le Niger est le deuxième pays le plus pauvre du monde et qu'y renvoyer Fourera, Abdoulaye et leurs deux enfants serait refuser à ces derniers la vie décente et l'éducation à laquelle ils ont droit, en vertu de la Charte des droits de l'enfant. Enfin, nous rappelons que ce pays est actuellement une zone de conflits, et que les opposants y sont torturés et tués.

Nous appelons tous les citoyens à se mobiliser autour de Fourera et Abdoulaye, afin d'obtenir leur régularisation, pour qu'ils puissent enfin construire sereinement leur vie ici et y élever leurs enfants.

Le comité de soutien de Fourera et Abdoulaye

Contacts : 0474/92 35 62 (F) – 0474/ 86 11 67 (NL)
http://1855.lapetition.be/

[Source : RESF]

PÉTITION

Pour la disparition du fichier Base Élèves

Chacun connaît la volonté de plus en plus grande de ficher les élèves, et plus encore ceux dont les parents sont sans-papiers. Le fichier Base Élèves participe de ce mouvement.

Base élèves est une application « d'aide » à l'inscription des élèves et à la gestion pour les directeurs d'école et les mairies. Elle est utilisée depuis septembre 2005 dans vingt et un départements français et est appelée à être généralisée en septembre 2010.

Depuis plusieurs années, les actes de gestion relatifs aux élèves du second degré utilisent comme identifiant pour chaque élève une immatriculation administrative. Cette identification permet de « faciliter » la gestion des examens, des bourses, de la scolarité et des inscriptions dans l'enseignement supérieur.

Ce fichier contient :

- l'identifiant national de l'élève (INE)
- l'état civil de l'enfant: les données obligatoires sont le nom, prénom, la civilité et le sexe, la date de naissance, le lieu de naissance (Pays Inconnu est disponible), la commune et le département (pas possible de les renseigner si le pays est inconnu), son adresse de résidence
- l'état civil de ses responsables légaux : nom, prénom et adresse
- les « besoins éducatifs particuliers »
- le cursus scolaire contient le nom de l'école, le niveau, le cycle, les compétences acquises et les groupes d'enseignement.

Malgré quelques reculs, il demeure dangereux et notre seul objectif doit être sa disparition.

La pétition pour la suppression de base élèves est en ligne :

petition.bigbrotherawards.eu.org/Signez-la-petition-pour-le-retrait-de-Base-eleves

[Source : RESF, wikipedia]

LETRE

Pour le respect aux Ulis du droit à la scolarisation de tous les enfants

« Les classes enfantines ou les écoles maternelles sont ouvertes, en milieu rural comme en milieu urbain, aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de la scolarité obligatoire. Tout enfant doit pouvoir être accueilli, à l'âge de trois ans, dans une école maternelle ou une classe enfantine le plus près possible de son domicile, si sa famille en fait la demande ».

Art. L113-1 du Code de l'Éducation :

« S'agissant d'un service public administratif annexe au service public d'enseignement, la restauration scolaire est soumise, elle aussi, à des impératifs, en particulier au "principe d'égalité des usagers" qui implique que les restaurants scolaires puissent être utilisés par tous les parents qui désirent y placer leurs enfants, sans distinction selon les possibilités

CAMPS DE RÉTENTION

Témoignages au camp de Vincennes

Depuis plusieurs semaines maintenant [voir QSP 20 et 21], le groupe "fermeture des centres de rétention" se consacre à recueillir des informations sur ce qu'il se passe à l'intérieur du CRA de Vincennes. C'est ainsi qu'on a un "journal de bord" de la vie quotidienne des retenus – et de leurs combats. Ils se présentent :

« Collectif autonome d'individus, nous avons décidé d'appeler quotidiennement les détenus de Vincennes pour rendre compte de la situation à l'intérieur afin que personne n'oublie l'horreur vécue au jour le jour, et ainsi continuer à mobiliser au delà des manifs sporadiques. »

MERCREDI 27 FÉVRIER, CRA 1

« Aujourd'hui, deux maliens se sont fait expulser au CRA 1. »

« Ils viennent d'afficher que demain, il y aura douze expulsions vers le Mali, l'Algérie et la Turquie. »

« Hier, nous avons été dix-huit personnes à être convoquées devant le consul. Ils nous ont emmenés jusqu'au centre de rétention du Mesnil-Amelot où se trouvait déjà le consul. Ils nous ont transféré en car, mais ils ne nous ont pas attaché pendant le transport. Nous ne sommes restés que deux à trois minutes chacun avec le consul. Pour l'instant ils ne nous ont rien dit. »

« J'attends de voir ce qu'il va se passer pour moi. J'en suis à mon 15^{ème} jour de rétention. Je passe vendredi ou samedi devant le juge car le précédent m'avait maintenu jusqu'à samedi. Le tribunal administratif a déjà refusé mon recours. »

Nous lisons l'article de Libération du 25 janvier 2008.

« C'est la deuxième fois que je passe par ce centre. La première fois j'y suis entré le 29 novembre et sorti le 31 décembre. Je confirme les violences qui ont été commises par les policiers. »

« Hier soir la plupart de ceux qui ont entamé une grève de la faim, ont mangé. Il reste une vingtaine de personnes en grève. »

« Des journalistes sont passés au centre suite aux manifestations que nous avons

faites jusqu'au 25 février. »

« Je connais un monsieur ici qui est malade. Il a mal au ventre depuis qu'il est entré dans le centre. Il a des enfants nés en France. Il est passé devant le juge des libertés mais il ne l'a pas libéré. Il est passé devant le tribunal administratif mais il est toujours là. De toutes manières le juge n'écoute même pas les avocats. »

CRA 2

« Tout le monde ici est déprimé. Cela fait quatre jours que je suis en grève de la faim. »

« Hier, on a parlé avec le commandant. On veut soit être libéré, soit être expulsé, mais nous ne voulons plus être prisonniers dans le centre. Il a bien eu notre lettre de doléances et l'a envoyé au préfet, mais il nous a dit qu'il ne fallait pas attendre de réponse favorable. »

« Il y a beaucoup d'expulsion par jour. »

« "Nous n'avons peut être pas de papiers mais nous avons des droits." »

« À l'infirmerie, quoi qu'on ait comme maladie, ils nous donnent toujours le même médicament : diantalvic. »

« Personne ne nous donne de renseignements. »

« La police est partout. »

« À minuit, ils nous comptent. Ils tapent dans les portes. Ils entrent. Ils fouillent les chambres. Ils se foutent de savoir si les gens dorment. »

« Certains ne savent même pas qu'ils vont être expulsés. En principe ils doivent prévenir les gens 72 heures avant. Mais nous ne sommes prévenus que la veille. Et il arrive que les policiers viennent chercher les gens à cinq heures du matin pour les emmener à l'aéroport et les expulser sans qu'ils le sachent. »

« 70 % des personnes du centre sont expulsées. Dans mon bâtiment, ils expulsent surtout des Magrébins. »

« Au sujet du texte que nous avons rédigé hier, le commandant nous a affirmé l'avoir envoyé au préfet. Il nous a dit qu'il n'y aura pas de réponses favorables. »

« On a demandé à voir un responsable mais personne ne répond à notre demande. »

« On essaye avec des collègues de faire exister une mobilisation. »

« Une personne fait la grève de la faim depuis vingt-huit jours. Moi je suis en grève depuis quatre jours. »

« Certaines personnes sont en danger

dans leur pays. Si elles rentrent, elles risquent d'aller en prison pour des années, d'autres peuvent se faire tuer... »

« Les gens ont peur. Ils ne veulent pas se battre. Ils sont trop déprimés. »

JEUDI 28 FÉVRIER, CRA 2

« Avant ils nous réveillaient à trois heures du matin pour le comptage ; maintenant c'est à dix-huit heures. Certains continuent la grève de la faim, ils sont très fatigués ; moi j'ai fait la grève lundi, mardi, mercredi et j'ai arrêté car il y a eu des pressions du commandant et ils nous disent que de toute façon cela ne sert à rien. »

« Ce matin deux maliens du foyer de terres au curé ont été expulsés d'Orly ; ils ont appelé du Sénégal pendant leur transit. Ceux d'hier sont revenus au centre. Demain il y aura deux autres expulsions. Il a été voir le consul mardi et pour l'instant il n'a pas la réponse ; il sera au TGI demain. »

CRA 1

Les détenus parlent d'un climat plutôt calme à l'intérieur du centre. Les fouilles ne se passent plus au milieu de la nuit, mais au guichet où ils donnent leur carte pour le dîner. Les fouilles se font donc tous les soirs, avant le dîner, vers dix-huit heures. Chaque jour il y a des expulsions, le nom des personnes ainsi que le numéro de vol et l'horaire de départ sont affichés dans un tableau entre vingt heures et vingt-deux heures. Aujourd'hui neuf marocains ont été expulsés, demain l'expulsion de deux maliens avec escale à Casablanca est prévue. Hier, un jeune Algérien de 27-28 ans a tenté, pour la seconde fois, de se suicider. Il s'est pendu avec les lacets de son blouson. Il l'a fait dans la nuit, vers deux heures mais il ne s'est pas rendu compte qu'il y avait une caméra devant lui et donc les policiers sont tout suite intervenus, l'ont gardé pendant la nuit et puis l'ont laissé retourner dans sa chambre.

« Il nous a dit qu'il en avait marre de rester enfermé ; soit ils le relâchent, soit ils le conduisent au bled, mais c'est ici, enfermé, qu'il ne veut pas rester. Il est dans le centre depuis douze jours. C'est le harcèlement quotidien dans le centre qui est dur : les personnes qui doivent aller au TGI à dix heures sont réveillées à six heures du matin. »

TEXTE ENVOYÉ PAR LES DÉTENUS
DU CRA 2 DE VINCENNES

Objet : Appel d'urgence

"Sauver les principes de la France"

Au secours, au secours, je suis le droit de l'homme ma vie est en danger. L'homme est devenu un chiffre. L'homme est chassé dans les gares, dans son lieu de travail et dans les lieux publics. Arrêtons ! Arrêtons la chasse à l'homme ! C'est urgent ! Attention ! J'entend un cri ! D'où vient-il ? Il approche, c'est un demandeur de secours. Est ce que j'ai entendu LIBERTÉ ? Je m'approche de lui, oui c'est la LIBERTÉ qui est en danger. Qu'est ce qu'elle dit ? Elle dit : « C'est fini ! c'est fini ! ma vie est partie. Je n'ai plus de vie ici avec un système Sarkozy ». J'ai pris ma sœur et je suis parti. Mais on entendait beaucoup de cris de demandeurs de secours. Tout le monde crie. Les oiseaux crient, la nature aussi. On dirait un nouveau Tsunami et tout ça dans un pays de fraternité, d'égalité et de liberté.

Tous les détenus du
centre de rétention de Vincennes

LUNDI 3 MARS CRA 2

Il nous raconte qu'il y a déjà quatre personnes du Foyer Terre aux Curés qui ont été expulsées et que onze sont toujours à Vincennes.

« Je suis passé au TGI de Cité le matin. J'ai appelé mon avocat, mais il n'a pas voulu venir. Le juge m'a dit que sans avocat il ne pouvait pas me faire sortir. La plus part entre nous sommes passées par plusieurs tribunaux et nous avons aussi rencontré le Consul. L'atmosphère au centre est plus calme, même si la nuit continuent les bruits. Moi j'ai fait trois jours de grève de la faim, mais si on est que trois, c'est difficile. Les policiers disaient aux personnes que l'on mangeait alors que nous ne mangions pas. Il faut être beaucoup pour que les policiers se rendent compte que nous faisons la grève et qu'ils nous écoutent. Les vols pour demain n'ont pas encore été affichés. »

CRA 2 DE VINCENNES

Lettre des retenus au commandant du centre du 26 février

Monsieur le chef du centre,

La France a toujours été un pays d'asile et il le restera pour toujours. Elle a payé trop cher pour défendre les droits de l'homme et la liberté. Voilà le sujet de notre demande Monsieur le chef de centre. Nous sommes tous des travailleurs et nous participons à l'enrichissement de notre deuxième pays qui est la France. Nous avons tous la volonté de s'intégrer dans son système économique et social car nos attaches à la France sont énormes donc nous demandons par le biais de cette lettre notre liberté pour que nous puissions régler nos problèmes extérieurs avec sérieux, pour demander notre régularisation et le traitement attentif et humanitaire de nos dossiers. En conclusion, nous vous informons que les conditions sont pénibles. La nourriture est immangeable et presque périmée. Il y a un seul traitement pour toutes les maladies qui est le diantalvic.

On compte beaucoup, Monsieur le chef, sur votre côté humanitaire en attendant une réponse favorable, veuillez agréer Monsieur les salutations les plus distinguées.

Merci.

les détenus du centre

[Source : fermetureretention@yahoo.fr]

MESNIL-AMELOT

Intervention des gendarmes mobiles au camp de rétention

Plusieurs dizaines de retenus du centre de rétention du Mesnil-Amelot ont refusé dimanche soir de regagner leurs dortoirs, ce qui a occasionné une intervention des gendarmes mobiles, a-t-on appris lundi de sources concordantes. Environ soixante-dix retenus selon l'un d'eux, une quarantaine selon une source officielle, ont refusé peu avant vingt heures de rentrer à l'intérieur des bâtiments.

« Hier, nous nous sommes installés dehors avec des matelas pour passer la

nuît, le commandant a dit qu'il ne voulait pas qu'on dorme dehors. On a dit qu'on ne voulait pas rentrer parce que les locaux sont infects », a raconté par téléphone à l'AFP un retenu.

Des gendarmes mobiles sont intervenus vers vingt-deux heures pour faire réintégrer leurs dortoirs aux retenus, en les « poussant » selon la préfecture, en les « frappant » selon le même retenu. Deux d'entre eux ont été conduits à l'hôpital, l'un parce qu'il se plaignait de « maux de tête », l'autre en raison d'un « problème à l'épaule, où il avait déjà une broche », selon la préfecture.

« Ils ont réintégré le bâtiment à trois heures avec un certificat attestant de la compatibilité de leur état de santé avec la rétention », a-t-on assuré de même source.

[Source AFP]

BELGIQUE

Grève de la faim et révoltes dans les camps

Une grève de la faim est actuellement menée par une centaine de personnes détenues au centre fermé pour étrangers de Vottem. La grève a démarré dans une aile dès vendredi 29 février et s'est étendue ensuite.

Les personnes enfermées se plaignent des conditions de détention en général, de la surpopulation ces derniers jours (beaucoup de mises en détention et peu de libérations), du manque de suivi médical, de la piètre qualité de la nourriture, de la longueur de la détention...

Ils protestent contre la détention elle-même : détention de personnes qui n'ont commis d'autre délit que de ne pas avoir les « bons papiers », et mènent ce mouvement pour obtenir leur libération.

Nous avons parlé avec certains d'entre eux ce dimanche après-midi. Aux éléments ci-dessus que nous avons communiqué à la presse s'ajoute le fait qu'il y a eu en tout cas deux tentatives de suicide, l'une avec des piles, l'autre avec des aiguilles (les deux personnes sont hospitalisées). Aussi le fait qu'ils ont très peur de la répression dont on les menace : mises au cachot et transferts vers d'autres « centres ».

Lundi soir vers vingt-trois heures, un groupe de personnes s'est rendu

cour d'appel de Paris. Jugé coupable « d'opposition à une mesure d'éloignement » et de « refus d'embarquement » en première instance, ce Malien d'une cinquantaine d'années avait été relaxé sur le chef de « coups et blessures à un policier », avec ajournement de peine. Ce à quoi l'avocat général et la partie civile, un policier mordu au cours de l'expulsion, ont fait appel. Solidement bâti, très élégant dans son costard-cravate gris clair, Salif Kamaré apparaît nerveux, mais calme. Il est arrivé en France à l'âge de quinze ans, ses frères et sœurs habitent dans le pays, il vit avec sa compagne et le fils de celle-ci. Ancien toxicomane, il a purgé plusieurs peines de prison pour trafic de stupéfiants, et fait l'objet de trois interdictions définitives de territoire.

Le 26 mai 2007, il aurait dû être expulsé vers le Mali sur un vol Paris-Bamako. Mais alors que l'avion va décoller, le Malien se lève en hurlant et les policiers tentent de le maîtriser, l'un l'attrapant par le cou, l'autre le bourrant de coups de poing dans le ventre, selon plusieurs témoins. Étranglé, se sentant « partir », il mord un policier pour se libérer de son étreinte, puis s'évanouit. Le cinéaste Laurent Cantet, présent dans l'avion, alerte les médias. Sur les bancs du tribunal, le policier et le sans-papiers reconstituent la scène, Salif Kamaré mordant le bras qui l'étouffe. Les deux hommes n'échangent pas un regard. Alors, « légitime défense » face à une « contrainte excessive », comme il a été jugé en première instance ? L'avocat général s'enflamme sur le passé judiciaire du prévenu : « Vous n'êtes pas, pour moi, le bienvenu en France. Vous êtes un trafiquant de stupéfiants, un danger pour nos enfants, je préfère que vous retourniez dans votre pays. » Estimant que « la police a le droit de maîtriser quelqu'un qui lui résiste », il requiert six mois d'emprisonnement ferme. L'avocat de la partie civile réclame 1 500 euros pour le préjudice. « Il y a eu violence contre Salif, proteste son avocate. Il a eu un malaise, a réagi, a été étranglé. Est-il légitime de molester quelqu'un jusqu'à lui faire perdre connaissance ? Moi je dis non. » Elle demande la confirmation de la relaxe et de l'ajournement de la peine.

[Source : Libération]

RÉGION BRUXELLOISE

Une famille en danger

Fourera Gjigarey, Abdoulaye Hima et leurs deux enfants, Hicham, quatre ans et Ranyya, huit mois, tous deux nés en Belgique, ont reçu un OQT pour le 15 février et sont en grand danger.

Fourera a 24 ans. Elle vient du Niger. À 16 ans, alors qu'elle allait encore à l'école, son père la marie de force avec un intégriste musulman de 60 ans, polygame. « Un jour, mon père m'a appelé et m'a dit que je devais me marier. Moi je voulais être docteur, je voulais aller à l'école. Le mariage était le lendemain », explique-t-elle.

Son mari lui interdit de sortir, la frappe, la contraint à aller à la mosquée et lui interdit d'aller à l'école et à revêtir la burqah. Les cicatrices qu'elle porte sont là pour en témoigner. Victime de coups quotidiens, un jour elle réagit et frappe son mari, il est inconscient, elle craint de l'avoir tué. Avec l'aide d'une tante, elle s'enfuit, gagne Cotonou, au Bénin, où elle pense pouvoir se réfugier... « Il fallait que je quitte le Niger, mais on m'a dit que le Bénin et le Niger c'était la même chose et qu'on me retrouverait si je restais là ».

Avec un passeur, elle a fini par embarquer sur un bateau sans connaître sa destination. C'est ainsi qu'elle est arrivée à Anvers en janvier 2002, où un Libanais l'a aidée à rejoindre Bruxelles.

Fourera a introduit une demande d'asile le 18 janvier 2002. L'Office des Étrangers lui rend une réponse négative deux mois plus tard, au motif que le mariage forcé n'existerait pas au Niger et que le divorce y est autorisé. Seule et sans appui, Fourera a elle-même introduit un recours. Trois mois plus tard elle reçoit un OQT sous prétexte qu'elle n'aurait pas répondu à une convocation, qu'elle n'a pourtant jamais reçue.

Agé de 37 ans, Abdoulaye, lui, est un opposant au régime nigérien, accusé arbitrairement d'avoir incendié des bureaux de vote. Emprisonné, brutalisé et frappé, il a fini dans une cellule de quelques mètres carrés avec soixante dix-huit autres prisonniers.

À la suite d'une révolte, les gardiens ont lancé des grenades lacrymogènes dans la cellule, en fermant toutes les ouvertures. Vingt-neuf prisonniers sont décédés. Abdoulaye a profité de l'évacuation de la prison, pour s'enfuir et gagner le Bénin. Embarqué sur un bateau avec d'autres immigrants, il a dû se soumettre au travail forcé pour payer son passage. Il a vu nombre de ses compagnons d'infortune mourir pendant la traversée jusqu'à Anvers, où il a débarqué en décembre 1999. Ayant introduit une demande d'asile, il a été hébergé dans un centre d'accueil, d'où il a été renvoyé lorsque cette demande d'asile lui a été refusée et qu'il a été débouté de son recours, en 2000.

Fourera et Aboulaye se sont rencontrés en 2002 et deux enfants sont nés en Belgique : Hicham, en 2003 et une petite fille, Ranyya, en 2007. Hicham est scolarisé à l'École fondamentale du Canal, dans la commune de Bruxelles Ville.

En 2003 alors que Fourera est enceinte, elle fait une deuxième demande d'asile. Cette demande est, elle aussi, refusée pour preuves insuffisantes. Son avocat lui propose alors d'introduire une demande de régularisation, qui est rejetée en 2005, et pour laquelle un recours a été introduit, qui n'a reçu encore aucune réponse.

De son côté Abdoulaye a introduit une demande de régularisation en 2003, toujours en cours. La police l'arrête le 7 décembre 2006, lors d'un contrôle d'identité, et prend contact avec l'Office des Étrangers, qui en profite pour clôturer son dossier en prétendant qu'il y aurait un avis négatif. Il est envoyé au camp fermé de Bruges, pendant un mois. Les autorités belges cherchent à obtenir, sans résultat, un laissez-passer pour le Niger, avec départ immédiat. Il découvre alors qu'il serait sous le coup d'un OQT depuis 2000, à la suite de sa première demande d'asile. Il conteste la réception de cet OQT quand la police lui montre un reçu non daté où figure une signature qui n'est pas la sienne. Abdoulaye, à sa sortie du camp fermé, refait une demande de régularisation en joignant une demande pour l'ensemble de sa famille.

Il se mutile au tribunal

Un sans-papiers indien âgé de 27 ans s'est tailladé les veines, sans mettre ses jours en danger, aujourd'hui dans une salle du tribunal d'Amiens, après la confirmation par un magistrat de son placement en centre de rétention.

L'homme s'est « légèrement blessé en utilisant un fragment de lame d'un rasoir jetable », a expliqué le procureur général près la cour d'appel d'Amiens, Olivier de Baynast.

Transporté à l'hôpital, il devait ensuite « regagner un "centre" de rétention "administrative" ».

Le ressortissant indien avait été assigné à résidence lundi par un juge des libertés et de la détention, qui avait refusé de prolonger sa rétention administrative.

Le parquet d'Amiens avait introduit un recours en référé devant la cour d'appel d'Amiens, qui a confirmé mardi son placement en rétention.

Cette décision et le fait qu'il ait également appris lors de cette audience qu'un avion devait le rapatrier en Inde dès lundi prochain expliquent son geste, selon Didier Cottrelle, membre de RESF qui était présent au moment des faits. « Je n'ai pas vu exactement ce qui s'était passé, parce qu'il était alors tourné de l'autre côté de la salle, mais j'ai entendu une greffière crier et j'ai vu le sang gicler. Il a ensuite été évacué, en marchant, le jean et le sweat-shirt couverts de sang », témoigne Didier Cottrelle.

L'homme, arrivé en France en mars 2005, serait un déserteur de l'armée indienne, a-t-il ajouté, précisant que la désertion était théoriquement punie de la peine de mort en Inde. « On n'arrivera probablement jamais à pouvoir détecter de petits fragments de métal, qui passeraient à l'intérieur du palais de justice, sauf à procéder à des fouilles extrêmement approfondies à l'égard de toutes les personnes car là on n'était pas en présence d'un détenu et les contrôles étaient forcément plus légers », a expliqué le procureur général.

[Source : AFP, Le Parisien]

Le quotidien des Sans-Papiers est libre de diffusion N'hésitez-pas !

Confions la mémoire de tous les enfants déportés à celle des nôtres

1945-2008 : L'ÉTAT FRANÇAIS

FRIAND DES LOIS BARBARES

En réponse au Président de la République, je lui propose que désormais chaque année, à partir de la rentrée scolaire 2008, tous les enfants de CM2 se voient confier la mémoire d'un des 11 000 enfants victimes des lois Hortefeux contre l'immigration.

Les enfants de CM2 devront connaître le nom et l'existence d'un enfant renvoyé par avion de son pays pour une destination inconnue et incertaine...

« Rien n'est plus émouvant pour un enfant que l'histoire d'un enfant de son âge, qui avait les mêmes jeux, les mêmes joies et les mêmes espérances que lui »,

comme dit Sarkozy...

Un Grand père

[Demandons aussi, comme cela a été fait, qu'à la place de la lettre de Guy Môquet, utilisée pitoyablement par le gouvernement Sarkozy, soient lues des lettres d'enfants séparés de leurs parents, demandant qu'on leur rende leur papa ou leur maman, parce que ils sont gentils, et que ce ne sont pas de criminels, alors pourquoi on les enferme ?

Petite pensée pour le traumatisme créé chez les enfants qui perdent leur parents, qui se perdent eux-même, et qui sont enfermés dans les camps de rétention...

« administratifs »...

Certaines lettres se trouvent dans d'anciens numéros du Quotidien.

QSPJ

COMMUNIQUÉ RESF

Mickaël 16 mois est en garde à vue

Mickaël, enfant de 16 mois, est incarcéré à la gendarmerie de Vern-sur-Seiche, près de Rennes, avec sa maman placée en garde à vue cette nuit pour avoir refusé de quitter la cellule de la prison administrative pour enfants et adultes étrangers de Rennes (St Jacques-de-la-Lande).

Jeune femme congolaise, Bemenga Bekay est en France depuis sept ans, elle vit avec le père de son enfant, Michel Auku Mothianga Ekutsu, depuis plusieurs années. Michel Auku Mothianga Ekutsu est, lui, en France depuis plus de dix-sept ans, il est conducteur routier international, le couple a un logement à Tours. Mickael est donc né en France, il y a seize mois. Une vie de bébé comme une autre, si ce n'était que sa maman n'a pas les bons papiers et que Monsieur Hortefeux pratique aussi la chasse à l'enfant pour remplir ses délinquants quotas d'expulsions. Résultat Mickael et sa maman ont été enfermés le 11 février en vue de leur expulsion. Depuis l'enfant ne va pas bien.

Leur expulsion était prévue pour le 1^{er} mars au matin, de Roissy. Mais, quand à trois heures du matin les policiers se sont présentés pour extraire la mère et l'enfant de leur cellule et les conduire à Roissy, elle a refusé de bouger pendant qu'à l'extérieur, le père de Mickael, une trentaine de militants accompagnés de Marcel Rogemont député PS de la 3^{ème} circonscription d'Ile et Vilaine (Rennes) et de plusieurs élus des mairies de Saint-Jacques et de Rennes étaient rassemblés devant les grilles. Le député qui tenait une conférence de presse avec les élus avait garé sa voiture en travers de la l'impasse qui dessert le CRA.

Expulsion bloquée, le Préfet en a pris acte et fait placer Bemenga Bekay et Mickael en garde à vue. Ils seront jugés en comparution immédiate dans la journée pour refus d'embarquer. L'enfant aussi ? Officiellement, non, seule la mère sera jugée. Mais où est la différence ? Voilà dix-sept jours que l'enfant est en prison, qu'il maigrit, qu'il est trimballé de cellule en commissariat, en gendarmerie et en tribunaux. C'est sans doute ce que le président de la République appelle sa politique de civilisation. [Source : RESF]

PARIS

Au tribunal pour avoir été étranglé

C'est entouré d'une quinzaine de militants de Réseau éducation sans frontières et de Médecins sans frontières que Salif Kamaté a comparu hier devant la

devant le centre fermé pour réfugiés de Steenokkerzeel. Ils y ont lancé quelques feux d'artifices pour attirer l'attention des détenus. Très vite une bonne vingtaine de détenus se sont présentés à leurs fenêtres.

Les individus à l'extérieur en ont profité pour faire passer l'information par rapport à la grève de la faim de cent détenus au camp de rétention de Vottem. Ils ont aussi rappelé l'émeute qui avait eu lieu il y a quelques mois au camp de Steenokkerzeel suite à la mort « douteuse » d'un détenu.

PETITE CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLTE DES CAMPS DE RÉTENTION BELGES

LUNDI 26 NOVEMBRE

Après plusieurs tentatives d'évasion et après avoir trouvé des armes « improvisées » auprès de détenus, les matons du camp fermé de Merksplas se mettent en grève. Le ministre de l'intérieur prend au sérieux l'action des matons et organise une descente impressionnante dans le camp. Des dizaines d'agents de la police fédérale envahissent le camp et passent au peigne fin le moindre petit coin. Le syndicat des matons exige que ce type de « nettoyage » (sic) prenne place de manière régulière dans tous les camps fermés et toutes les prisons.

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

Un sans-papiers d'origine algérienne meurt au petit château (centre « ouvert » pour réfugiés à Bruxelles). D'après l'autopsie, il semble qu'il avait été bourré de médicaments. C'est le sixième mort cette année au petit château.

LUNDI 9 JANVIER

Quatre sans-papiers s'évadent du camp fermé de Steenokkerzeel. Il semble que ces quatre hommes aient escamoté deux barreaux de fenêtre pour recouvrer leur liberté. Le camp fermé 127 bis de Steenokkerzeel se trouve en bordure de piste de l'aéroport de Bruxelles. Ouvert en mars 1994, il accueille les demandeurs d'asile déboutés et ceux toujours en attente d'une réponse mais dont l'Office des étrangers estime qu'elle sera en général négative. La manière dont s'est déroulée l'évasion et où se trouvent les évadés n'est toujours pas clair pour la police. Un des quatre allait être expulsé ce jour-là. Bonne route !

JEUDI 10 JANVIER

Les fenêtres de la régie des bâtiments (gestionnaire des camps fermés et des prisons) sont cassées. Le slogan « la révolte de Merksplas te poursuit » est laissé sur le mur.

MERCREDI 16 JANVIER

À Anvers, quelques trois cents personnes manifestent contre la chasse menée contre les sans-papiers.

SAMEDI 19 JANVIER

Une soixantaine de personnes des alentours de Willebroek manifestent devant le centre fermé de Bruges. C'est une manifestation en solidarité avec Victor, un sans-papier de Puurs qui avait été arrêté la semaine précédente lors d'une rafle dans le train Malines-Bruxelles. Il avait ensuite été enfermé au centre de Bruges dans l'attente de son expulsion.

VENDREDI 8 FÉVRIER

À la maison communale de Saint-Gilles, un demandeur d'asile apprend que sa demande de régularisation est rejetée et qu'il doit signer un papier dans lequel il s'engage à quitter le territoire belge dans les cinq jours. L'homme refuse de signer et quelques employés lui tombent dessus. Un des employés en sortira avec des dents cassées, un autre avec une main cassée et une troisième femme est en état de choc. Les trois sont en incapacité de travail indéterminée.

LUNDI 18 FÉVRIER

Six personnes s'échappent du centre fermé de Merksplas. Une des six est à nouveau arrêtée à quatre kilomètres de là. Rapidement après cette évasion, une autre personne essaiera encore de s'évader, mais malheureusement cette tentative échouera.

[Source : cracpe@skynet.be, Apatride, Nosotros Incontrolados]

TÉMOIGNAGE

Visite au CRA de Metz-Desvallières

Les camps de concentration ont été l'émanation d'un totalitarisme. Dans notre prétendue démocratie cependant, que je n'entende plus dire « Plus jamais ça ! ». Que nul ne s'avise d'évoquer devant moi le devoir de « mémoire » ! « Ça » n'a jamais cessé, et au devoir de mémoire je propose de substituer celui d'action, de révolte ou, à tout le moins, de parole. Depuis ma visite au camp de rétention administrative de Metz samedi 2 février, des images du film *Nuit et de brouillard* me collent à la peau. Je me sens souillée dans ce que suis et dans ce à quoi j'appartiens. Point n'est besoin de se rendre à Cuba ! Guantanamo est venu à nous ou du moins son clone, qui a installé ses quartiers à l'ouest de notre bonne ville de Metz. Elle a pourtant l'air inoffensive, cette caserne Desvallières pimpante et rénovée. Une fois la première porte franchie ou plutôt « reverrouillée », on n'a pas encore compris qu'on allait vers l'innommable.

D'immenses clôtures grillagées surmontées de barbelés qui semblent vouloir déchirer les nuages. Une cage, une gigantesque cage, comme dans *la Planète des singes*, de Schaffner. Et dans cette cage, une dizaine de pavillons eux aussi entourés d'un périmètre de sécurité clos, de telle sorte que les occupants ne peuvent communiquer entre eux. Entre les blocs, point de commodités, aucune concession à la convivialité. Pas même un banc. Un minimalisme calculé : suite à un appel d'offres, on a opté pour le devis le moins onéreux.

L'homme que je rencontre est jeune, grand, beau et fier. La porte du parloir se referme. Dans le couloir, trois gendarmes observent leur chronomètre : j'ai quinze minutes et c'est peu. Mon interlocuteur est retenu depuis vingt-neuf jours et son séjour au CRA ne peut excéder trente-deux jours. Le temps presse. Je me hâte. Je pose les bonnes questions, je cible les points d'achoppement, j'élabore une stratégie. L'homme avoue être souffrant et grimace de douleur à chaque spasme qui lui tord les entrailles, mais à aucun moment, il ne se départira de la plus souveraine dignité. Il retient ses larmes en me contant son histoire, aussi banale que désolante. Une malencontreuse fracture au bras, l'échec à

l'examen préparé, un état de choc, la perte de repères et son corollaire, la négligence, la péremption du titre de séjour, la rafle, l'arrestation, la rétention. Le quart d'heure fatidique est écoulé. Les géoliers nous font comprendre qu'il est temps de nous retirer. Nous quémardons avec succès cinq minutes supplémentaires, puis sortons et prenons congé.

L'ouverture de la première grille n'est pas immédiate. Dehors, un homme portant une croix et coiffé d'un chapeau coloré déambule de long en large, notions qui n'ont du reste plus de sens en ces lieux. Il psalmodie une litanie dont je ne comprends pas les paroles, mais que je crois reconnaître. Jamais l'expression « ne plus savoir à quel saint se vouer » n'a été aussi vraie. Un autre est accroupi à même le sol, les yeux fixés sur quelque chose. Il est dans ce no man's land, par delà le bien, et par delà le bien et le mal, la vérité et le mensonge. Un troisième, agrippé à la clôture comme un naufragé à un radeau de fortune, me regarde partir vers une liberté que je n'estime plus mériter.

De retour dans le monde, j'entends des bruits de clefs sonner à mes oreilles. Je m'étonne de pousser une porte et de la voir s'ouvrir. Du plomb coule dans mes veines.

Le dimanche n'en finit pas de s'étirer. Je me sens ridiculement impuissante. Je noue quelques contacts, je concocte mon action. Enfin après une nuit d'insomnie, c'est lundi. Je multiplie les démarches à la vitesse de l'éclair. Le sésame est à portée de ma main, si près. Encore une demi heure, rien que trente petites minutes et je serai en mesure de stopper la machine infernale. Vite un coup de téléphone pour avertir... et au bout du fil, le verdict. Le retenu a quitté le CRA et fait route pour Roissy d'où décollera, à 14h55, un charter le ramenant dans son pays d'origine.

Je n'ai rien à ajouter, sinon que peu avant quinze heures, j'ai fait comme Prévert, dans la poésie : j'ai pris ma tête dans ma main et j'ai pleuré.

Ce récit n'est pas une fiction. Ces événements se déroulent en 2008. À quelques centaines de mètres de chez vous, des individus sont parqués tels des bestiaux avec pour seule perspective les ténèbres du bannissement. Leur crime ? Venir d'ailleurs. Réagissez avant qu'il ne soit trop tard. Sortez de votre torpeur !

[Source : RESF]

CAMPS

Connaissez-vous les "crabés" ?

Allaitement sous haute tension ! On connaissait le crabe, voilà le crabé – le bébé élevé en CRA.

Derrière un grillage, en détention, quand maman est ravagée par l'angoisse, le lait maternel n'a plus le même goût.

Avant même de fêter dans l'allégresse la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ou la Journée internationale des femmes, retour sur un autre fondamental, un peu vite oublié, la Convention Internationale des Droits de l'Enfants.

Article 2 : « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toutes formes de discrimination ou de sanction motivées par la situation juridique, les activités, les opinions déclarées ou les convictions de ses parents, de ses représentants légaux ou des membres de sa famille. »

[Source : LDH]

JUSTICE

Que se passe t-il ?

Abdel Krim Benalouach, de nationalité algérienne vit en France depuis huit ans. Vendredi dernier, il a été arrêté et conduit en centre de rétention à Vincennes.

Hier, 13 mars 2008, le Tribunal Administratif a rejeté sa demande d'annulation d'Arrêté Préfectoral de Reconduite à la Frontière, malgré la présence de sa compagne et une salle remplie de ses ami-e-s ; malgré la procédure entamée aux Prud'hommes de Nanterre contre son ancien employeur qui l'a exploité pendant plus de deux ans et qui lui doit la modique somme de 30 000 euros... Dans sa plaidoirie, son avocate a insisté sur l'indispensable présence de monsieur Benalouach lors du jugement prud'homal fixé au 28 octobre 2008 : dans cette procédure de face à face, « parole contre parole », monsieur Benalouach a impérativement besoin d'être identifié par les témoins comme ancien salarié de l'entreprise (ce qui ne peut se faire qu'avec sa présence physique au Tribunal).

C'est au titre d'ami-e-s et de proches que nous soutenons Abdek Krim Benalouach dans sa démarche de défense des droits du travail, et dans sa volonté de continuer à vivre en France au milieu des siens, de ceux et celles qu'il a choisis, de ceux et celles qui l'accompagnent depuis de nombreuses années.

Et c'est en tant que citoyens que nous nous offusquons de cette machine à expulser qui s'exerce à l'encontre des sans-papiers : hier au tribunal, des hommes, parfois pères de famille, prouvaient plus de dix ans de présence sur le territoire, un autre était installé en France depuis 1988 ! Avant-hier, au palais de justice, une femme seule dans la salle attendait la comparution de son mari, tenant un bébé de 4 mois dans les bras... Que se passe t-il ?

Les travailleurs sans-papiers n'ont que peu de marge de manœuvre pour faire valoir leurs droits, principalement parce que la législation française certifie qu'ils n'en ont pas. Or dans ce cas précis Mr Benalouach a décidé de se battre contre les employeurs trop peu inquiétés d'exploiter une main d'œuvre malléable et bon marché.

Le cas de notre ami n'est pas isolé, nous pouvons lire régulièrement dans la presse de telles injustices et quelques éclaircies, comme les luttes des travailleurs du restaurant de la Grande Armée à Paris, de Buffalo Grill, Modelux... Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider notre ami. Tous ses projets sont en train de s'écrouler. Il tient à témoigner à la fois de l'exploitation des travailleurs sans-papiers par des patrons peu scrupuleux, et d'une justice d'abattage, déshumanisée, qui ne se préoccupe que des situations administratives en laissant de côté les droits du travail et les droits de l'Homme.

QUOTAS... DE MORTS

Forteresse Europe

Une hallucinante revue de presse recensant, de 1988 à 2007, les articles faisant état de morts aux frontières de l'Europe a été mise en ligne sur forteresseurope.blogspot.com. Ci-dessous, la macabre synthèse de présentation de cette incroyable compilation.

11 855 immigrés sont morts aux frontières de l'Europe depuis 1988, dont 4 256 sont disparus en mer. En mer Méditerranée et dans l'océan Atlantique, 8 165 migrants ont perdu la vie. Dans le Canal de Sicile 2 487 personnes sont mortes, entre la Libye, l'Égypte, la Tunisie, Malte et l'Italie, dont 1 529 disparus, et 70 autres ont perdu la vie le long des nouvelles routes entre l'Algérie et l'île de Sardaigne. 4 030 personnes sont mortes au large des îles Canaries et du détroit de Gibraltar entre le Maroc et l'Espagne, dont 1 980 disparus. 885 personnes sont mortes en mer Egée, entre la Turquie et la Grèce, dont 461 disparus. 553 personnes sont mortes en mer Adriatique, entre l'Albanie, le Monténégro et l'Italie, dont 250 disparus. Et pour rejoindre l'île française de Mayotte, dans l'océan Indien, 597 personnes se sont noyées. Mais la mer on ne la traverse pas seulement à bord des pirogues. En navigant cachés à bord de navires de cargaison régulièrement enregistrés, au moins 141 hommes sont morts asphyxiés ou noyés.

Mais avant d'arriver à la mer, le Sahara est un passage obligé et tout autant dangereux. Les aventuriers africains le traversent sur des camions comme sur des véhicules tout terrains le long des pistes entre le Soudan, le Tchad, le Niger et le Mali d'une côté et la Libye et l'Algérie de l'autre. Ici au moins 1 587 personnes sont mortes depuis 1996. Mais selon les survivants, presque chaque voyage compte ses victimes. Le nombre des victimes donc pourrait être bien plus élevé. Les chiffres incluent aussi les victimes des déportations collectives pratiquées par les gouvernements de Tripoli, d'Alger et de Rabat, désormais habitués à abandonner groupes de centaines de migrants en zones frontalières en plein désert.

En Libye les migrants sont maltraités.

Il n'y a pas de données officielles, mais au cours de l'année 2006, Human Rights Watch et Avvic ont accusé Tripoli des détentions arbitraires et tortures dans les camps pour étrangers, dont trois sont financés par l'Italie. En septembre 2000 à Zawiyah, dans le nord-ouest du pays, au moins 560 étrangers ont été tués pendant des assauts racistes.

En voyageant cachés dans les camions 283 personnes ont été trouvées mortes. Et 182 migrants se sont noyés dans les fleuves délimitant la frontière, la plupart dans l'Oder-Neisse, entre la Pologne et l'Allemagne, l'Evros entre la Turquie et la Grèce, le Sava entre la Croatie et la Bosnie ; et le Morava entre la Slovaquie et la République Tchèque. Autres 112 personnes sont mortes d'hypothermie en tentant de franchir la frontière dans les montagnes, la plupart en Turquie et Grèce. En Grèce, le long de la frontière avec la Turquie, il y a encore des champs de mines. En essayant d'entrer en Grèce après avoir traversé le fleuve Evros, au moins 88 personnes y sont mortes.

183 migrants sont morts sous le feu de la police de frontière, dont 35 aux enclaves espagnoles au Maroc, Ceuta et Melilla, 50 en Gambie, 35 en Égypte et 28 dans la province de Van, en Turquie, le long de la frontière avec l'Iran et l'Iraq. Mais d'autres personnes ont été tuées aussi en France, en Belgique, en Espagne, en Allemagne, au Maroc et en Libye. 41 personnes en fin ont été retrouvées mortes dans le train d'atterrissage d'avions de ligne, 21 personnes sont mortes à Calais ou cachés sous les trains dans le tunnel sous la Manche en direction de l'Angleterre, 2 se sont noyées en essayant traverser la Manche et 12 ont perdu la vie sous autres trains en Italie, Grèce et Suisse. D'autres données, et des témoignages sur le site internet.

[Source : Forteresse Europe]

MEUDON

Hommage à John Maïna

Une trentaine de militants associatifs, dont le président du MRAP, Mouloud Aounit, et Mgr Gaillot, ont rendu

hommage lundi à Meudon à un Kenyan de 19 ans qui s'est pendu le 15 février après avoir été débouté d'une demande d'asile [voir QSP n°21].

« J'ai été très ému par cette histoire. Un jeune Kenyan de 19 ans qui n'a pas d'autre recours que de se donner la mort... Au fond, on lui a interdit de vivre », a déclaré Jacques Gaillot, devant des militants du Réseau éducation sans frontières et du Collectif des sans-papiers des Hauts-de-Seine, réunis devant l'immeuble où le jeune homme était hébergé par France Terre d'Asile. « Cette histoire est révélatrice de ce qu'est le droit d'asile aujourd'hui : une roulette russe », a ajouté Mouloud Aounit, avant une minute de silence. Le jeune homme, John Maïna, s'était pendu dans son appartement de Meudon.

Il était entré en France le 20 mars 2006 et avait demandé l'asile trois jours plus tard : la requête avait été rejetée une première fois par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides le 6 juillet 2007, puis par la Cour nationale du droit d'asile, qui avait examiné son recours le 21 janvier.

Selon RESF et le CSP 92, le jeune homme avait quitté le Kenya pour fuir la secte Mungiki à laquelle il avait été contraint d'adhérer à 17 ans. Le club d'athlétisme parisien Championnet Sports, où s'entraînait John Maïna, lui a également rendu hommage samedi par une marche dans le XVIII^e arrondissement.

« Nous n'acceptons pas qu'un garçon puisse, à l'orée de sa vie d'adulte, dans la patrie des droits de l'homme, être confronté à une telle peur d'être expulsé qu'il ne voie d'autre solution que de se suicider », pouvait-on lire dans un communiqué du club.

« C'est toujours tragique quand un garçon de 20 ans met fin à ses jours. Cela vient nous rappeler que l'exil est un arrachement et que la perte de repères peut conduire quelqu'un à commettre un acte définitif », a réagi le directeur général de France Terre d'Asile, Pierre Henry. « Je me refuse à faire un lien entre la politique (migratoire) et la décision de ce jeune homme. Ce ne serait pas digne de vouloir exploiter à des fins partisanes cet événement », a-t-il ajouté.

Lui s'est envolé. Mais pas en charter...

[Source : swissns.wordpress.com]

taire qui sera fait de la loi dans cinq ans », a précisé Christian Estrosi. « Nous réfléchissons à tout cela pour le proposer au printemps dans une réforme spécifique qui pourrait intervenir », a-t-il ajouté. Dans l'entourage du secrétaire d'État, on affirme que ce projet serait lié aux prévisions d'immigration massive suite aux troubles aux Comores, alors que le gouvernement fédéral des Comores a obtenu le soutien de l'Union africaine et de Paris pour une opération militaire contre les autorités « illégales » de l'île autonome d'Anjouan, à 70 km de Mayotte.

16 000 EXPULSIONS EN 2007

L'immigration clandestine est devenue un sujet de préoccupation majeur dans les collectivités ultramarines et particulièrement sur l'île de Mayotte où vivraient entre 45 000 et 60 000 clandestins, principalement issus des Comores, plus marginalement de Madagascar. Mayotte comptait près de 186 500 habitants en 2007. Sa population s'est accrue d'un peu plus de 26 000 habitants en cinq ans (+3,1% par an). Sur les 53 000 Comoriens recensés dans l'île en 2002, l'Insee estimait que 80% d'entre eux étaient en situation irrégulière. Plus de 16 000 reconduites à la frontière ont été effectuées à Mayotte en 2006 (13 000 adultes, 3 000 mineurs), autant en 2007, un chiffre qui s'ajoute aux 25 000 expulsions annuelles annoncées par le ministère de l'immigration.

En février 2006, dans son rapport d'étape, la mission d'information sur l'immigration à Mayotte, créée le 11 octobre 2005 à l'initiative du président de l'Assemblée nationale, suite aux déclarations de François Baroin, n'avait pas jugé nécessaire de remettre en question le droit de la nationalité mais seulement de « se donner les moyens d'appliquer le droit existant » et « d'instaurer un état civil fiable ». « Tant que l'on ne saura pas qui est qui, il est illusoire d'espérer éloigner la majorité des clandestins présents à Mayotte », relevait à l'époque le rapporteur UMP de la mission parlementaire, Denis Quentin, qui faisait état de cas ubuesques d'enfants plus âgés que leur mère ou celui de « Français sans papiers » « parce qu'incapables de fournir des justificatifs prouvant la nationalité de leurs parents ».

[Source : Le Monde]

LETTRE OUVERTE

Pour la suppression des visas de transit aéroportuaires

Vingt-et-une organisations, membres de la Coordination française pour le droit d'asile et de l'Anafé, demandent aux ministres de l'immigration et des affaires étrangères la suppression des visas de transit aéroportuaires.

Monsieur le Ministre, Vous venez de réviser, conjointement avec Monsieur le Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, la liste des États dont les ressortissants sont soumis au visa consulaire de transit aéroportuaire (VTA). Vous avez effectivement co-signé deux arrêtés publiés successivement les 24 janvier et 2 février 2008 qui ajoutent respectivement à cette liste les ressortissants de Djibouti et les Russes provenant d'un aéroport d'Ukraine, de Biélorussie, de Moldavie, de Turquie ou d'Égypte.

L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, dont la plupart de nos organisations sont membres, s'est régulièrement inquiétée ces dernières années de l'ajout de pays sur cette liste (Haïti, Côte d'Ivoire, Cuba). Le 4 février 2008, elle a dénoncé publiquement les mesures qui visent cette fois à empêcher le départ vers la France de réfugiés somaliens et tchétchènes. En effet, les Somaliens étant soumis au VTA depuis son invention en 1995, certains cherchent à se munir d'un passeport de Djibouti pour venir demander l'asile en France. D'autre part, la mise en place des VTA pour les ressortissants russes en provenance de certains aéroports ciblés vise évidemment les demandeurs d'asile d'origine tchétchène.

Cette liste de visas ciblant les États qui génèrent potentiellement des arrivées de réfugiés comporte désormais trente-quatre nationalités, parmi lesquelles figurent entre autres les Afghans, les Érythréens, les Irakiens, les Libériens, les réfugiés palestiniens ou encore les Sri Lankais.

Nous craignons que ce type de mesure engendre des trafics de passeports et contribue à renflouer les filières dites clandestines. En l'absence de voies d'entrée légales, ces personnes n'ont en effet

souvent d'autre solution que d'utiliser un passeport d'une autre nationalité.

Nous craignons également que ces mesures poussent davantage des réfugiés à emprunter par n'importe quel moyen les voies maritimes et provoquent les drames que personne ne peut ignorer aux portes de l'Europe.

La politique de la France en matière d'asile vient d'être critiquée par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Pour sa part, dans son avis adopté le 29 juin 2006, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme recommandait aux autorités françaises de s'abstenir « d'imposer l'exigence de visas de transit aéroportuaire aux ressortissants de pays en grande instabilité politique et en proie à la violence dont sont originaires de nombreux demandeurs d'asile ». Afin que soient respectés les engagements internationaux de la France en matière de protection des réfugiés, et notamment le principe de non-refoulement consacré par la Convention de Genève de 1951, nous vous demandons d'abroger dès à présent les arrêtés précités, ainsi que tous ceux qui risquent d'y contrevenir directement en mettant en danger les ressortissants de pays en proie à une grande instabilité politique et à la violence.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Paris, le 22 février 2008

ACAT, AISEF, Anafé, APSR, Comède, Comité Tchétchénie, Coviam, Emmaüs France, FASTI, Fédération de l'Entraide Protestante, FNARS, Forum Réfugiés, France Terre d'asile, GAS, GISTI, LDH, MRAP, Primo Levi, Secours Catholique, Syndicat de la Magistrature, Toits du Monde d'Orléans.

[Source : GISTI]

[Le 10 février, l'Anafé et le Gisti engageaient un recours devant le Conseil d'État contre ces arrêtés étendant la liste des pays concernés par ces "VTA" à des États dont les ressortissants bénéficiaient jusque-là du droit d'asile en dépit des critères exagérément restrictifs de l'OFPPRA (Tchétchènes, Somaliens, Cubains, Colombiens ou Ivoiriens). L'Anafé aura ainsi établi que c'est bien contre ceux qui ont le plus besoin du droit d'asile que ces arrêtés ont été prononcés... QSP]

PROPAGANDE

Envoyé très spécial

Suite à un reportage très controversé sur les expulsions, diffusé sur France 2, le 7 février dernier, dans l'émission *Envoyé Spécial*, une cinquantaine de réactions indignées et virulentes ont été adressées au médiateur de la chaîne par des défenseurs des étrangers en situation irrégulière, ou par des personnes choquées par l'absence de débat contradictoire lors de ce reportage. Le médiateur de la chaîne est censé relayer les réactions, les rendre publiques, et apporter des explications aux questions posées. Or aucun de ces témoignages n'a été diffusé. La mise en place de ce médiateur est un décorum, et la soi-disant possibilité de réagir un leurre. Seuls deux intervenants très mesurés ont été interviewés. Par conséquent j'ai décidé de rendre publics ces témoignages passés sous silence. Ils démontrent simplement combien des vérités objectives dérangent certains médias, notamment France 2. Si nous n'avions pas la naïveté de croire en l'indépendance totale de cette chaîne publique vis à vis du Pouvoir politique, nous ne pouvions cependant pas imaginer qu'elle puisse être utilisée comme outil de propagande par le Ministre de l'Immigration et de l'Identité Nationale en personne. En effet cette émission tentait de présenter des camps de rétention « administrative » à visage humain, et de justifier cette politique du chiffre prônée par Monsieur Hortefoux.

EXTRAITS

« Je suis outrée par le manque d'impartialité du reportage d'Envoyé spécial sur les expulsions. Je suis proche le mouvement des sans-papiers, et ai été visiteuse du "centre" de rétention administrative de Oissel (76). Je peux vous affirmer que les conditions de rétention sont abominables, que les droits élémentaires des étrangers sont bafoués, preuves à l'appui. J'appréciais les reportages d'Envoyé spécial mais je vous garantis que s'il devient une annexe de la propagande xénophobe du Ministère de l'Identité Nationale, j'appellerais au boycott de votre émission. »

« En 2005, un réseau de visiteurs du "centre" de rétention de Oissel en Seine Maritime a été constitué. Il ne s'agissait pas de "gauchistes" comme sont souvent présentés les défenseurs des sans-papiers, mais de simples citoyens, pour la plupart non militants, indignés par les conditions "d'accueil" des immigrés sans-papiers retenus dans ces centres. J'ai effectué plusieurs visites. Je me suis présentée seule la première fois sans titre associatif et sans mandat de la justice, ce qui m'a permis de réaliser à quel point un mandat pouvait protéger de l'arbitraire. En effet, j'exerce une profession sociale, à ce titre, je suis amenée à visiter des détenus en maison d'arrêt. J'ai constaté que le climat des "centres" de rétention est sans commune mesure, alors qu'il y a pourtant beaucoup à dire sur les conditions d'incarcération en prison. Ma première visite au "centre" de rétention m'a profondément bouleversée, au point que j'ai préféré ne plus m'y présenter seule ultérieurement. »

« Tout d'abord, nous subissons une attente pratiquement systématique (quarante minutes dans mon cas) sans explication.

Ensuite deux policiers en armes viennent vous chercher, et vous encadrent dans l'enceinte du "centre" durant le trajet entre la grille et le centre, d'une dizaine de minutes à pied. Dans ces conditions je peux vous dire que c'est une éternité ! L'hostilité manifeste de ces gardiens en armes et la sensation oppressante de rentrer dans une zone de non-droit vous conduit à vous poser ce type de question "Ai-je prévenu quelqu'un de ma visite, et si l'on me retenait ici pour X raisons." Arrivée dans les locaux du "centre", nouvelle attente. Les gardiens présents vous toisent, en prenant leur café, vous laissez debout un certain temps dans un couloir sans lumière. Mes affaires personnelles ont été déposées dans un placard ouvert. Ensuite intervient une fouille au corps avec palpation, ce qui est profondément choquant, inacceptable, et m'a profondément troublée. J'étais là en tant que simple visiteuse je ne transportais ni bombes ni armes, ne visitais pas de terroriste ni de criminels, mais simplement des personnes sans défense, privées de titres de séjour. »

« Savez-vous que chaque visiteur du "centre" de rétention est irrémédiablement fiché ? Il est vrai qu'il existe un nouveau délit institué par Nicolas Sarkozy, et puni par la loi, "le délit de solidarité", je trouve qu'il s'agit là d'un "beau" délit et le revendique ! Des gardiens se tiennent à l'entrée de chaque pièce minuscule où ont lieu les visites. Nous nous entretenons avec les retenus portes ouvertes, à ma deuxième visite le policier se tenait dans la pièce même intervenant dans le dialogue : ce qui constitue une violation du règlement du "centre" de rétention que nous avons mis près d'un an à nous procurer auprès de la Préfecture de Seine-Maritime ! Le "centre" de rétention d'Oissel est situé à vingt kilomètres de Rouen au fin fond de la forêt des Essarts. Il n'y a aucun transport public à proximité. Savez-vous que des femmes seules, des familles avec des enfants ont été libérées en pleine nuit en forêt sans moyens de transport et sans argent ? Quant aux témoignages des retenus, un ressortissant Algérien m'a expliqué que personne ne l'avait averti des délais très brefs de recours, la seule représentante de la Cimade à l'époque étant en congés. Il m'a parlé des expulsés que l'on vient chercher à trois heures du matin dans leur cellule, pour les traîner de force hors du "centre" et les conduire à Roissy. Ces hommes et ces femmes hurlent de terreur et de détresse et tentent de s'accrocher désespérément au mobilier. Risque-t-on sa vie dans une grève de la faim dans un lieu où les libertés et la dignité humaine sont respectées ? Tente-t-on de mettre fin à ses jours ? S'évade-t-on si l'on croit en la Justice de ce pays ? Les avocats nous disent qu'il est pratiquement impossible de trouver des interprètes, alors que c'est un droit pour les étrangers. Les compatriotes des retenus tentent tant bien que mal de les assister lors de la première audition, dont la préparation est souvent bâclée, dans une salle commune sonore, les défenseurs ne disposant d'aucun endroit où se "poser" avec leurs clients et étudier leurs droits. »

[...] « Les familles sans papiers ont aussi "le privilège" de voir incarcérer leurs enfants. Ceux-ci sont coupés de leur environnement de leur scolarité, voire de leur région. Si "par bonheur" ils sont libérés peut-on imaginer que le cours de leur vie se déroule comme avant après un tel traumatisme ? Faut-il vous parler de cette fillette de neuf ans qui a passé toute la durée de sa rétention un cartable au dos, avant d'être expulsée, "parce qu'elle voulait retourner à son école". »

[...] « Oui le Ministère de l'Identité Nationale est bien le Ministère de la Honte Nationale. Il ne peut pas exister de société à deux vitesses, où une catégorie de citoyens est humiliée, arrêtée au faciès, raflée dans les foyers, discriminée, retenue, violente physiquement et psychologiquement. Il n'existe pas de division de l'espèce humaine en différentes catégories, et lorsque cela se profile, comment ce régime se nomme-t-il ? Oui, les camps de rétention doivent fermer car ils constituent un univers inhumain et dégradant pour les personnes retenues, et il s'agit d'une violation des Libertés fondamentales ! Une circulaire de l'Union Européenne voudrait augmenter la durée de la rétention de trente deux jours à dix-huit mois ! Comment pensez-vous que les défenseurs et soutiens des sans-papiers se sentent, après avoir été confrontés à de telles injustices, lorsqu'ils on été impuissants à éviter leur expulsion ? Lorsque je pense à toute cette famille expulsée en Géorgie, lorsque je me demande s'ils sont aujourd'hui torturés, assassinés, ou emprisonnés. Lorsque je pense à une jeune maman si confiante en les lois de ce pays que j'ai du mal à considérer à présent comme le mien, j'ai parfois du mal à trouver le sommeil ! En diffusant ce témoignage rédigé en toute honnêteté, car tout ce qui est dit est rigoureusement exact, Monsieur le médiateur vous ferez preuve d'impartialité et d'intégrité, car je doute qu'il existe encore dans la presse écrite et dans les chaînes de télévision des espaces de parole indépendants, à quelques exceptions près. Espérant que ce témoignage sera diffusé pour rétablir une vérité objective, recevez mes meilleures salutations. »

« J'attends d'une chaîne publique qu'elle ne soit pas un organe de propagande du gouvernement. En particulier en ce qui concerne l'immigration, à l'heure où toute notion d'humanisme semble avoir abandonné les hommes politiques. La teneur du reportage d'Envoyé Spécial était particulièrement nauséabonde. Le parti pris est clair. Il y a dix ans, les auteurs auraient été conspués et rejetés de la profession pour racisme flagrant. Ce reportage apporte sa pierre au discours officiel et aucune information. Cela porte un nom : la propagande. Ainsi, silence sur les conditions inhumaines de détention des sans-papiers.

Croient-ils que les multiples grèves de la faim sont faites de gaieté de cœur ? Silence sur les méthodes policières de chasse à l'immigré (rappel de la définition d'une rafle : une rafle est une arrestation en masse d'une partie ciblée d'une population, faite à l'improviste et organisée par la police). Silence sur la cause de ces comportements policiers dignes de la milice : les fameux quotas d'expulsion. Silence sur les différentes associations humanistes qui dénoncent ces faits et auraient pu apporter un contre-poids, même léger, à ce reportage partisan (en oubliant tout de même d'inviter Amnesty, car elle place désormais la France aux côtés de la Turquie sur la question des droits de l'homme). J'espère que cette voix, qui n'est pas isolée, pourra être relayée par vos soins à l'antenne. »

« Ce reportage est insupportable, comme avant chaque élection la propagande est aux ordres. Ce reportage est intolérable, mais les mots sont bien faibles. Nos médias se sont surpassés, sur cet "Envoyé spécial nausée". Non seulement l'Office de Radiodiffusion Télévision Française est là et bien là, avec ses médias ; mais avec cet "Envoyé TRÈS spécial" a atteint un cran supplémentaire, une ligne jaune est franchie. Une phrase, prise au vol : "Mais monsieur, comment vous avez osé faire des enfants alors que vous êtes en situation irrégulière sur le territoire" : l'enfant est scolarisé et né... sur le territoire, mais cette phrase "d'Envoyé Spécial Sarko-le Pen", reste soft, par rapport au reste... (...) »

« Le reportage sur la politique d'expulsions de sans-papiers était digne de l'époque de l'ORTF et de sa chaîne organe du pouvoir. C'était d'une rare malhonnêteté. Un journaliste digne de ce nom doit pour traiter un sujet donner au moins deux opinions contradictoires. La moindre des choses aurait été de donner la parole à un membre du RESF, de la Ligue des droits de l'homme, de la Cimade. Non, rien du tout, un reportage de commande, de la pure propagande digne de n'importe quelle dictature de Staline à Pinochet qui ne laisserait aucune place à la contradiction, à l'opposition. Bravo les journalistes serviteurs de l'État-république bananière ! »

« Hier soir, j'ai eu l'impression d'être face à un programme de désinformation, voire de propagande. Le sujet était les expulsions de sans-papiers. On y voit beaucoup de policiers "volontaires et formés" et "floutés" nous expliquer et expliquer aux expulsés qu'ils ne sont qu'un maillon de la chaîne (pas de télévision) et là pour que tout se passe bien. Ce n'est pas de leur faute si certains sans-papiers ne veulent pas rentrer "chez eux", un chez eux qui parfois n'est même pas chez eux et qu'ils sont obligés de rentrer l'expulsable dans l'avion par "la bascule" (porté allongé, menotté et jambes scotchées). Ils ne se rebellent que pour "faire courir les policiers", qui sont décrits comme sympas... Sympas étaient peut-être, aussi, les policiers de la BAC d'Amiens qui ont proféré des saluts néo-nazis dans un bar (info France Inter). Mais revenons à notre reportage pédagogique. On y voit des passagers indifférents voir agacés ("elle va crier longtemps ?", "j'espère qu'elle va se calmer"). Parfois, déclare un policier, il y a des incidents, des gens qui ne connaissent pas le dossier sont touchés par la compassion et prennent parti pour les voyous. On y apprend que la communauté Rrom accepte de se faire expulser afin de toucher l'aide à la reconduite de 300 par adulte, puis revient en France pour manger notre pain... oups... pour toucher à nouveau la prime et au passage les allocations ! J'en passe et des meilleures, pour la simple et unique raison que je n'ai pas pu regarder ce reportage en entier. Ma télé et surtout ma compagnie n'auraient pas supporté tous les jurons que m'ont procurés ce "reportage pédagogique" comme l'explique, gênée, la journaliste invitée sur le plateau après son reportage de propagande. Elle nous apprend que si le ministère de l'Immigration et d'autres concepts nauséabonds a commandé ce reportage c'est pour expliquer les mécanismes compliqués de cette procédure "sensible". Non seulement, on vient de voir un reportage de propagande, mais en plus elle assume. À force d'accuser TF1 de sarkozysme, on en oublie parfois, que France 2 est une chaîne de service public, donc au service du pouvoir ! Le reportage n'est pas encore visible sur le site de l'émission, mais on peut déjà contacter la chaîne, pour protester contre ce type de reportage. De plus ils sont obligés de répondre, alors n'hésitez pas : protestez !!! »

[Source : antidelation.lautre.net]

TÉMOIGNAGE

Vol Paris-Casa du 27 février La police menace puis violente...

Je faisais partie des passagers du Vol Paris-Casa hier, lors du contrôle de passeports, un policier m'a remis un papier : voila ce qui était écrit dessus c'est manifestement une menace pour les passager qui se montreraient trop solidaires des expulsés.

NOTICE D'INFORMATION

Mesdames, Messieurs,
Vous avez peut être été sollicités, à titre personnel ou par des incitations, pour vous opposer à l'embarquement d'une personne expulsée de France en vertu d'une décision légale prise par une instance administrative ou judiciaire et qui embarquera sur le vol que vous empruntez aujourd'hui. Les éléments suivants doivent être portés à votre connaissance, afin que nul n'en ignore.

La décision de reconduite d'un étranger est un acte légitime de l'État français, qui s'exécute après que toutes les voies de recours aient été épuisées.

À ce titre, le fait d'entraver de quelque manière que ce soit la navigation et la circulation des aéronefs et d'empêcher le départ de cet aéronefs en incitant les passagers à faire débarquer une escorte policière ainsi que l'étranger non admis sur le territoire national ou reconduit hors des frontières françaises, en opposition avec les règles de sécurité et les procédures applicables aux décollages aéronefs, est un délit prévu et réprimé par l'article L 282-1 4° du code de l'aviation civile.

Ce délit sera puni d'une peine de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 18.000 euros.

La tentative est punie des mêmes peines.

1. En outre, l'outrage et la rébellion, délits prévus et réprimés par les articles 433-5 et 433-6 du code pénal, pourront également être retenus à l'encontre de l'auteur, qui encourra une peine de 6 mois d'emprisonnement et d'une amende de 7.500 euros. Si ce délit est commis en réunion, la peine sera d'un an d'emprisonnement assortie d'une amende de 15.000 euros.

2. Enfin, la destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui (tels que les matériels composant l'aéronef...) est un délit prévu et réprimé par l'article 32261 du code pénal.

L'auteur de ces faits pourra être puni d'une peine d'emprisonnement de deux ans et d'une amende de 30.000 euros.

Toutes ces peines pourront vous être appliquées sans préjudice de recours civils engagés à votre encontre par la compagnie aérienne, pour réclamer des indemnités de dédommagement. Nous vous prions de ne pas vous associer à cette consigne et de respecter scrupuleusement les instructions de sécurité de la compagnie aérienne, lors des phases de roulage et de décollage de l'appareil.

Le directeur de la PAF de Roissy Charles-de-Gaulle

Une fois dans l'avion, nous sommes entrés par le devant de l'avion et après quelques minutes, on a entendu des cris à l'arrière de l'appareil, c'étaient des étrangers accompagnés de policiers qui devait être expulsés, plus tard on saura que c'était des maliens. Ils n'étaient pas brutalisés

par les policiers, mais ils étaient désespérés, leurs cris étaient comme des coups de poignards dans le coeur, les protestations ont commencé à fuser, et des personnes sont parties parler aux policiers à l'arrière, il y a eu des échanges, pas d'insultes, le ton est parfois monté mais ça restait « correct », cela a duré une demi-heure environ, peut être plus, tout s'est calmé, certains ont regagné leur place, ensuite les CRS ont débarqué dans l'avion, dix-sept selon une dame, avec des boucliers, ils ont commencé à arrêter certains passagers de façon musclée, puis on nous a menacé d'arrestation si on essayait de filmer avec nos portables, ou si on protestait... Nous avons été choqués, des passagers ont fait des malaises, puis le commandant de bord a demandé à faire évacuer l'avion, à peu près une demi-heure plus tard, le commandant a demandé aux passagers s'ils acceptaient de remonter dans l'avion, deux passagers ont refusé, les policiers et les maliens n'étaient plus dans l'avion parce qu'ils avaient raté leur correspondance à Casa pour Bamako. L'avion a donc décollé sans six passagers (deux sont partis et quatre ont été arrêtés), le reste des passagers était terrifié...

[Source : RESF]

[Rappelons ici les jurisprudences à répétition qui relaxent systématiquement les passagers poursuivis pour "délit de solidarité". Cette semaine, c'est Khadija qui a été relaxée par le tribunal de Bobigny, après François Auguste, à Lyon, Florimond, à Marseille, ou Marie-Françoise Durupt, également à Bobigny, en septembre dernier. Ainsi, lorsque la police interpelle des passagers – et, carrément, les empêche de partir –, elle est désavouée par les juges. Lorsqu'en plus elle maintient ces passagers en garde-à-vue – plus de 48 heures ! –, elle commet des voies de fait certainement condamnables. De toute évidence, les jugements qui accordent la relaxe aux passagers ainsi poursuivis mériteraient d'être complétés par la condamnation des auteurs de ces actes abusifs – et le dédommagement des victimes. QSP]

REMISE EN CAUSE DU DROIT DU SOL

Christian Estrosi envisage de modifier l'application du droit du sol à Mayotte

Restreindre les conditions d'accès à la nationalité française dans les collectivités d'outre-mer, confrontées à une immigration clandestine importante. L'idée avait déjà été avancée par François Baroin en septembre 2005, alors qu'il était ministre de l'outre-mer, provoquant une vague de protestations à gauche. À son tour, le secrétaire d'État à l'outre-mer, Christian Estrosi, a relancé le débat, vendredi 22 février, sur France 2, en envisageant qu'un enfant né de parents en situation irrégulière sur l'île de Mayotte ne puisse plus demander la nationalité française.

« Nous avons aujourd'hui à Mayotte 30 % de la population qui est en situation clandestine, irrégulière, et dans dix ans, elle pourrait être majoritaire par rapport à la population franc-mahoraise [de Mayotte] », a-t-il souligné. Selon le secrétaire d'État, « il est important d'envoyer un signe fort ». « Nous pourrions prendre une décision exceptionnelle qui fasse que tout enfant né de parents en situation irrégulière ne puisse plus réclamer son appartenance à la nationalité française », a-t-il affirmé. Ce serait « pour le moment » expérimental « avec un inven-

Impossible d'entrer dans le tribunal, selon les policiers, les salles sont pleines. Pleines de quoi ? L'histoire ne le dira pas, mais il y avait bien de la place pour d'asseoir. En tout cas ces mêmes personnes, quelques cent autres lycéens et quelques étudiants se rassemblent l'après-midi devant la mairie du XIII^{ème}, et demandent à voir le maire, pour lui rappeler ses promesses d'éclaircir toute cette histoire et de soutenir les raflés. Le maire est occupé. Une délégation est finalement reçue par des adjoints qui lui explique qu'ils ne peuvent rien faire à un niveau local, et bonne journée, et... ah oui ! N'oubliez pas de voter !

D'autres rassemblements et manifestations ont eu lieu dans les jours qui ont suivi...

JEUDI 14 FÉVRIER

Soixante-dix résidents du foyer sont au camp de rétention de Vincennes. Ce jour-là, quatre-vingt trois personnes comparaissent devant le juge des libertés et de la détention. Le soir, vers vingt-deux heures, d'après des militants présents à l'audience, seules dix-sept comparutions sur quatre-vingt trois avaient eu lieu. Dix levées de rétention et dix prolongations de quinze jours. Pour les annulations de rétention le parquet a fait appel, et pour les confirmations les détenus ne semblaient pas avoir de passeports sur eux, donc non expulsables rapidement. Il restait donc environ soixante personnes à faire passer en une nuit (il fallait entrer dans la période des vingt-quatre heures administratives pour être présenté devant le JLD après le placement en camp). Il semblerait pour que tous les retenus envoyés à Rouen, le tribunal ait annulé la rétention pour dix-sept sauf un.

LUNDI 18 FÉVRIER

Il restait trente et une ou trente-deux personnes au camp de rétention de Vincennes sur soixante-douze au départ. Les autres ont été libérés sauf un expulsé. Au CRA 2 de Vincennes, pour au moins trois personnes, mais probablement pas beaucoup plus, la préfecture détenait les passeports, ce qui rendait donc ces personnes expulsables sans passer par le consulat...

MERCREDI 20 FÉVRIER

Il resterait dix-sept personnes du foyer à passer au tribunal administratif pour aujourd'hui et demain et environ vingt-cinq étaient encore en rétention. La préfecture n'avait pas de passeport, au mieux une photocopie, et dix APRF avaient été invalidés.

MERCREDI 27 FÉVRIER

Tentative violente d'expulser deux résidents du foyer mais qui se solde par un échec [voir page suivante]. Une personne a été relâchée, l'autre est passée le 1^{er} mars devant un juge pour refus d'embarquement. Il a reçu un rendez-vous le 17 avril à neuf heures au palais de « justice » de Bobigny, 16^{ème} chambre correctionnelle. Les quatre passagers interpellés pour « manifestation dans l'avion » ont été relâchés. Ils ont reçu un rendez-vous le 18 avril devant un juge. Leur cas sera suivi.

JEUDI 28 FÉVRIER

Deux expulsions étaient prévues le matin, expulsions qui ont pu être effectuées. Des gens étaient là pour avertir les passagers à l'embarquement mais les flics ont fait partir les

expulsés par un autre vol que celui initialement prévu pour lequel tout le monde s'était mobilisé.

L'après-midi deux résidents du foyer ont été expulsés, malgré la présence de militants informant les passagers de la situation. Là encore les flics distribuaient des tracts menaçants aux passagers.

VENDREDI 29 FÉVRIER

Deux personnes devaient être expulsées, mais deux militants étaient là pour prévenir les passagers qui ont fait échouer l'expulsion. Sur les deux personnes qui devaient être expulsées, une, qui n'était pas du foyer a été reconduite au camp de rétention de Vincennes et expulsée peu après, l'autre, Mr Sidibé résident du foyer des Terres-au-curé a été libéré dès le lendemain et est convoqué au TGI de Bobigny le 17 avril à neuf heures devant la 16^{ème} chambre (comme Mr Sissako le rescapé de mercredi).

MARDI 4 MARS

Deux, voire trois expulsions auraient été prévues. Ce n'était pas des gens du foyer qui devaient être expulsés ce jour là, selon les infos que l'on a eues ensuite et après que des personnes du foyer aient fait des recherches.

SAMEDI 8 MARS

Deux expulsions prévues de résidents du foyer et une autre expulsion vers Bamako évitées grâce à la mobilisation d'une quinzaine de personnes informant les passagers. Ces derniers ont protesté malgré le tract d'intimidation distribué par la police. Le commandant de bord n'a cédé et a fait descendre les expulsés que sous la pression des passagers. Il restait le 8 mars onze personnes du foyer en rétention.

RÉCIT D'UN PASSAGER

Quand nous sommes entrés dans l'avion il y avait les trois expulsés, ils étaient attachés et ils criaient, nous avons demandé à voir le commandant de bord, nous l'avons vu mais au début il n'a rien dit. Les policiers nous avaient distribué le papier qui dit qu'on ne doit rien faire mais on n'en a pas tenu compte, on a dit qu'on le déchirerait en arrivant au Mali parce que ce que faisait la police ce n'était pas normal. Après ils ont mis du tissu sur la bouche des expulsés pour les empêcher de crier, et ils étaient violents avec eux, un des expulsés pleurait. On a dit au commandant de bord qu'on ne partirait pas comme ça et que si l'avion partait quand même il aurait beaucoup de problèmes lui et sa compagnie en arrivant au Mali. On n'a pas pris de photos parce qu'on avait quand même un peu peur.

Tous les passagers étaient solidaires, le personnel était aussi globalement opposé à cette expulsion, une hôtesse de l'air est même partie en pleurant et n'est pas revenue. On a beaucoup insisté auprès du commandant de bord qui a fini par demander aux policiers que les expulsés descendent. Ils ont été débarqués. Puis l'avion est parti avec une heure trente de retard.

En arrivant à Bamako, il y avait beaucoup de policiers français ce qui est inhabituel, je pense que c'était pour protéger l'escorte des expulsés mais comme ils n'étaient plus dans l'avion, il ne s'est rien passé.

Finalement les trois expulsés du vol Paris Bamako d'hier viennent d'être libérés sous contrôle judiciaire. Leur procès aura lieu le 2 mai.

QSP

COMMUNIQUÉ LDH

« Midnight express », à Vincennes ?

CAMP DE RÉTENTION DE VINCENNES
NUIT DU 11 AU 12 FÉVRIER

Brimades, insultes, « renforts » policiers. Tirs au « Taser ». Un « retenu », touché à la poitrine, perd connaissance et se réveille à l'Hôtel-Dieu avec le bras en écharpe et de fortes contusions à la tête, nécessairement postérieures à sa perte de connaissance. Ceux qui ne se sont pas évacués peuvent témoigner... tant qu'ils sont encore en France.

Les autres « retenus », à qui on ne reproche rien, sont refoulés dans leurs chambres. Aux coups de matraques répondent des brûlures de cigarettes sur deux matelas.

Rappelés, les « renforts » dégradent des objets personnels, piétinent un Coran. On fait descendre dans la cour y compris ceux qui dormaient. Certains sont habillés, d'autres non. On ne laisse aucun d'eux prendre un vêtement.

Dans la cour, fouille intégrale. Ce n'est ensuite qu'un par un qu'ils peuvent rentrer au chaud. Cela dure jusqu'à quatre heures du matin.

Khaled, ressorti de l'hôpital le 14 février, a été reconduit au CRA de Vincennes. Depuis dix jours, il n'a reçu aucun soin, n'a vu ni médecin ni infirmier. Le bandage de son bras est sale et ensanglanté.

UNE ENQUÊTE DE L'IGS EST EN COURS

Ces faits se sont déroulés dans un lieu évidemment abrité des regards indiscrets, sur le territoire de la République française, en février 2008. La Ligue des Droits de l'Homme, le Syndicat de la Magistrature et le Syndicat des Avocats de France, qui ont décidé de constituer sur ces très graves événements une mission d'enquête de leur Commission Citoyens Justice Police, appellent l'ensemble des médias à leur donner l'écho qu'ils méritent. Il est temps que chaque Français sache ce que l'on fait en son nom.

[Source : LDH]

CAMP DE VINCENNES

La police confirme l'usage du Taser

Il y a quinze jours, au cours d'une intervention musclée au camp de rétention de Vincennes, un policier a fait usage d'un Taser.

Des associations ont dénoncé à plusieurs reprises l'usage de ce pistolet à impulsion électrique lors de la nuit du 11 au 12 février. La Cimade, a adressé dès le lendemain des heurts un courrier à l'IGS.

Deux enquêtes ont été ouvertes, l'une administrative et l'autre judiciaire.

Au moins six personnes retenues, citées comme s'étant plaintes de mauvais traitements, devraient être entendues ainsi que le policier qui a fait usage de son Taser, selon la préfecture de police. « C'est certain qu'il y a eu un usage de moyens de contrainte. La question qui se pose est le caractère légitime ou non de l'usage de la violence. L'enquête de l'IGS va trancher », a assuré cette dernière.

La préfecture de police, tutelle des camps de rétention parisiens, a retracé à l'AFP les événements de cette nuit mouvementée. Vers 23h30, le 11 au soir, après l'extinction des téléviseurs, il y a un refus collectif de regagner les chambres, avec une rébellion violente de certains retenus qui ont dégonflé les portes et sortis des matelas, ce qui provoque une demande de renfort des policiers du centre. Une soixantaine de policiers extérieurs sont arrivés vers minuit quinze. Selon les éléments de la préfecture, un homme notamment « se rebelle et refuse violemment de regagner sa chambre : les policiers décident de le maîtriser avec le Taser, un seul coup de Taser. » Ce retenu « qui continue à se débattre après le coup de Taser » et que les policiers « essaient de maîtriser » se blesse alors « en heurtant un lit métallique », explique la préfecture, précisant qu'il sera hospitalisé quatre jours.

« Dans les échauffourées, un autre homme est blessé et hospitalisé quelques heures », a ajouté la préfecture. Les autres retenus ont regagné leurs chambres vers deux heures du matin mais des départs de feu volontaires dans trois chambres nécessitent leur évacuation, dans les salles communes ou dehors, pour permettre l'intervention des pompiers.

[La préfecture dit ne pas avoir connaissance du fait qu'un coran a été piétiné et déchiré, alors que deux plaintes ont été déposées. QSP]

REMISE EN LIBERTÉ D'UN RETENU BLESSÉ DANS DES VIOLENCES

Un Tunisien de 19 ans, blessé au cours de cette intervention, a été remis en liberté mercredi par un juge du tribunal de grande instance de Paris.

Il a notamment reçu un coup de pistolet à impulsions électriques en pleine poitrine, a affirmé à l'AFP l'une de ses avocates Dominique Noguères.

La juge a refusé de prolonger de quinze jours son placement en CRA, arguant d'un « défaut de diligence de l'administration » pour faire confirmer sa nationalité tunisienne, nécessaire avant toute expulsion du territoire.

Hospitalisé pendant trois jours, Khaled s'est vu délivrer par l'unité médico-judiciaire de l'Hôtel-Dieu un certificat faisant état notamment de contusions au niveau du nez, d'un « hématome au coude gauche » nécessitant une attelle et des agrafes sur le crâne, a-t-elle rappelé à l'audience.

« Ce qui s'est passé est d'une extrême gravité. Il est fondamental qu'on ne puisse tolérer ce genre de choses », a plaidé Me Noguères.

« Personne n'a fait attention à moi. Je ne savais pas s'ils allaient me soigner ou s'ils allaient me renvoyer au bled », a expliqué Khaled au cours de l'audience.

Le jeune homme a déposé plainte à la suite de ces violences. Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à l'IGS.

Il a été entendu une première fois sur son lit d'hôpital et les policiers de l'IGS l'ont convoqué pour une nouvelle audition.

Bien que remis en liberté, Khaled reste sous le coup d'une interdiction du territoire français de trois ans.

[Source : AFP]

Où l'on discute aussi du recours au Taser dans le cadre d'expulsions d'étrangers...

Personne ne songe à utiliser un pistolet lors d'expulsion, alors pourquoi un Taser ? Alain Bovard, juriste à Amnesty International Suisse, revient sur les arguments des partisans du « Taser », alors que le Parlement national va voter sur son utilisation lors d'expulsions d'étrangers.

Le Taser sauverait des vies ? À en croire les partisans de ce pistolet à électrochocs, qui voudraient le voir figurer dans l'arsenal mis à disposition des forces de police dans les cas d'expulsions d'étrangers, cette arme serait tellement inoffensive et si utile qu'on se demande presque comment on a pu s'en passer.

Rappelons que selon les chiffres d'Amnesty International, cette arme censée être « non létale » est impliquée dans près de 300 décès aux États-Unis et au Canada, entre 2002 et 2007. Le Taser tue, donc. Pourtant, ses partisans prétendent qu'en utilisant ce type d'armes, on remplace une arme traditionnelle, clairement létale, par une autre qui « en principe » ne l'est pas. Cet argument, que l'on pourrait à la rigueur invoquer dans certains cas extrêmes, ne saurait l'être dans le cadre de la loi sur l'usage de la contrainte. Il signifie, a contrario, que faute de Taser, l'usage d'armes à munitions traditionnelles devrait être autorisé.

Nul pourtant ne songerait sérieusement à utiliser un pistolet dans le cadre d'une expulsion d'étrangers, même « récalcitrants ». Pas même l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui l'a expressément déclaré devant le Conseil des États le 10 décembre dernier : « Les dispositifs incapacitants ne seront pas utilisés dans le cas d'expulsions forcées. Pourquoi ? Parce que des moyens moins dangereux suffisent ! »

Dans le cadre des expulsions d'étrangers, l'usage de Taser mettrait en danger, de par son caractère potentiellement meurtrier, la vie de personnes –

principalement des requérants d'asile déboutés – qui, la plupart du temps, n'ont commis pour tout délit que de séjourner illégalement en Suisse. Un usage totalement disproportionné, qui ne se justifie en aucun cas.

Un autre argument est régulièrement avancé par les partisans du Taser, notamment par le conseiller national UDC Yvan Perrin : si la loi sur l'usage de la contrainte ne les autorise pas, les armes à électrochocs ne pourront plus être utilisées dans des circonstances dans lesquelles elles ont prouvé leur valeur, notamment pour maîtriser un forcené.

Cet argument ne résiste pas non plus à l'analyse. Selon son article premier, la loi « règle les principes applicables à l'usage de la contrainte et des mesures policières dans les domaines relevant de la compétence de la Confédération ». Nul ne contestera que la maîtrise d'un forcené qui mettrait en danger la vie d'autrui – ou la sienne – relève des compétences cantonales. Même dans le cas d'une prise d'otage, l'expérience l'a montré, ce sont les unités d'élite des polices cantonales qui sont appelées à intervenir. Dans ces deux cas de figure, les cantons qui auraient déjà décidé de se doter de Taser seraient naturellement autorisés à les utiliser.

Une revue succincte des tâches de police dévolues à la Confédération montre qu'il n'y a guère que le corps de gardes-frontière et le service fédéral de sécurité qui pourraient être concernés par l'utilisation de Taser. Les premiers sont légalement appelés à remplir des tâches de sécurité dans l'espace frontalier en coordination avec les polices cantonales. Dans ce cadre, on peine toutefois à imaginer des situations concrètes nécessitant l'utilisation d'un pistolet à électrochocs.

Dans le cas, par exemple, où un poste frontière serait forcé par un véhicule, il est évident que les fléchettes propulsées par le Taser seraient totalement inutiles pour arrêter une voiture. Les gardes-frontière sont aujourd'hui équipés d'armes d'ordonnance et n'ont pas, à notre connaissance, demandé à être équipés d'armes supplémentaires.

Le service fédéral de sécurité est quant à lui chargé de la protection des autorités et des immeubles de la

Confédération. Il est également appelé à « assurer la sécurité des personnes et des bâtiments jouissant d'une protection en vertu du droit international public », autrement dit celle des diplomates, des ambassades et des organisations internationales. Comme les gardes-frontière, ils ne sont pas équipés de Taser, ce qui ne les empêche nullement de s'acquitter de leur tâche.

Le 6 mars prochain, le Conseil national va devoir – pour la troisième fois – se prononcer sur l'introduction des Taser dans la loi sur l'usage de la contrainte. Faut-il ou non autoriser l'utilisation des armes à électrochocs, alors même qu'à ce jour aucune enquête sérieuse et indépendante n'a été menée sur ses effets sur la santé et que le recours aux Taser lors d'expulsions serait totalement disproportionné ? La réponse de toutes les organisations de défense des droits humains est dictée par le bon sens et elle est clairement négative.

[Source : Le Temps]

Le Quotidien des Sans-Papiers est libre de diffusion. Tout un chacun peut l'imprimer et le diffuser pour son compte, que ce soit gratuitement ou au prix indicatif de 1 euro destiné à amortir les frais de reproduction. Vous êtes de même invités à participer en envoyant des informations. N'hésitez pas à nous signaler ce qui vous semble important à savoir et faire savoir. Envoyez-nous aussi vos articles ou vos témoignages. De même si vous souhaitez participer à la Télé des Sans-Papiers, c'est tous les mardis, à 19 heures, 20 rue Léon, à la Goutte d'Or.

En février, les autorités gabonaises s'étaient félicité des bonnes relations avec la France, notamment après l'accueil à la base militaire française de Libreville des étrangers évacués du Tchad lors de l'offensive rebelle manquée sur N'Djamena. [Rappelons que la Maison du Gabon, de Toulouse, dénonce depuis plusieurs mois les expulsions de citoyens gabonais en dépit des accords spécifiques qui lient la France et le Gabon. Le mois dernier, elle avait souligné l'anomalie consistant à expulser une étudiante abusivement – et au mépris des règles – à l'heure où le Gabon accueillait – sans même demander de visas – les centaines de personnes évacuées du Tchad. Ses longs arguments juridiques en défense des gabonais expulsés étaient indiscutables. Il semblerait qu'ils aient été entendus... QSP]

[Sources : Libération, RESF]

MALI, FRANCE, SÉNÉGAL

Deux proies, deux mesures

Contrairement aux immigrés maliens, désormais, à la merci des porte-flingues de Sarko, ceux du Sénégal viennent, enfin, de pousser un ouf de soulagement. L'avenant, ouvrant le marché français aux sénégalais, candidats à l'immigration et au regroupement familial sans tests ADN, a été signé la semaine dernière, entre Brice Hortefeux, ministre français de l'immigration et Ousmane N'Gom, son homologue sénégalais de l'intérieur. Une politique de « deux proies, deux mesures », qui aurait dû s'élargir aux immigrés maliens ; mais, hélas !

Brice Hortefeux, le porte-flingue de Sarko et Ousmane N'Gom, ministre sénégalais de l'intérieur ont signé, la semaine dernière, un avenant ouvrant le marché français aux immigrés sénégalais. Il s'agit, à travers ce document, de faciliter la circulation des immigrés sénégalais entre leur pays et la France. Mais aussi, de bénéficier de visas de circulation de longue durée, au profit des intellectuels, des artistes, des opérateurs économiques, sportifs de haut niveau et aux malades désireux de se faire soigner sur les bords de la Seine.

Environ cent huit métiers sont, désormais, ouverts aux immigrés sénégalais sur le marché français. Les étudiants, eux, se verront doter de cartes de séjour spécifiques, dans le cadre de leurs études.

Après avoir paraphé le document, Brice Hortefeux, le ministre français de l'immigration a indiqué que les sénégalais ne sont plus concernés par les tests ADN, dans le cadre du regroupement familial. Alors pourquoi pas un avenant du même genre au profit des immigrés maliens, qui partagent les mêmes difficultés que leurs cousins sénégalais ? On peut se le demander.

Peut-être, parce que le gouvernement sénégalais se soucie plus de ses immigrés que celui du Mali. [Ou peut-être parce que la France a obtenu des « choses » en échange de cette clémence. Mieux vaut ne pas se demander quoi. Rappelons au passage que les cartes de séjour étudiants sont reprises comme elles sont données, à la moindre fausse note, et qu'aucune carte « compétence et talent », visant à régulariser les travailleurs immigrés, « dans certaines conditions », n'aura été délivrée en 2007. Il est aisé de promettre quelque chose que l'on ne donne pas. QSP]

En choisissant la diplomatie du petit four aux dépens de la diplomatie de nos intérêts [maliens], le gouvernement malien paie, chaque jour, les frais de son incurie.

En dépit de la création d'un ministère au profit des Maliens de l'Extérieur, nos ressortissants sont abandonnés, à leur triste sort : bavures policières, contrôles au faciès, reconductions à la frontière, sans motif valable...

Pire, dans certains consulats ou Ambassades du Mali à l'étranger, ils triment, des mois durant, pour se procurer une carte d'identité. Ou un passeport consulaires. Censés veiller sur la sécurité de nos compatriotes, certains Ambassadeurs ou Consuls les considèrent comme des pestiférés.

L'essentiel n'est pas de vanter les mérites de nos compatriotes à l'étranger qui, chaque année, déversent des milliards CFA sur notre pays. Mais de faciliter leur circulation dans le pays d'accueil.

C'est à cette condition seulement qu'ils pourront investir, davantage, dans leur pays d'origine.

Mais de ce côté, le vide est total.

[Source : Canard Déchaîné (Mali), RESF]

Après la grande rafle, que s'est-il passé pour les résidents du foyer ?

Ce mardi 12 février, à cinq heures du matin, un important dispositif policier bouclait la rue Albert dans le XIII^{ème} arrondissement. Les policiers armés de tronçonneuses ont fait ensuite irruption dans un foyer de travailleurs migrants, au 43 rue des Terres-aux-Curés, en brisant toutes les portes des chambres. La rafle est violente. Deux personnes se défendent, d'autres sont blessées.

La police a procédé à plus d'une centaine d'interpellations. Cette opération rappelle de sinistres souvenirs qui hantent, à juste titre, notre mémoire collective...

Pourquoi ? Les prétextes avancés par les autorités ont évolué au fil des heures : on a parlé de conditions d'hygiène et d'insalubrité mais aussi de trafics. Après les audiences au Tribunal, il semblerait plus simplement qu'il s'agisse de traque aux sans-papiers... Cent quatre personnes ont finalement été arrêtées, pour défaut de papiers.

Le jour même s'organise une manifestation du métro Tolbiac au foyer. Elle réunit entre cent et deux cent personnes : organisations, autonomes, étudiants (quelques personnes de Tolbiac), sans-papiers, avec-papiers...

Le lendemain une manifestation est organisée en fin d'après midi ; elle réunit entre 800 et mille personnes, et aboutit devant la mairie du XIII^{ème} arrondissement. Devant la pression, le maire PS offre à la foule un magnifique discours. Il se dit outré par ce qu'il s'est passé au foyer, car bien sûr il n'était pas au courant, doute de la validité des prétextes invoqués par la préfecture pour justifier cette rafle, et se demande même si ce n'était pas une opération pour arrêter des sans-papiers...

Le lendemain les raflés du foyer passent devant le juge des libertés et de la détention au 35 bis (Cité). Quelques personnes sont là en soutien, dont des lycéens de Rodin et Monet.

Un immigré frappé à mort par des policiers grecs

Le décès d'un jeune étranger au centre d'Athènes, après être frappé à mort par trois policiers, a été dénoncé au Groupe d'Avocats pour les droits des immigrés par des nombreux témoins. Selon eux, ils cherchaient pendant six jours les traces de la victime qui avait été transporté à l'hôpital en ambulance, mais les policiers du commissariat d'Acropole où ils se sont adressés ont refusé de donner la moindre information.

Cet incident, d'une cruauté inouïe, s'est déroulé, toujours selon les témoins, le 22 février à quatorze heures, dans le quartier d'Omonoia au centre d'Athènes. D'après le témoignage, trois policiers en moto ont arrêté Abdoukarim Yahya Idris, citoyen soudanais, âgé de vingt-cinq à trente ans.

Ils ont ensuite exercé sur lui une violence terrible et sans raison. Un des policiers l'a frappé très fort à plusieurs reprises. Il lui a mis un coup de pied au visage, si fort qu'il l'a assommé tandis que du sang coulait de sa bouche. Les passants criaient aux policiers d'arrêter. « *Qu'est-ce que vous faites. Vous allez le tuer* », disaient-ils. Finalement, la victime a été transportée en ambulance à l'hôpital.

Ses proches ont commencé à le chercher et ils se sont rendus au commissariat d'Acropole assistés par un avocat, mais ils n'ont toujours pas eu d'informations. Finalement, le jeudi 28 février la Polyclinique d'Athènes les a informés que la victime était décédée avant son arrivée à l'hôpital et que, le lendemain, 23 février, les policiers avaient emporté le cadavre. Son enterrement aurait eu lieu le 29 février. Etant donné que la victime n'avait pas de famille en Grèce, le Groupe d'Avocats a déposé une plainte auprès du Parquet, afin qu'une autopsie médico-légale soit effectuée à temps.

[Source : Indymedia, traduit du journal Eleutherotypia]

COLONIE ?

Le Gabon menace d'expulser des Français

Libreville proteste contre un reportage de France 2 sur le patrimoine immobilier du président Bongo et pourrait expulser 500 à 1000 Français « en situation irrégulière » selon les autorités.

Il y a de la friture sur la ligne de la Françafrique. Mercredi, Libreville a annoncé réfléchir « à la suite à donner aux relations franco-gabonaises » et a transmis à l'ambassadeur de France une « note de protestation ». La raison de cette colère contre l'ancienne puissance coloniale ? La diffusion lundi d'un reportage de France 2 sur l'important patrimoine immobilier de plusieurs présidents africains en France, le Gabonais Omar Bongo en tête.

Trente-trois appartements ou maisons, dont un hôtel particulier de dix-huit millions d'euros à Paris, pour une valeur totale de cent-cinquante millions d'euros, voitures de luxe, etc. : la famille d'Omar Bongo (15 000 euros de salaire officiel) est dans la ligne de mire de l'équipe de télévision, comme elle l'était ces derniers mois d'une enquête de police. Une plainte avait en effet été déposée en juin 2007 par trois associations françaises pour « *recel de détournement d'argent public* ». Mais en novembre dernier l'affaire était classée sans suite pour « *infraction insuffisamment caractérisée* ». Les observateurs y avaient perçu une intervention des autorités françaises, soucieuses de ne pas égratigner un « *ami de quarante ans* ». Malgré les discours de Nicolas Sarkozy, la « *Françafrique* » ne semble pas morte.

UN FRANÇAIS REFOULÉ DE LIBREVILLE

Mercredi, le ministère gabonais des affaires étrangères – qui considère sans doute que France 2 représente la voix de la France – a « *exprimé son étonnement sur la diffusion par l'audiovisuel d'État d'un dossier qui a fait l'objet d'un non-lieu de la justice française* ». Diffusion qui s'est faite « *au mépris* » des « *intérêts mutuels, de l'excellence des relations qui lient* » la France et le Gabon, alors que « *le Gabon est toujours demeuré un allié sûr pour la France* ».

Mais cette « affaire » survient alors que le Gabon avait déjà averti la France sur un autre dossier sensible : l'immigration. « *Il y a beaucoup de Français en situation irrégulière au Gabon. Ils pourront être reconduits à la frontière si, au cours d'un contrôle de police, ils ne justifient pas de carte de séjour* », a affirmé mercredi le ministre de l'Intérieur André Mba Obame. Selon lui, « *cinq à dix pour cent* » des quelque dix-mille Français installés au Gabon ne seraient pas en règle et pourraient donc être expulsés. Un Français venant travailler dans le secteur pétrolier a d'ailleurs été refoulé mardi soir à son arrivée à l'aéroport de Libreville.

« RECONDUITES ABUSIVES »

Le gouvernement Bongo ne digère pas la reconduite aux frontières en février, au motif de résultats universitaires insuffisants, de deux étudiants gabonais résidant à Reims et Toulouse. Libreville avait fait part lundi de sa « *stupeur et indignation* », estimant que la France avait « *violé* » de manière « *flagrante* » les accords entre les deux pays avec des « *reconduites abusives* ». Selon André Mba Obame, « *normalement, il y a une concertation entre les services gabonais et français, mais depuis quelque temps les services français arrêtent des Gabonais sans nous consulter et ils les mettent dans l'avion* ». En mesure de rétorsion, André Mba Obame a assuré que l'« *on n'avisera pas les services français et on reconduira les Français à la frontière. Ce sont les services français qui ont commencé les premiers* ».

Enfin, un communiqué du ministère des Affaires étrangères soutient « *qu'à ces violations, s'ajoutent les plaintes récurrentes des Gabonais excédés par la survivance de tracasseries et de nombreux refus de visa, parfois abusifs au consulat de France à Libreville* ». L'ambassade de France à Libreville n'a pas souhaité répondre à ces accusations. Pas plus de déclarations sur la campagne de presse du journal gouvernemental *L'Union* qui a consacré trois unes en huit jours à ce dossier. « *Vive la fermeté* » titrait mercredi le seul quotidien du pays, qualifiant la France de « *puissance moyenne aux ambitions néocoloniales évidentes et constantes qui n'a de cesse d'imposer sa volonté en Afrique* ».

ESPAGNE

La droite impose l'immigration dans la campagne électorale

« *Il ne peuvent pas tous venir : il n'y a pas assez de place.* » Avec ces mots, l'Espagne vient d'entrer dans le triste club des pays où la peur de l'immigration joue un rôle de premier plan en politique. À coup de déclarations de ce genre et de promesses chocs, Mariano Rajoy, le leader du Parti populaire, principale force d'opposition, en a fait l'un des grands sujets de la campagne pour les législatives du 9 mars prochain. L'Espagne a connu un changement démographique fulgurant en moins dix ans. Ancien pays d'émigration, elle compte aujourd'hui le plus grand pourcentage de population immigrée d'Europe, avec 4,5 millions de nouveaux arrivés, soit 10 % de la population totale.

La régularisation massive de travailleurs sans-papiers, en 2005, avait ajouté d'un seul coup près de 700 000 nouveaux inscrits aux registres municipaux. Aujourd'hui, plus de 13% des naissances recensées sont celles de bébés nés de « *mères étrangères* ». L'arrivée de centaine de milliers d'immigrés a jusque-ici coïncidé avec une période de croissance soutenue – 3,8% en 2007 – qui a permis leur intégration sur le marché du travail, notamment dans les secteurs de la construction, de la restauration et de l'aide à domicile.

Mais l'économie espagnole connaît une baisse de forme depuis quelques mois, un ralentissement qui a notamment affecté de plein fouet la construction. Si le taux de chômage se maintient autour de 8%, il atteint déjà 12,4% parmi la population étrangère.

UN « CONTRAT D'INTÉGRATION »

POUR FAIRE RESPECTER « LES COUTUMES ESPAGNOLES »

C'est dans ce contexte d'inquiétude croissante face à la situation économique que le Parti populaire a décidé de faire figurer l'immigration en bonne place dans son programme.

Son objectif ? Aller récupérer des votes dans les quartiers populaires, traditionnels bastions de la gauche, où la population se sent le plus menacée par la concurrence face à un nombre d'emplois qui se réduit. Des votes d'autant plus déterminants que les sondages montre ce parti à quelques points du parti socialiste (PSOE). [Ce dernier a gagné de 169 sièges contre 153 pour le parti populaire, qui fait un meilleur score qu'en 2004].

La gauche espagnole peut-elle servir d'exemple pour la gauche française ? Lorsque le nouveau leader de la droite populiste, Rajoy, a voulu imiter Sarkozy, et partir à la conquête du pouvoir avec un discours xénophobe emprunté à l'extrême-droite, la gauche socialiste s'est moquée du point de vue troglodyte de son adversaire – et a remporté des élections qui n'étaient pas gagnées d'avance. En France, on attend toujours – au moins depuis Saint-Bernard – que la gauche s'inscrive clairement dans le camp anti-raciste, pour une société ouverte et contre ses ennemis. On attend toujours qu'en particulier le PS revienne de ses erreurs d'analyse de l'été 1996, lorsque les jospinistes expliquaient que, pour gagner au deuxième tour, la gauche devait prendre la plus grande part possible du vote d'extrême-droite... On a vu où cela les a menés. Et il n'y a pas plus de doute que Ségolène Royal a perdu, elle aussi, en oubliant de renvoyer dans les cordes le candidat de "l'identité nationale". QSP

Début février, Mariano Rajoy annonce vouloir établir un « *contrat d'intégration* » pour les étrangers vivant en Espagne. Une proposition inédite qui fait immédiatement la une de tous les journaux espagnols. Selon lui, un immigré devrait s'engager à apprendre la langue du pays, à payer ses impôts, à quitter le pays s'il ne trouvait pas d'emploi après un certain temps... Et à respecter les « *coutumes* » espagnoles.

Ce dernier point, laissant place à toutes sortes d'interprétations, a d'ailleurs provoqué une grande hilarité en Espagne. Gaspar Llamazares, coordinateur du groupe parlementaire Izquierda Unida (communistes et écologistes) remarquait ainsi quelques jours après : « *Qu'est-ce que ça veut dire, apprendre à parler fort au bar parce que la télé est à fond ?* » [...]

Finalement forcé par un journaliste à préciser ce qu'il entendait par « *coutumes* », Rajoy a avancé : « *le respect des droits de l'homme* » et renoncer à l'excision et à la polygamie. Deux pratiques de toutes façons illégales en Espagne.

PARLER D'IMMIGRATION A PU BÉNÉFICIER AU PSOE

Au-delà des premières moqueries, la gauche espagnole s'est outrée de la proposition du Parti populaire, l'accusant de faire monter les tensions à propos d'un problème... inexistant. José Luis Rodríguez Zapatero a ainsi qualifié le plan « *d'indigne, discriminatoire et inconstitutionnel* ». De son côté, le quotidien *El País* a décidé de consacrer vendredi quatre pages aux bienfaits de l'immigration en Espagne.

La stratégie du Parti populaire pourrait d'ailleurs finalement bénéficier à la gauche, qui s'en est emparée pour renforcer l'image d'une opposition aigrie et crispée. Un portrait qui aurait bien pu motiver l'électorat socialiste, plus enclin à l'abstention que celui du parti populaire. Faisant d'une pierre deux coups, Zapatero se sert désormais de la proposition pour critiquer l'opposition et l'aile dure de l'Église (ayant largement soutenu Franco à l'époque du dictateur) avec laquelle il est en conflit ouvert depuis janvier. Jeudi soir, il déclarait ainsi devant six-mille personnes, en Galice, à propos des dirigeants du Parti populaire :

« *Ils disent de genre de choses puis vont tranquillement à la messe. Quelle hypocrisie ! Un évêque va-t-il les réprimander pour parler comme cela des immigrés ?* »

[Source : rue89, RESF]

Les immigrés payent 900 000 retraites (entre autres choses)

Les cotisations des étrangers supposent un bénéfice net pour l'État de cinq milliards. Leur travail a augmenté la rente annuelle de 623 euros par habitant.

Les immigrés ont apporté neuf milliards d'euros, l'année dernière, à la Sécurité sociale. Cette somme équivaut à celle que l'organisme public reverse à 900 000 retraités espagnols. Le paradoxe étant que beaucoup de ces retraités espagnols pestent contre l'immigration et que, selon les sondages, appuient le discours radical à l'encontre des étrangers du candidat du Parti populaire, Mariano Rajoy.

« On ne tient pas tous ici », a dit le leader du Parti populaire, mercredi, aux Canaries. Les organismes internationaux prophétisaient, il y a seulement douze ans, que l'Espagne aurait perdu dix millions d'habitants, sans l'immigration. Entre autres conséquences, il n'y aurait pas eu assez de travailleurs pour payer les retraites. Si la catastrophe ne s'est pas produite, c'est en grande partie grâce aux immigrés.

Si on compare l'apport annuel des immigrés aux fonds publics avec les coûts qu'ils génèrent, le dépassement au profit de l'État atteint les cinq milliards. Ce fait dément les thèses qui accusent les étrangers de faire s'effondrer le système sanitaire ou éducatif. Rien qu'entre 2000 et 2005, l'immigration a permis une augmentation de 623 euros dans la rente annuelle de chaque espagnol.

Un rapport officiel d'il y a deux ans établissait que les immigrés étaient à l'origine de plus de 50% de l'augmentation du PIB (Produit intérieur brut) de 2000 à 2005. Et ceci sans que l'État n'eût à déboursier le moindre euro dans leur formation, puisqu'ils sont arrivés déjà adultes et prêts à travailler. Ainsi s'explique que leur taux d'activité soit de dix points supérieurs à celui des espagnols.

Un simple regard à la carte de l'Espagne met en évidence les bénéfices économiques de l'immigration : les régions espagnoles les plus dynamiques sont celles qui ont reçues le plus d'étrangers : les Baléares (16% de la population immigrée), Madrid (13,1%), la Communauté Valencienne (12,4%), Murcia (12,30%), Rioja (11,3%)...

La répercussion positive de l'immigration sur la croissance économique est due à plusieurs motifs, selon le rapport préalablement cité. On observe l'apport des étrangers à la croissance économique à travers la création de leurs propres entreprises, qui ont augmenté la production à petite échelle, élargissant la gamme des services, dynamisant économiquement certains quartiers, prenant en charge des entreprises abandonnées par les Espagnols et créant des emplois.

Une étude du professeur agrégé d'économie appliquée à l'Université autonome de Barcelone, Josep Oliver Alonso, souligne le caractère inévitable de l'immigration : « Il est certain qu'un pays, comme l'Espagne à la fin des années 1970,

qui décida de manière collective de ne plus avoir d'enfants ou d'en avoir dans des proportions très réduites décida aussi, probablement sans le savoir, d'avoir une immigration dans des proportions comparables, en particulier s'il voulait poursuivre sa croissance économique. »

Le nombre d'immigrés irréguliers détenus et déportés vers leurs pays a augmenté de 20% par rapport à l'année dernière. Leur total s'élève à 92 679, la moitié d'entre eux étant rejetés à la frontière. En tête de liste, les Roumains (32 306), suivis des Marocains (24 146), des Bulgares (8 266) et des Équatoriens (6 476).

[On pourrait copier-coller ce dossier pour la France, car tous les pays d'Europe de l'Ouest profitent depuis de nombreuses années de l'immigration sur le plan économique. QSP]

[Sources : El País, Rue 89]

ESPAGNE

Des résidents étrangers confient leur vote à des abstentionnistes

Des électeurs espagnols ayant l'intention de s'abstenir lors des élections législatives du 9 mars peuvent se proposer sur internet pour voter à la place d'un immigré, privé d'un droit de vote qu'il aimerait pourtant bien exercer dans son pays d'adoption.

Ce site internet www.votapormi.org (vote pour moi), a été mis en place par un Américain vivant à Barcelone, Greg Robbins, qui avait l'habitude de demander à des amis abstentionnistes d'aller voter pour lui lors de précédents scrutins. Ces derniers introduisaient dans l'urne le bulletin de son choix.

« Si j'ai les mêmes devoirs que les Espagnols, pourquoi n'ai-je pas le droit de voter ? », interroge Greg Robbins sur son site, lancé le 22 février.

Les immigrés le souhaitant s'inscrivent sur la page web et donnent le nom du parti pour lequel ils aimeraient voter. Les Espagnols voulant « adopter un vote » s'inscrivent à leur tour et se voient attribuer au hasard l'intention de vote d'un immigré habitant dans leur région.

L'immigré choisit son camp politique tout en sachant que son vote virtuel n'aura aucune valeur si son « électeur adoptif » préfère rester au lit ou se décide finalement à voter pour un autre parti le 9 mars.

Près de 10% des 45 millions de personnes habitant en Espagne sont des étrangers. Leur nombre est passé de quelque 500 000 au milieu des années 1990 à 4,5 millions actuellement. Ils sont principalement Marocains, Roumains, Équatoriens et Britanniques.

Sur le site de Greg Robbins, 42% des immigrés ayant exprimé leur vote jusqu'à jeudi étaient Équatoriens, suivi par des Argentins (15%) et des Colombiens (11%).

Avec plus de 300 voix virtuelles, le Parti socialiste (PSOE) au pouvoir engrangeait jeudi deux fois plus de vote d'immigrés que le Parti populaire, qui a promis des mesures strictes pour limiter l'immigration.

[Source : 24 heures, RESF]

ROYAUME-UNI

Pas facile de devenir citoyen britannique

Le Premier ministre travailliste, Gordon Brown, est accusé de traiter les immigrés en citoyens de seconde zone à la suite du projet de durcissement des règles d'acquisition de la citoyenneté britannique, note *The Independent*.

Un nouveau dispositif qui ne concerne que les ressortissants des pays extérieurs à l'Union européenne est envisagé par le gouvernement. Jusqu'à présent, un délai de cinq ans était nécessaire avant de prétendre à l'obtention d'un passeport. À l'avenir, ils devront passer par une période d'essai de un à trois ans plus longue et être méritants. Ils devront également prouver leurs efforts pour s'intégrer. Durant cette période, ils ne pourront pas bénéficier d'allocations et d'aides. Les étrangers qui se marient avec un Britannique devront, quant à eux, passer un test de langue pour pouvoir s'installer dans le pays. Ceux qui auraient commis de graves infractions à la loi perdraient automatiquement toute possibilité d'acquiescer la citoyenneté, alors qu'en cas de délits mineurs les délais d'obtention seraient prolongés. La maîtrise courante de la langue anglaise et la connaissance du mode de vie britannique sont requises. Au bout de cinq ans, ils devront choisir entre devenir citoyen britannique ou résident permanent, explique le quotidien. Baptisé « nouveau contrat pour l'acquisition de la citoyenneté » par le ministère de l'Intérieur et soutenu par Gordon Brown, il soulève une vague de critiques. Ce n'est apparemment plus suffisant de travailler, payer des impôts et respecter la loi pour devenir citoyen britannique, déplore le journal de centre gauche dans un éditorial. *The Independent* dénonce l'idée pernicieuse véhiculée par les médias xénophobes que les immigrés sont une charge pour notre société, qu'ils prennent plus qu'ils ne donnent. Alors que c'est l'inverse qui est vrai.

[Faut-il souligner qu'on est à des années lumières de ce type de débats de ce côté de la Manche, où les camps de rétention sont pleins de gens qui vivent en France, y travaillent et y payent des impôts, de très nombreuses années sans même avoir "un bout de papier" pour résider en paix... La nationalité et le droit de vote sont loins dans cet État de non-droit... QSP]

[Source : Courrier International]

ROYAUME-UNI

Stop à l'acharnement du gouvernement britannique contre Helen Laolu-Balogun et ses six enfants

Toute la famille est arrivée au Royaume Uni en voyage pour affaires en 2003. Le mari a abandonné sa famille au Royaume-Uni en 2004 ; le couple a divorcé depuis. Helen a demandé l'asile pour elle-même et ses enfants en 2005 cherchant protection des agressions et cruautés qu'elle dut subir, au Nigeria, pendant presque treize ans aussi bien de la part de son mari que de ses pratiques de médecine traditionnelle juju et d'autres pratiques occultes auxquelles il soumettait les enfants.

Les juges de l'immigration mettent en doute la crédibilité d'Helen sous prétexte qu'elle n'a pas mentionné des détails qu'il serait irresponsable et dangereux d'évoquer en présence de ses enfants.

L'un des enfants, Emmanuel, souffre de drépanocytose, ce qui nécessite le suivi constant, les conseils, et le traitement de l'hôpital de Derriford. S'il est expulsé au Nigeria sans la thérapie anti-malaria adaptée, il court les risques les plus graves d'attraper la malaria. Une telle infection est un facteur de risque reconnu de crises de drépanocytose et ces deux maladies peuvent être (sont) mortelles.

Helen a recherché des conseils médicaux sur la thérapie anti-malaria à la suite de l'ajournement de la première expulsion prévue le 21 novembre. Elle n'avait pas les moyens de payer les frais de médicaments. Le seul médicament possible à ce stade est la Malarone qui ne couvre pas suffisamment les personnes souffrant de drépanocytose. Les enfants se sont tous intégrés à la communauté locale et vivent au Royaume-Uni depuis quatre ans. Ils excellent scolairement et ont obtenu des prix et des félicitations pour leur réussite.

Helen s'est vu proposer la fonction de nouveau chercheur dans une enquête d'implication dans la communauté à l'initiative de l'Université du Lancashire pour accéder aux services de Santé mentale de la communauté BME. Elle a été bénévole dans les associations d'aide aux réfugiés de Plymouth pendant presque deux ans et les communautés de Wallington et Plymouth respectent cette femme généreuse et intègre.

Nous sommes convaincus que la décision du Ministère de l'Intérieur de considérer le Nigeria comme un « pays sûr » atténué et joue contre la réalité de situations comme celle de cette famille. Et s'ils étaient expulsés, il seraient jetés dans une arène de peur où même dans ce grand pays il sera impossible d'échapper à un homme d'influence comme leur père. Ses menaces ont aggravé leur besoin de protection. Cette famille a mis beaucoup de temps à se sentir à l'aise et en sécurité pour la première fois de son existence. Ce serait un crime de les renvoyer affronter un traitement inhumain et avilissant dans leur pays d'origine.

EXTRAIT D'UNE LETTRE D'HELEN

(...) En plus du manque de ce qui, selon moi, devrait être une bonne prise en charge de la souffrance qu'il subit, on a infligé à Emmanuel trente-deux jours de détention, et il a commencé à être saisi de crises de panique. Un docteur a recommandé d'envoyer Emmanuel à l'hôpital pour le traitement de la douleur, on attend toujours pour le rendez-vous.

Emmanuel n'est pas prêt du tout à entreprendre un voyage et toutes les compagnies aériennes ont des instructions sur le danger qu'il y a à transporter des malades atteints d'anémie falciforme. C'est au Ministère de l'Intérieur d'informer British Airways du fait que mon fils est atteint d'anémie falciforme, c'est à eux d'obtenir de British Airways un laissez-passer indiquant qu'il est médicalement en état de voyager ; mais pour autant que je sache, le Ministère de l'Intérieur n'a pas informé British Airways de l'état de mon fils.

Helen Laolu-Balogun

[Source : NCADC]

France par eux-même et n'avaient (comme on les comprend) aucune raison de s'y installer. Comme quoi peu importe le prix pourvu qu'on ait le chiffre... [Source : Indymedia]

TRIBUNAL DE LYON

Sans commentaire

Ça fait trois fois qu'Ali, un coiffeur, répète : « *La Tunisie, c'est pas mon pays, je veux rentrer au Maroc !* » Il vient de passer trois mois en prison pour situation irrégulière, sa première condamnation, en voilà cinq de plus pour refus de monter dans l'avion.

[Source : La canard enchaîné]

VICTOIRE !

Attatba régularisé

Avant même son passage au tribunal, M. Attatba a été régularisé vendredi 15 février par le préfet, usant ainsi de son pouvoir discrétionnaire. Après des années de galère et un an de mobilisation, il a obtenu un récépissé en attendant la délivrance d'un titre de séjour d'un an avec autorisation de travailler. Dans la foulée, le titre de son épouse doit être renouvelé. Ils respirent enfin et remercient tous ceux qui les ont soutenus (parents d'élèves, enseignants des écoles des enfants, RESE...).

[Source : RESF 34]

COMMUNIQUÉ

Un couple avec leur petite fille de trois mois en camp de rétention à Metz

Monsieur et Madame S. ont quitté la Tchétchénie en 2004. Ils ont demandé l'asile en Pologne où ils n'ont pas eu le droit de rester. Ils sont alors partis pour la Suisse où ils ont passé près de deux ans. Madame S. a accouché en Suisse il y a trois mois. Quand le bébé a eu un mois, ils ont été renvoyés en Pologne d'où ils ont été obligés à nouveau de partir. Ils sont arrivés en France, au camp de rétention « administrative » de Metz, le 15 février. Ils risquent d'être renvoyés en Pologne. Cet homme et cette femme ont quitté un pays en guerre où ils étaient en danger. Ils ont maintenant un bébé. Le ministère de l'immigration, qui s'appête à les renvoyer tout en sachant parfaitement ce

qui les attend, est une honte pour la France.

Ecrivez, téléphonez, envoyez des mails à la Préfecture de Metz
Préfecture de Moselle : place de la Préfecture 57034 METZ CEDEX
Télécopie : 03 87 32 57 39
Tél. : 03 87 34 87 34
Préfet Tél : 03.87.34.87.49.
Cabinet du Préfet Tél : 03.87.34.87.03.
Secrétariat Général Tél : 03.87.34.88.09
www.moselle.pref.gouv.fr
benard.niquet@moselle.pref.gouv.fr
pierre-rene.lemas@moselle.pref.gouv.fr
bernard.gonzalez@moselle.pref.gouv.fr
philippe-xavier.pimor@moselle.pref.gouv.fr

[Source : Mouvance Partenia]

BAS-RHIN

Agissons pour empêcher l'expulsion de Louka

Louka Koutateladze est un jeune ressortissant géorgien de 23 ans, homosexuel, qui se trouve actuellement retenu au camp de rétention « administrative » de Geispolsheim, dans le Bas-Rhin.

Tous les recours possibles ont été tentés pour empêcher l'expulsion de Louka vers la Géorgie où il a déjà subi de nombreuses brimades et agressions physiques à caractère homophobe. Son témoignage est d'ailleurs corroboré par un rapport de l'ILGA (International Lesbian and Gay Association), sur les questions lesbiennes, Gays, Bisexuelles et Transsexuelles en Géorgie, qui date d'août 2007.

Une ultime chance de tout arrêter : une intervention de la préfecture de Haute-Saône pour stopper l'expulsion avant que le consulat de Géorgie à Paris ne délivre de laissez-passer qui scellera le sort de Louka.

Concrètement, nous vous sollicitons tous et toutes pour soutenir Louka en faisant un geste simple et gratuit : Mailer et/ou faxer à la préfecture de Haute-Saône une lettre de demande d'abandon de la procédure d'expulsion (lettre ci-dessous).

Monsieur le Préfet,

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur la situation de Monsieur Louka Koutateladze arrêté le 19 février 2008 à son domicile à Lure. Il est actuellement en rétention à Geispolsheim.

Monsieur Koutateladze a récemment

déposé un recours devant le Tribunal Administratif de Besançon mais ce dernier recours a été rejeté. Monsieur Koutateladze, entré en France en juillet 2006, a été forcé de fuir sa Géorgie natale suite à une répétition d'agressions physiques, directement liée à son orientation sexuelle.

Un rapport de l'ILGA (international lesbian and gay association) datant du mois d'août 2007 corrobore le témoignage de Monsieur Koutateladze et nous vous demandons de prendre en grande considération les risques sur sa vie qu'il encourt en cas d'expulsion.

En outre, Monsieur Koutateladze se retrouve sans attache en Géorgie après le déménagement en Russie de son frère, le rejet de son père qui n'accepte pas son homosexualité, et surtout le suicide de sa mère quelques mois après son départ de Géorgie.

Toutes ces raisons nous conduisent à vous demander de faire preuve d'humanité sur le traitement de ce dossier, de libérer Monsieur Koutateladze et de reconsidérer favorablement sa situation administrative.

Nous nous adressons à vous avec détermination et confiance et nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de notre considération.

Fax : 01 53 71 67 23

prefecture@haute-saone.pref.gouv.fr

[Source : wikio.fr/news]

POUR NOUS CONTACTER

• **Par internet :**
lequotidiendessanspapiers
@no-log.org

• **Par téléphone :**
09 52 73 81 53

• **Par courrier :**
QSP, chez Bahram,
38, rue Keller, 75011 Paris

On trouve aussi à cette adresse la librairie Lady Long Solo, ouverte tous les jours de 14 à 20 heures (sauf quand c'est fermé...), où il est possible de se procurer des exemplaires du journal déjà imprimés.

Et on nous retrouve tous les mardis à 19 h, 20 rue Léon, pour la Télé des Sans-Papiers.

ESPAGNE

Les Roumains, cure de jouvence d'Aguaviva, petit bourg aragonais

Même l'église San Lorenzo n'a pas grand charme. Aguaviva, 750 habitants aux confins orientaux de l'Aragon, est un village sans attrait, où la vieille pierre est rare. En dehors de tous les circuits économiques et de tous les guides touristiques, Aguaviva est à l'image de cette Espagne centrale, loin des grandes villes mais aussi du littoral surpeuplé. Vidés par l'exode rural, certains coins reculés d'Espagne ont des taux de densité sibériens, quatre ou cinq habitants par kilomètre carré... Et plus les villages se dépeuplent, moins ils ont d'attraits. Jusqu'à finalement disparaître.

« Plus la population baisse, plus les services se dégradent ou disparaissent, et moins on a de chances d'attirer du monde », résume Luis Bricio, le maire d'Aguaviva. Le village comptait 2 000 habitants au début du XXe siècle. En l'an 2000, nous n'étions plus que 600. » Il a alors ceint son écharpe et s'est envolé vers des pays étrangers y recruter des immigrés afin de repeupler « son » village. « Attirer des Espagnols des villes ou une entreprise, même de moyenne importance, était impossible, alors je me suis dit que ça pouvait intéresser des gens venus d'ailleurs. » Il a commencé par l'Argentine, qui s'enfonçait alors dans la crise économique. Neuf familles se sont installées rapidement, d'autres ont suivi : à toutes, il a payé les billets d'avion, trouvé des promesses d'embauches pour obtenir le visa de travail. En échange, les Argentins se sont engagés à rester au moins cinq ans, sous peine de devoir rembourser les billets et les aides à l'installation. « C'étaient des familles nombreuses, continue le maire. Ça va plus vite pour repeupler l'école. Et puis, en famille, on se sent moins déraciné, c'est plus facile de s'adapter. »

Mais les Argentins n'ont pas pris racine. Presque toutes les familles s'en sont allées, dans d'autres villages plus importants ou dans les villes. « J'ai l'impression qu'ils n'avaient pas envie de travailler, qu'ils étaient d'accord sur le côté "repeuplement", mais pas sur celui du boulot », estime Luis Bricio. « Et puis, ils n'ont pas le même mode de vie, ils préféreraient rester chez eux plutôt que d'aller au bar, là où on se fait des connaissances, des amis, ce qui permet de se sentir bien, moins seul. Les Roumains, eux, sont sur cet aspect-là plus proches de nous. »

Depuis 2004-2005, les Roumains forment de très loin le premier contingent de nouveaux immigrés en Espagne. Ils seraient aujourd'hui plus de 600 000, soit autour de 12 % du total de la population immigrée, qui elle-même a plus que doublé ces trois dernières années. À Aguaviva, les immigrés roumains pèsent près de 20 % de la population, un peu plus de 130 habitants, selon le maire. « Et quand il fallait un contrat de travail, on est allé chercher les petits entrepreneurs du coin. Ou alors, en mairie, on prenait parfois des libertés avec la loi en faisant des demandes de femmes de ménage par exemple, le temps de trouver un véritable emploi. »

« Le plus surprenant, c'est que nous venons tous, ou presque, du même village roumain, Unirea, à environ 500 km de Bucarest », raconte Daniel. C'est là-bas, en effet, que le maire Luis Bricio s'est rendu pour « recruter ». Sur les conseils d'un premier immigré roumain, « mon cousin », raconte fièrement Daniel. « Aujourd'hui, dans mon village, il n'y a presque plus de jeunes. Ils vivent tous ici. » Daniel est arrivé à 27 ans, en 2001. Le maire lui avait envoyé une promesse d'embauche dans la construction, un précontrat d'une entreprise d'un bourg voisin, et il a eu son visa de travail en six mois. Daniel est arrivé avec sa femme et leur enfant de neuf ans qui fait du vélo sur la place du village avec ses copains espagnols. « Ma femme s'est habituée plus vite que moi à cette nouvelle vie. Au début, j'ai eu du mal, notamment dans mon travail, parce je ne parlais pas espagnol. Finalement, c'est le curé du village qui m'a appris la langue. » Il raconte qu'en Roumanie, il ne trouvait que des embauches précaires, pour 150 euros mensuels. « Ici, je dépassais facilement les 1 000 euros pour un emploi stable et je suis même vite passé contremaître. »

Aujourd'hui, il a laissé tomber la maçonnerie et tient le bar de l'Amitié, de l'as-

sociation du troisième âge. Ses amis d'enfance d'Unirea sont pour la plupart restés dans le bâtiment, qui a tiré ces dernières années la forte croissance espagnole. « Depuis le début de la décennie, nous sommes dans un cycle où l'économie s'est surtout appuyée sur la construction ou d'autres secteurs très friands de main-d'œuvre, comme l'hôtellerie et la restauration », explique Carlos Martín, économiste au syndicat Comisiones Obreras. « À une autre époque, ce sont des jeunes Espagnols qui auraient couvert cette nouvelle offre de travail. Mais il y a de moins en moins de jeunes, pour des raisons démographiques, et ils sont de plus en plus qualifiés. Alors, l'Espagne a eu recours à l'immigration. Le boom économique s'est fait en parallèle d'un boom de l'immigration. »

À l'échelle d'Aguaviva, Luis Bricio ne cache pas sa satisfaction. Avec soixante élèves et quatre classes, au lieu de vingt élèves et deux classes il y a six ans, l'école primaire est sauvée. Mais aussi, le petit hôtel, les quatre bars, les deux supérettes, la boulangerie, le coiffeur. « Et il n'y a plus de maisons abandonnées. Le village est rempli. » Pour la première fois, l'immigration, qui a explosé sous le mandat de Zapatero, a fait l'objet de polémiques électorales. La droite proposant d'exiger des futurs immigrés de signer un « contrat moral » les obligeant, notamment, à respecter les « coutumes espagnoles ». « Même notre mauvaise humeur et notre arrogance ? » s'est interrogé un humoriste. Le maire d'Aguaviva a la dent mauvaise sur le sujet : « À droite comme à gauche, ces gens-là voient ça de tout en haut. Moi je bosse d'en bas et je m'en sors bien sans tapage. »

[Source : Libération]

EXPULSION

Expulsion familiale à très grande vitesse et quelques interrogations sur les méthodes

Roubaix-Lille-Paris Orly : une expulsion bouclée en quelques heures. Et quelques interrogations sur d'éventuelles méthodes employées par la préfecture, la police aux frontières... Ou initiative individuelle ?

Arrestation à l'Hôtel Formule un (car la famille était sans logement) de Roubaix mardi 19 au matin.

Menottes. Transfert presque immédiat vers Paris-Orly. Arrivée à Orly vers quatorze heures, au plus tard. Les officiers de la PAF menacent de s'en prendre aux enfants s'ils refusent de monter dans l'avion, d'après un témoignage.

Vol à seize heures pour Alger.

Pour accompagner l'expulsion, mise en garde-à-vue de deux personnes pour « aide au séjour irrégulier sur le territoire français ».

Bizarrement, vendredi, « une personne » [...], se présentant comme délégué d'un député actif dans le soutien aux sans-papiers [...], s'était présentée à l'ancien domicile de la famille (un foyer d'accueil) pour remettre une convocation en préfecture afin de recevoir un récépissé.

Que se passe-t-il ? Quelles sont ces façons d'agir ?

[Source : RESF]

ALSACE

Un fils arraché à ses parents, un père arraché à son enfant

Guiorgui Tatunashvili a onze ans et est scolarisé depuis son arrivée en France en novembre 2006. À l'heure actuelle, il est en 6^{ème} au Collège Foch de Strasbourg.

Son père se trouve au camp de rétention de Geispolsheim où il est en voie de reconduite imminente vers son pays d'origine, la Géorgie.

Sa mère a été assassinée le 13 août 2005 en raison de ses origines ossètes. Pour protéger Guiorgui, son père a fait en sorte de pouvoir confier sa garde à ses grand-parents résidant en France. Cette démarche a été légalisée par un jugement du Tribunal pour Enfants de Strasbourg.

Les grand-parents de Guiorgui avaient obtenu le statut de réfugié en juillet 2002. La grand-mère est aujourd'hui de nationalité française.

Le père de Guiorgui est arrivé à les rejoindre le 8 janvier 2007 et il a demandé la reconnaissance du statut de réfugié en raison des violences et menaces graves subies en raison des origines mixtes de sa famille dans la région séparatiste d'Ossétie.

Ressortissant d'un pays dit sûr, sa procédure d'asile ne le protégeait plus d'une reconduite dès le rejet de l'OFPRA. Ainsi, malgré l'introduction de son recours auprès de la Cour Nationale du Droit d'Asile, le père de Guiorgui a déjà reçu deux Obligations à Quitter le Territoire Français et a été placé à deux reprises en camp de rétention.

Saisi en urgence, le Tribunal Administratif a annulé successivement ces deux décisions de renvoi au motif qu'elle portait une atteinte disproportionnée au respect de la vie familiale et privée et à l'intérêt supérieur de l'enfant en vertu de l'Article 8 de la Convention Internationale des Droits de l'Homme et de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Pourtant, le père de Guiorgui vient de se faire à nouveau arrêter et conduire en camp de rétention. Pourtant, le Tribunal Administratif a cette fois-ci confirmé l'arrêt de

reconduite à la frontière.

Ainsi, Guiorgui risque fort de perdre à nouveau ce père duquel il a déjà été séparé pendant près d'un an et pour lequel il a déjà dû vivre l'angoisse de son enfermement en camp de rétention à deux reprises depuis leurs retrouvailles. Après la mort tragique de sa mère, aujourd'hui on veut lui arracher son père pour toujours.

Ses grand-parents sont désespérés et plongés dans l'incompréhension la plus totale. La grand-mère française évoque le fait de rendre sa carte d'identité française pour suivre son fils, au risque de devoir mourir.

Pour réagir :

raphael.lemehaute@bas-rhin.pref.gouv.fr

benoit.byrski@bas-rhin.pref.gouv.fr

infos@bas-rhin.pref.gouv.fr

03 88 21 61 55 (fax du secrétaire général)

03 88 21 62 16 (fax de la préfecture)

03 88 21 68 07 (fax du sous-préfet)

[Source : RESF]

PARIS

Droit au séjour pour la famille Baïdal

Monsieur et Madame Baïdal sont arrivés de l'Équateur en 2000 et 2002 avec leurs quatre enfants aujourd'hui âgés de 13, 14, 17 et 18 ans. Les enfants sont scolarisés au collège Mallarmé (paris 17), au lycée d'Alembert (paris 19) et au lycée Edgar Quinet (paris 9). La famille habite le 17^{ème} arrondissement.

Un de leurs enfants avait de graves problèmes d'asthme qui ont nécessité une prise en charge médicale très sérieuse. Madame Baïdal a d'ailleurs bénéficié d'un titre de séjour en qualité d'accompagnant d'enfant malade pendant quelque temps.

Ce titre n'a pas été renouvelé ; toute la famille est en situation irrégulière et vit dans des conditions très précaires alors que cet enfant est toujours sous traitement.

La famille Baïdal réunissait tous les critères de la circulaire Sarkozy mais leur demande de régularisation a été rejetée. Pourtant leurs quatre enfants sont scolarisés.

Monsieur Baïdal a été arrêté et un Arrêté de Reconduite à la Frontière lui a été notifié. Il a été convoqué devant le Tribunal Administratif de Paris le 27 février.

Nous, amis, voisins, citoyens souhaitons que la famille Baïdal puisse vivre sereinement en France, que les enfants puissent poursuivre leur scolarité. Nous demandons la régularisation de la famille Baïdal.

[Source : RESF]

TÉMOIGNAGE, CÔTE D'IVOIRE

L'art fin de faire du chiffre

Je précise que je n'ai pas été expulsé. Ce sont des malentendus. Pour être expulsé, il faut vivre en France. Moi, je vis à Abidjan. Je ne travaille pas en France, je ne suis pas immigré en France. C'est dans le cadre familial que je suis allé dans ce pays.

La France, pour augmenter le nombre d'immigrés à expulser, a donné un quota à chaque préfecture. Les policiers ont des primes pour exécuter cette tâche. Ils peuvent vous interpellé même à l'aéroport, dans un rang en train de remplir les formalités d'embarquement. Ils vous demandent alors de les suivre, de ne plus rentrer chez vous et de vous mettre à la disposition de la police française, italienne ou allemande.

Je travaille à Abidjan depuis vingt-deux ans, j'ai ma famille ici, je suis dans la fonction publique.

Au départ, je n'avais pas affaire à la police française, puis que je n'étais pas en France. J'étais dans un rang à l'aéroport, en Italie, avec mes bagages pour revenir à Abidjan. Et comme je vous le disais tantôt, les services de l'immigration en France étant assujettis à des quotas, quand l'Italie prend un Africain, au lieu de l'expulser, elle l'envoie en France.

L'Italie paie des primes aux policiers français venus chercher cet immigrant. Quant à la France, elle se charge de l'expulser pour le comptabiliser dans les statistiques d'expulsions en fin d'année.

C'est pour dire qu'elle diminue l'insécurité. Je vais plus loin pour dire que l'immigration n'a rien à avoir avec l'insécurité.

Les Africains qui vont en France, c'est pour y travailler. Mais pas pour poser des bombes. Les Africains sont des racailles, donc il faut les balayer. Munis de papier ou pas, il faut les enlever du territoire français.

Un certain nombre de Noirs avaient été interpellés en même temps que moi. On m'a demandé de donner mes papiers. Ce que j'ai fait en même temps que mon billet d'avion. Comme je ne parle pas l'Italien, je me suis retrouvé dans un engrenage. Ce pays me renvoie en Suisse, à la frontière française, tout simplement parce que de l'Italie, pour aller en France, il faut passer par la Suisse. C'est la procédure.

Depuis 1984, je vais souvent en Europe. Je n'ai jamais eu de problème. J'étais en règle. Si non je n'entrerais pas dans un territoire.

En France, je pouvais m'exprimer en Français. J'ai dit aux responsables de l'immigration que je voulais rentrer

chez moi. Je me suis laissé dire que c'est une procédure d'expulsion qui doit suivre son cours. De fait, je devais être gardé pendant vingt-quatre heures, avant d'être présenté au préfet, qui allait décider si je devais rentrer en Côte d'Ivoire ou être maintenu dans un « centre » de rétention.

Je leur ai demandé ce que c'est qu'un « centre » de rétention. Ils m'ont dit que c'est un endroit où on garde des immigrés en situation irrégulière en Europe avant de les renvoyer dans leurs pays respectifs.

Je me suis retrouvé dans ce camp de rétention. À la justice, j'ai demandé à rentrer étant donné que j'avais mon billet. Le juge m'a dit que je n'avais pas d'adresse en France, donc il ne pouvait pas me laisser en liberté.

J'ai alors appelé mon épouse et un ami qui est au Canada quand mon téléphone portable m'a été remis [Il est de plus en plus rare que les détenus aient accès à un téléphone portable, voire à certaines périodes, à un simple téléphone]. Mon ami du Canada a divulgué l'information sur l'Internet. Alors l'AFP, France Inter et plusieurs radios ont diffusé cette information.

Notre Consul a dit au préfet du Doubs qu'il n'était pas normal qu'on retienne quelqu'un qui devrait circuler librement. L'Association des Ivoiriens résidant au Doubs s'est rendue spontanément au camp. Pour dire aux responsables de la préfecture : « vous n'êtes pas dans vos droits ».

La préfecture a reconnu qu'elle était en erreur. Mais qu'elle était assujettie à un quota d'expulsés. À cinq heures du matin, on m'a dit : « on ne vous menotte pas, vous allez rentrer dans votre pays, parce que vous êtes en règle ». Je leur ai demandé « qui prend mon billet en compte ? » On m'a répondu : « c'est l'État français ». Ainsi je suis revenu à Abidjan « tranquillement » mercredi.

[Source : Fraternité Matin]

COMMUNIQUÉS

L'art fin de faire encore plus de chiffre

Trois affaires récentes qui montrent jusqu'où les zélés services de l'État sont prêts à aller pour arriver au chiffre décrété par les chasseurs d'étrangers qui nous gouvernent.

On contrôle les étrangers qui veulent entrer en France, jusque là c'est sarkoziquement logique, mais aussi ceux qui partent. Un bus Eurolines se dirigeant vers Bruxelles est contrôlé. C'est ainsi que Mohamed A. est invité à descendre du véhicule qui se trouve dans le « no man's land » entre les deux frontières. Mohamed A. se retrouve alors au camp de rétention de Lesquin. Le juge de la liberté et de la détention le remettra ensuite en liberté car, dit-il, « le texte fondement du contrôle d'identité de Monsieur A. a été détourné de son objet dès lors que ce dernier était sur le point de quitter le territoire français » et que la « progression du bus » n'a été arrêtée « que sur l'injonction des services de police ».

José D. d'origine brésilienne est en situation régulière en Angleterre et en Belgique mais n'a aucun document valable pour la France. Il prend l'avion Londres-Bruxelles. Manque de chance : il y a du brouillard sur Bruxelles et l'avion est détourné sur Lesquin. Comme l'écrit le JLD : « il fut interpellé après que les passagers de ce vol eurent reçu pour instruction de descendre d'avion » à Lesquin. Et, hop, direction le camp de rétention de Lesquin où on comptait bien organiser, l'expulsion d'un homme qui de toute façon partait ! Là aussi, le JLD vient de le remettre en liberté...

Ange Djedje ivoirien arrivé le 29 décembre en Italie muni d'un passeport et d'un visa d'un mois. D'Italie, il s'est rendu en France où habite sa soeur pour faire des achats en vue de son mariage programmé à Abidjan le 13 février. Mais lorsqu'après avoir fini ce qu'il avait à faire en France, il rejoint en train l'Italie pour prendre son avion muni de son billet, il est interpellé parce que son visa est périmé. Il est alors reconduit en Suisse, dernier pays emprunté par son train, puis en France... où la préfecture du Doubs décide de le faire conduire au camp de rétention inter-régional de Geispolsheim, près de Strasbourg. Mercredi, il a été reconduit à l'aéroport de Roissy pour embarquer pour Abidjan.

L'État français préfère donc mettre en rétention et expulser (au frais du contribuable) des gens qui de toute façon étaient en train de quitter la